_QLvol14no3.qxd 9/26/06 7:22 PM Page 1

Quartier Libre

LE JOURNAL DES ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

ÉCHOS DES MURS D'ABRASEVIC, EN BOSNIE-HERZÉGOVINE, ONZE ANS APRÈS

MURMURES en ville

www.quartierlibre.ca

QUARTIER LIBRE - Vol. 14 • numéro 3 - 27 septembre 2006

CAMPUS

Conseil d'administration de l'Université : gestionnaires au pouvoir !

Page 4

SOCIÉTÉ

Gaélique, chiac, cri, yiddish et basque : perspectives multiples sur les liens entre langue et culture

Page 13-18-19

CULTURE

La chasse à l'art urbain est ouverte

Page 26

_QLvol14no3.qxd 9/26/06 7:23 PM Page 2

IL EST TEMPS D'AFFIRMER NOTRE DÉTERMINATION

L'injustifiable annonce du vol de 4.3 M$ dans les poches des étudiants par l'entremise du frais technologique a poussé la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal à se mobiliser pour faire reculer le rectorat.

Tout au long du mois de septembre la FAÉCUM a sensibilisé et informé nos 33 000 comparses qui sont membres de la Fédération. Le déjeuner du recteur fut aussi un moment privilégié pour informer nos nouveaux collègues étudiants qu'à l'Université de Montréal, la volonté étudiante n'est pas considérée importante par le recteur et il s'entête à imposer un frais afférent que la communauté universitaire considère injustifié. En plus de l'incompréhension générale face à l'imposition du frais technologique, le recteur et son équipe agissent avec suffisance et condescendance face aux étudiants qu'ils sont supposés placer au centre de leurs préoccupations. Lors de l'Assemblée universitaire du 18 septembre, le recteur avait la chance de clarifier ce qui semblait être une situation inacceptable. Malheureusement, le recteur, par insouciance ou par indifférence, préféra servir aux étudiants présents pour l'occasion une série d'arguments peu fondés et complètement étrangers aux justifications qu'il avait fournies lors de l'imposition du frais technologique.

Face à cette arrogance, nous devons démontrer plus que jamais notre détermination à faire valoir nos volontés. Ici, il s'agit de réparer un vol de 4.3M$ que le recteur à commis. Donc nous invitons les associations étudiantes à venir participer au camp de formation de la Fédération en fin de semaine où il sera question de la campagne contre le frais techno. Du même coup, nous incitons les étudiants à s'informer et aller poser des questions à votre association étudiante.

- Jonathan Plamondon

plan d'aménagement des voies cyclables

Le 22 septembre dernier se tenait la journée en ville sans ma voiture. Or, dans le cadre de cette journée, la FAÉCUM en collaboration avec le Forum jeunesse de l'île de Montréal en a profité pour dénoncer le manque de volonté politique de l'administration Tremblay derrière l'application du Plan d'accessibilité et de mobilité à vélo au centre-ville de Montréal. Vélo-Québec, organisation mandatée par la ville de Montréal suite au Sommet de Montréal pour élaborer ce plan a exposé le 28 août dernier ses inquiétudes par rapport à la lenteur de la réalisation du plan. En effet, seulement 20 % de la réalisation de ce plan est achevée alors que le plan est, selon les travaux prévus, supposé être terminé d'ici la fin de l'année 2007. Finalement un élément absent du plan déçoit la FAÉCUM : le plan actuel ne prévoit aucune piste cyclable qui accèderait à l'Université de Montréal par le centre-ville.

Encourager et faciliter l'accès au déplacement en vélo à Montréal est une avenue stratégique pour augmenter l'utilisation du vélo comme moyen de transport, et donc de ne plus limiter cet outil à être uniquement récréatif. Non seulement la Direction de la santé publique reconnaît qu'une participation accrue au transport actif bénéficierait à la collectivité montréalaise, mais plusieurs étudiants de l'université de Montréal admettent qu'un accès à une piste cyclable sécuritaire se rendant à l'institution d'enseignement supérieure les pousseraient à l'utiliser. En effet, selon un récent sondage mené par la FAÉCUM, 40 % des personnes sondés utiliseraient leur vélo pour se déplacer vers l'Université de Montréal alors qu'en ce moment environ 5 % des répondants affirmaient le faire.

Ainsi, afin de motiver les élus municipaux à s'activer en faveur de nos préoccupations, la FAÉCUM vous invite à aller signer la pétition sur le site www.petitionvelo.com. Vous êtes également invités à téléphoner à vos élus municipaux afin de vous informer sur ce qu'il advient d'une éventuelle piste cyclable qui vous permettrait de voyager jusqu'à l'Université de Montréal.

Évitez que le virage Vert de la cafétéria ne vire au Rouge !

Depuis mars 2006, la cafétéria du 3200 Jean-Brillant, Chez Valère, sert tous ses clients par défaut dans de la vaisselle durable réutilisable. Pour obtenir un contenant jetable, il faut désormais le demander et payer un supplément de 0.15$ par contenant. Pourquoi ce changement ? Parce qu'en consultant le bilan environnemental de l'université, nous avons pris conscience qu'en 2003-2004, un peu plus de 11 tonnes de vaisselle jetable avaient été achetées ! Tous ces contenants ont nécessité ressources et énergie pour être produits et finissent par engraisser nos dépotoirs d'une manière importante.

Après quelques mois d'observation, il semble que certains aient peine à laisser la vaisselle là où elle devrait se trouver après son usage, c'est-à-dire dans les chariots réservés à cet effet à la cafétéria. Est-ce par distraction que les gens jettent leur assiette réutilisable à la poubelle ? Est-ce un effort surhumain de ramener ce qui nous est prêté et de ne pas laisser traîner son assiette partout dans l'université ? Des membres de l'université ont-ils eu besoin de regarnir leur vaisselier ou de décorer leur bureau ? Il est grand temps de se questionner sur l'impact de nos actions, rappelez-vous que vous êtes loin d'être le seul usager de la cafétéria !

Nous invitons donc la communauté universitaire à participer activement au bon fonctionnement de cette initiative et à encourager des comportements responsables en matière d'environnement. Le succès et la pérennité du projet reposent maintenant en grande partie sur le civisme et la conscience des usagers. Nous encourageons aussi les membres de la communauté universitaire qui respectent déjà les consignes d'usage à poursuivre dans cette voie. Les gestionnaires de l'université et les membres d'UniVertCité (comité environnemental des étudiants (es) de l'Université de Montréal) ont fait un grand bout du chemin, faites le vôtre dès maintenant !

Ariane Léonard, responsable du projet vaisselle durable

Pour toute information : univertcite@faecum.qc.ca

Site Internet : http://www.faecum.qc.ca/univertcite

_QLvol14no3.qxd 9/26/06 7:23 PM Page 3

À LA UNE

Sur les vestiges d'un conflit dont les traces parsèment encore le paysage, la Bosnie-Herzégovine se reconstruit tranquillement. Et si ce mur de la ville d'Abrasevic évoque à merveille l'espoir et la mémoire, les murs de Montréal, à leur façon, regorgent eux aussi de petits trésors visuels. Nous vous invitons d'ailleurs à les débusquer et à nous les faire parvenir. À lire en page 15, les carnets de Bosnie-Herzégovine, et en page 26, notre nouvelle rubrique Art urbain.

PHOTO DE UNE : ZOÉ BEAUDRY

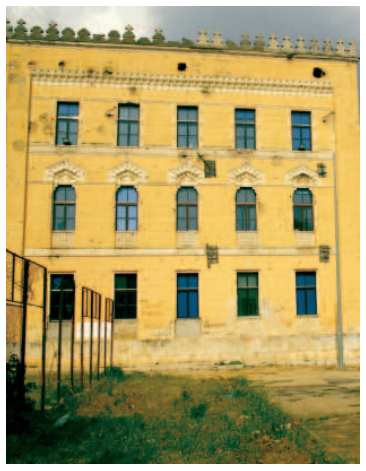
SOMMAIRE

CAMPUS

Conseil d'administration de l'Université : gestionnaires au pouvoir ! ..... p. 4
Ordinaires ordinateurs portables ..... p. 5
Fédéral : Les associations passent sous la table ..... p. 7
Cette semaine sur le campus ..... p. 9
Campus fermé p.9
Brèves p.9
Agenda p.9
Classes militantes : Des étudiants à la conquête des caisses populaires p.11
Carabins : On gagne au soccer! p.11

MONDE

Récits nippons : Victime de la mode *made in Japan* ..... p. 13
Carnets de Bosnie-Herzégovine : Une lente reconstruction ..... p. 15



Côte-d'Ivoire : Les conséquences politiques d'un désastre écologique ..... p. 15
Syrie : Un état laïc ? ..... p. 20

SOCIÉTÉ

Les auto-stoppeurs n'ont pas capitulé ..... p. 16.

DOSSIER LANGUE ET CULTURE :
Carnets d'Irlande : Les derniers bastions du gaélique .... p. 13
Les langues autochtones : Urgent besoin de financement ..... p. 18
Le chiac : La délicieuse histoire d'Acadieman ... p. 18.
Le yiddish : Regard nostalgique sur les belles années du yiddish à Montréal .. p. 19
Le basque : Une langue vieille de 15 siècles ..... p. 19

L'INTERVIEWÉ
Daniel Soulières ..... p. 21

CULTURE

Patrick Watson : Quatre garçons dans le vent .....p. 22
Chronique animée .....p. 23
Cronique BD ..... p. 23
Chronique CD ..... p. 24
Chronique Lecture ..... p. 24
Chronique documentaire ..... p. 25
Photographie : Ladislas Kadyszewski . p. 25
Les Convertibles : Ça roule pour la Tohu ..... p. 26
Art Urbain : La chasse aux lapins ..... p. 26
Blogueurs libanais : Aux crayons citoyens ..... p. 27
La page BD du QL ..... p. 27

Quartier Libre

DIRECTEUR ET RÉDACTEUR EN CHEF
Paul Therrien - redac@quartierlibre.ca

CHEFS DE PUPITRE
Campus : Maude L'Archevêque
campus@quartierlibre.ca
Société / Monde : Marie-Michèle Giguère
societemonde@quartierlibre.ca
Culture : Julie Delporte
culture@quartierlibre.ca

DIRECTION ARTISTIQUE
Clément de Gaulejac - calculmental@vif.com

PHOTOGRAPHES
Marie-Soleil Désautels
msdesautels@yahoo.com
Zoé Beaudry, Maxime Juneau-Hotte, Nicolas Paradis, Gwénaël Bélanger, Ladislas Kadyszewski

ILLUSTRATEUR
Clément de Gaulejac - calculmental.org

BÉDÉISTES
Francisd, Pishier

JOURNALISTES
Véronique Beaudet, Dominique Cadieux, Maylis Détrie, Gabriel Dumouchel, Félix Dufour-Laperrière, Alexandra Duranceau, Olivier Durand, Normand Forgues-Roy, Rachel Hyppolite, Izumi Ishida, Christian Lambert, Isabelle Lantagne, Carol Lewiss, Mathias Marchal, Marie-Odile Marcoux-Fortier, Rachelle McDuff, Nicolas Paradis, Charles Prémont, Jean-François Rioux, Pauline Rossignol, Clément Sabourin, Alexandra Viau, Laurence Vincent

CORRECTEURS
Janick Couture, Marie-Pierre Jacques

INFOGRAPHIE
Zirval Design • info@zirval.com

PUBLICITÉ
Accès-Média (524-1182)
www.accesmedia.com

COMPTABILITÉ
Mélanie Bouchard

IMPRESSION
Payette & Sims

DISTRIBUTION
R.C. Graphiques

POUR NOUS JOINDRE
Tél. : (514) 343-7630 • Téléc. : (514) 343-7744
Courriel : info@quartierlibre.ca
Site Web : www.quartierlibre.ca

Quartier Libre est le journal des étudiants de l'Université de Montréal publié par *Les Publications du Quartier Libre*, une corporation sans but lucratif créée par des étudiants en 1993. Bimensuel, *Quartier Libre* est distribué gratuitement sur tout le campus de l'Université de Montréal et dans ses environs. Son tirage est de 10 000 copies.

Nos bureaux sont situés au :
3200, rue Jean-Brillant (Local B-1274-6)
C.P. 6128, succ. Centre-Ville,
Montréal (Québec) H3T 1N8

Quartier Libre est membre du Carrefour international de la presse universitaire francophone (CIPUF - www.cipuf.org)

Dépôt légal :
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISBN 1198-9416
Tout texte publié dans *Quartier Libre* peut être reproduit avec mention obligatoire de la source.

PROCHAINE PARUTION
Mercredi 11 octobre 2006

PROCHAINE TOMBÉE
Mercredi 4 octobre 2006

ÉDITO

AGORA

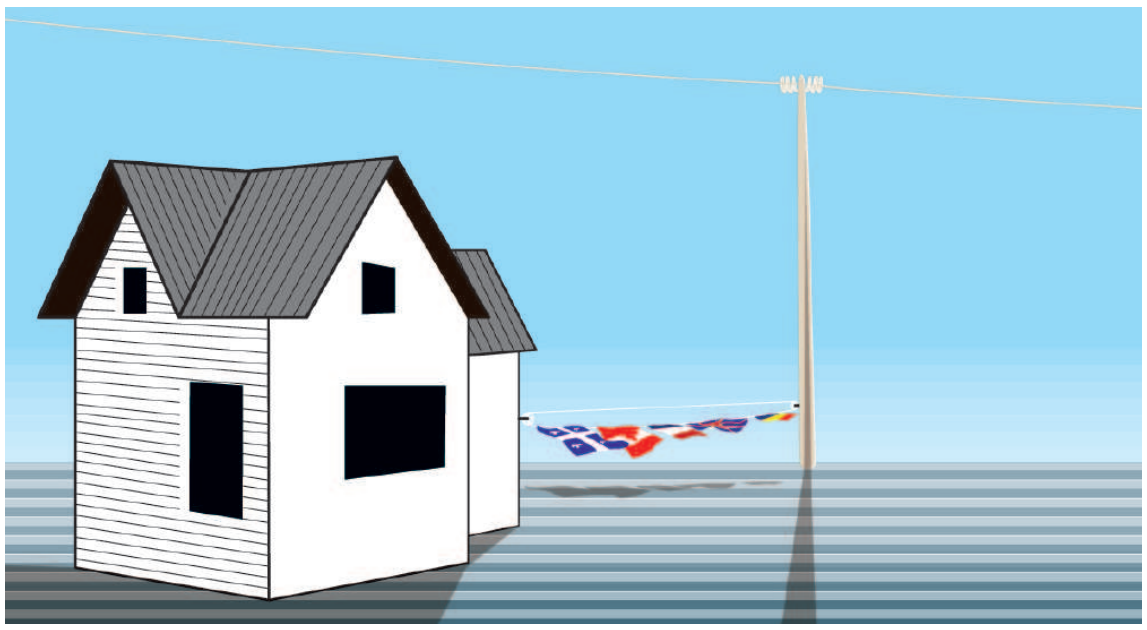


ILLUSTRATION : CLÉMENT DE GAULEJAC

Paul THERRIEN

J'écris ces lignes de Bucarest, Roumanie : pays hôte du XIe Sommet de la Francophonie. À première vue, certains lecteurs trouveront saugrenue l'idée de tenir le sommet en Europe de l'Est. En effet, aucune donnée précise et satisfaisante ne peut en témoigner, mais un très faible pourcentage de Roumains parle ou comprend le français aujourd'hui; peut-être un sur cinq est en mesure de tenir une conversation. Il demeure que le pays possède une culture qui puise ses racines de l'héritage latin et, de manière importante, français. Or sur les lieux, un triste constat s'impose. Et comme nous l'avons vu au Québec, seule une résolution démocratique, francophile, peut mener une résistance à l'attraction irrésistible de l'anglais. Le français, seule autre langue avec l'anglais à être aussi bien implantée sur les cinq continents, possède sans contredit un caractère international. Peut-être, espérons-le, que cette année de la francophonie qu'a connue les Roumains leur donnera la volonté et surtout, le courage d'adopter le français comme «langue universelle» telle que l'a qualifié Léopold Senghor un des fondateurs de la francophonie et ainsi, contribuer avec nous à la diversité du rapport global à l'existence.

Inutile de répéter la chance que nous avons d'être au coeur de cette alternative linguistique globale; de contribuer quotidiennement à la diversité culturelle de la famille humaine. Et la francophonie aurait intérêt à apprendre des leçons de la difficile cohabitation au Québec entre les deux langues héritées de la France et l'Angleterre. À l'image de notre histoire, le français et l'anglais entrent en compétition directe dans plusieurs pays. De manière irrésistible, l'anglais prédomine dans l'espace commercial et le français arrive avec peine à s'implanter dans l'espace public. Nous avons longtemps connu cette cohabitation : une langue pour le *business* et l'autre pour le politique. Sans contrôle législatif, l'anglais est devenu rapidement la deuxième langue de choix auprès des jeunes Roumains. La publicité, omniprésente dans le paysage urbain de Bucarest, en est l'exemple frappant. Des phrases en anglais sur les panneaux publicitaires et les affiches des commerces font *cool* et *in*. Peut-être aussi un souci de plaire aux étrangers qui ont de l'argent et qui voudraient investir en Roumanie… Un peu comme à Montréal il n'y a pas si longtemps. Au plan international, sans motivation politique vigoureuse et déterminée afin de dégager de l'espace pour le français, l'anglais s'imposera par le rouleau compresseur de la globalisation financière, comme en témoigne l'Europe de l'Est suite à la chute du mur de Berlin.

* * *

Impossible de rédiger cet éditorial sans mentionner la tragédie survenue à Dawson. D'autant plus que nous ressentons encore les ondes de choc, ici à l'Université de Montréal, de la tuerie commise par Marc Lépine à la Polytechnique en 1989. *Quartier Libre* offre donc ses plus sincères condoléances et vœux d'encouragement aux victimes de cet acte insensé. Laissons le temps et les mots panser les plaies des victimes et soulager le choc des témoins, et gardons un élément important en tête : sans l'apaisement des jours qui passent, les grands discours, ni l'analyse et les commentaires *ad nauseam* tout de suite après la tragédie ne pourront pas, seuls, réparer les dégâts ni soulager les angoisses.

La couverture de l'événement le jour même a dévoilé quelques effets pervers du direct et de la nouvelle en continue. Cette nécessité incontournable, temps d'antenne oblige, d'aligner les mots pour décrire, décortiquer, surligner, mettre en lumière chaque facette d'une tragédie augmente la peur et brouille la réflexion. Que pouvait-on réellement dire de plus à part les faits, le soir même? Que savait-on des véritables motivations de Kimveer Gill? Était-ce nécessaire, dès ce moment-là, de ramener le débat sur le contrôle des armes à feu? Oui, il était fasciné par la mort et la culture gothique… et puis après? Des milliers de jeunes le sont sans pour autant commettre un tel acte. Au lieu de ressasser le pourquoi d'une situation qui ne peut avoir d'explication satisfaisante, trouvons plutôt le comment, pour prévenir que d'autres situations du genre ne surviennent. Les programmes de prévention de l'agressivité et de support envers ceux qui souffrent de maladies mentales graves tendent à disparaître. Tout le réseau scolaire devra procéder à un examen de conscience et prendre en considération l'encadrement et les soins offerts aux dépressifs, les suicidaires et les isolés.

À lire dans la prochaine édition de *Quartier Libre* : dossier spécial sur le XIe Sommet de la Francophonie à Bucarest, Roumanie.

Ces reportages seront réalisés grâce aux contributions de l'Agence Canadienne de développement international (ACDI), le Ministère des Relations internationales du Québec, l'Office franco-québécois pour la jeunesse (OFQJ) et du Carrefour international de la Presse universitaire francophone (CIPUF).

_QLvol14no3.qxd 9/26/06 7:23 PM Page 4

Secteur privé et Conseil de l'Université

CONSEIL D'AFFAIRES

L'Université étant une institution publique financée par les contribuables québécois, il en résulte que le conseil universitaire doit refléter l'ensemble de la société québécoise, et, par conséquent, compter en son sein, paradoxalement, des personnes issues du secteur privé. Décodage de rouages complexes.

Izumi ISHIDA

Selon la charte et les statuts de l'Université de Montréal, le conseil de l'université *« [exerce] tous les droits de l'Université et tous les pouvoirs nécessaires à son administration et à son développement »*. Au nombre des pouvoirs réservés au conseil, on compte l'adoption du budget, l'approbation des projets d'intérêt majeur pour le développement de l'Université et la nomination des recteur, vice-recteurs, doyens et vice-doyens. Sept membres du présent conseil de l'Université sur 20 proviennent du privé. *« Lorsqu'une place au conseil d'administration devient vacante, on regarde quel est le secteur de la société – le milieu des affaires, le monde artistique, le secteur social… – le moins bien représenté, on établit une liste des personnes impliquées dans ce secteur susceptibles d'être intéressées et ensuite, tout dépend de la disponibilité des uns et des autres »*, explique André Bisson, ancien chancelier et ancien membre du conseil de l'Université de Montréal, actuellement président du conseil d'administration du CIRANO, Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations. Les modalités de désignation des membres du conseil universitaire témoignent de la recherche d'un équilibre entre les nominations émanant de la communauté universitaire au sens large (neuf membres) et les nominations émanant du gouvernement provincial via le lieutenant-gouverneur du Québec (huit membres).

INTERFACE DORÉE

André Bisson précise qu'il existe un échange informel entre l'Université et le gouvernement lorsque vient le temps de choisir les membres du conseil émanant du provincial. Le comité de gouvernance de l'Université de Montréal propose quelques noms pour un poste et le gouvernement entérine généralement l'un de ces choix. Remarquant que les personnes nommées par le lieutenant-gouverneur sont souvent issues du secteur privé, le président du Syndicat général des professeures et professeurs de l'Université de Montréal (SGPUM), Louis Dumont, se demande si l'Université ne pourrait pas faire en sorte de diversifier la liste des noms proposés, de façon à intégrer *« des représentants plus sensibles aux besoins de la communauté universitaire, avec davantage d'expérience de l'enseignement et de la recherche et qui feraient en sorte que l'Université se rapproche du milieu dans lequel elle vit »*. Il signale par ailleurs que *« l'intervention de personnes issues du privé n'est pas une mauvaise chose en soi »*. Selon lui, c'est plutôt un *« déversement du privé »* dans l'Université qui est à craindre : *« Plus il y aura de personnes venues du privé au conseil universitaire, plus l'Université aura l'allure d'une entreprise privée »*, soutient-il. Robert Martin, membre du conseil universitaire et président de l'Association générale des étudiants et étudiantes de la faculté de l'éducation permanente de l'Université de Montréal (AGEEFEP), ajoute que *« s'il ne faut surtout pas que l'Université soit un espace dédié au privé, personne ne doit en revanche être banni du conseil de l'université »*. Selon lui, c'est plutôt *« la richesse de l'expérience de vie de chaque personne »* qui doit guider le choix des membres du conseil de l'université.

Robert Martin et Louis Dumont sont d'accord pour dire que la présence au conseil de l'université de personnes issues du secteur privé peut dans une certaine mesure être bénéfique à l'Université. *« Le lien avec les entreprises est certainement important lors des campagnes de financement*, admet Louis Dumont. *Le résultat de la dernière campagne de financement s'explique sans doute par l'effet de ricochet que ces personnes produisent un peu partout dans le milieu des affaires. »* Robert Martin reconnaît aussi les avantages pour le conseil de compter des gens d'affaires en son sein : *« Les personnes issues du secteur privé constituent un lien entre la recherche à l'Université de Montréal et la société civile. »* De plus, André Bisson donne l'exemple de la participation au conseil universitaire d'André Chagnon, fondateur de Vidéotron. Dans les années qui marquaient les débuts de l'autoroute de l'information, sa présence au conseil a apporté une expertise précieuse au service de l'Université. *« Les personnes issues du secteur privé ne représentent pas seulement un généreux soutien financier pour l'Université. Elles apportent également leur expertise de gestion »*, précise par ailleurs André Bisson. Avec un budget de 500 millions de dollars à adopter, les compétences de gestionnaire des membres du conseil ne sont en effet pas superflues.

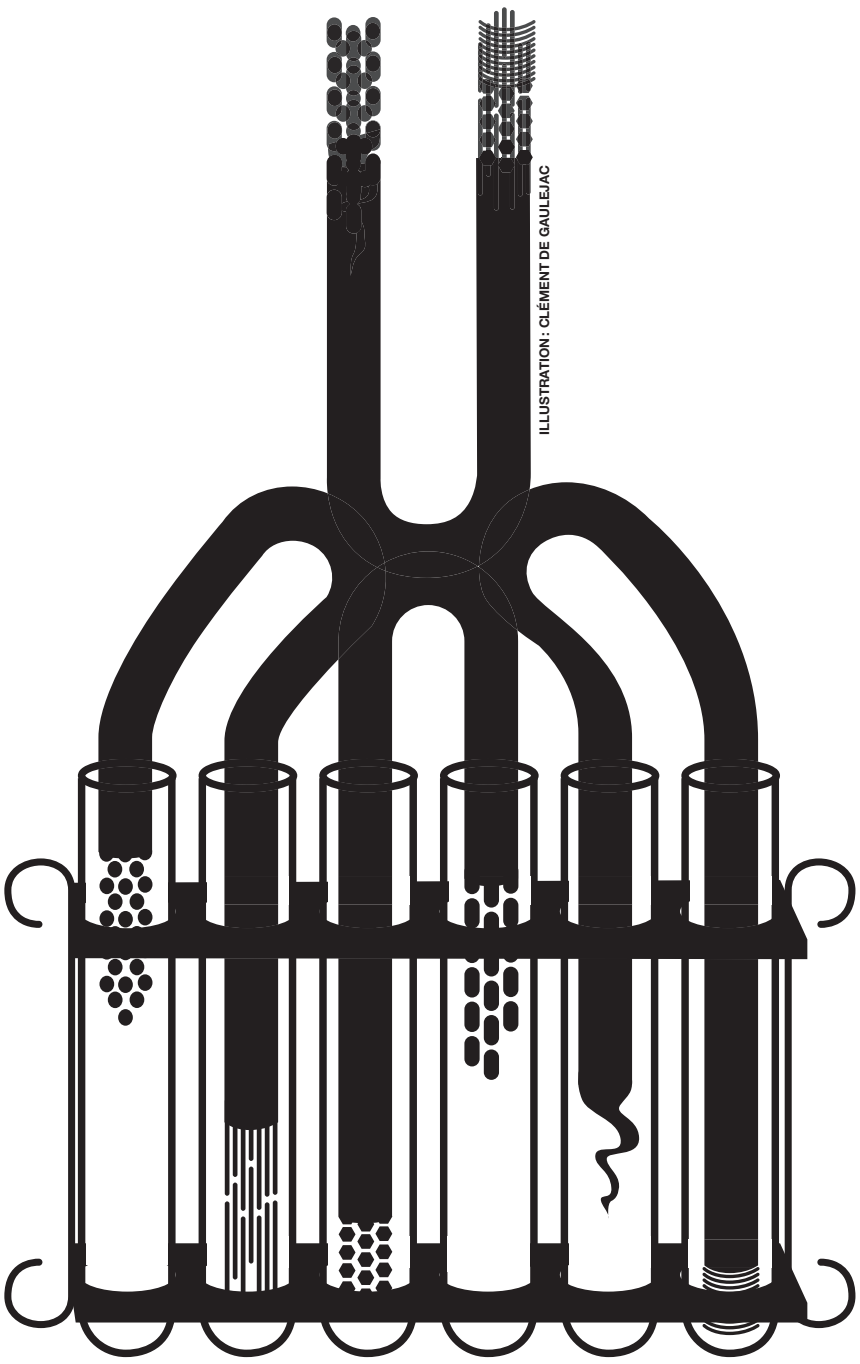


ILLUSTRATION : CLÉMENT DE GAULEJAC

ÉQUILIBRE PRÉCAIRE

Plusieurs intervenants montrent du doigt des lacunes au niveau de la représentation de la communauté universitaire au conseil : Louis Dumont observe, par exemple, que si plusieurs professeurs sont présents au conseil de l'université, ils le sont à titre de représentants de l'Assemblée universitaire, laquelle reflète l'ensemble de la communauté universitaire, et non spécifiquement les professeurs. Ainsi, aucun représentant des syndicats ne siège au conseil d'administration. Robert Martin note de son côté que seules deux places sont réservées aux représentants des étudiants, alors que l'Université compte trois unités étudiantes distinctes – premier cycle, cycles supérieurs et faculté de l'éducation permanente – qui mériteraient d'avoir chacune un représentant permanent au conseil de l'université. Un troisième siège est actuellement accordé aux représentants étudiants, mais celui-ci est pris sur les quatre postes que le conseil peut accorder avec l'accord des trois quarts de ses membres ; ce poste revêt en conséquence un statut circonstanciel et précaire. Le président de l'AGEEFEP estime qu'il existe actuellement un déséquilibre au profit de la représentation du secteur privé au conseil de l'Université de Montréal, et conclut qu'*« il serait peut-être bon pour la santé démocratique de l'Université de lancer un débat sur l'éventualité d'ouvrir la charte en vigueur à l'Université – le texte qui définit les règles d'administration de l'Université depuis 1967 »*.

LA TOUR DE VERRE

Louis Dumont déplore aussi *« la distance qui existe entre la communauté universitaire et le conseil d'administration »*. Bien que le SGPUM l'ait demandé, il n'y a jamais eu de rencontre officielle entre les représentants des associations et des syndicats et le conseil de l'université. Le président du SGPUM s'interroge : *« Les membres du conseil prennent-ils directement le pouls de la communauté universitaire, ou le perçoivent-ils à travers le filtre du discours de la direction qui fait valoir ses propres positions ? »* Selon André Bisson, les membres du conseil d'administration siégeant également dans différents comités universitaires, rencontrent directement des représentants issus de l'Université. Selon André Bisson, ils disposeraient aussi de contacts personnels pertinents pour les informer et il revient finalement aux personnes issues de l'Université qui siègent au conseil d'informer les membres extérieurs à l'Université de ce qui s'y passe.

Louis Dumont constate que ces mécanismes assurent très mal la transmission de l'information. Dernier exemple en date : l'affrontement dans la communauté au sujet de l'achat de la gare de triage d'Outremont. *« Beaucoup de monde à l'Université étaient contre. La direction a procédé quand même, avec l'aval du Conseil. Ne sont-ils pas trop éloignés des préoccupations de la communauté universitaire, parce qu'ils voient l'Université comme une entreprise ? »* Les décisions du conseil de l'université sont rendues publiques, mais les délibérations ne sont pas publiées ; le processus de prise de décision reste donc opaque.

COMPOSITION DU CONSEIL UNIVERSITAIRE DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

- Le recteur
- Cinq membres nommés par l'Assemblée universitaire représentant l'ensemble de la communauté universitaire
- Deux membres nommés par les associations étudiantes
- Deux membres nommés par le Conseil après consultation d'un conseil représentant les diplômés de l'Université
- Deux membres nommés par le Modérateur des facultés ecclésiastiques après consultation de leurs conseils
- Huit membres nommés par le Lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre de l'Éducation
- Au plus quatre autres membres nommés par résolution du Conseil, adoptée par au moins les trois quarts de ses membres
- Le président du Conseil, élu par ses pairs, porte le titre de chancelier de l'Université.

_QLvol14no3.qxd 9/26/06 7:23 PM Page 5

Élections à la FAÉCUM

NOUVELLES VOIX

Le 13 septembre dernier se tenait un Congrès extraordinaire de la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAÉCUM), convoqué dans l'espoir de combler deux postes à son conseil d'administration et un poste à son Bureau exécutif. Seuls deux ont été comblés.

Maude L'ARCHEVÊQUE

Le poste de coordonnateur à la recherche universitaire était le seul poste qui restait à combler au Bureau exécutif lors du Congrès du 13 septembre 2006. C'est que le Bureau exécutif de la FAÉCUM est élu lors du Congrès annuel, qui se tient à chaque printemps, et que tous les postes, sauf celui de coordonnateur à la recherche universitaire, avaient trouvé preneur à ce moment. Autrefois réservé aux étudiants de cycles supérieurs, les délégués réunis au Congrès d'avril avaient choisi d'ouvrir ce poste à tous les étudiants, quelque soit leur cycle d'études. Malgré l'ouverture du poste à tous les étudiants, celui-ci n'a pas trouvé preneur au Congrès du 13 septembre.

Cependant, les deux postes ouverts au conseil d'administration de la FAÉCUM (administrateur tous cycles confondus et administrateur de cycles supérieurs) ont été remplis. Comme les postes au Bureau exécutif, la majorité des 11 postes au C.A. de la FAÉCUM avaient été comblés lors du Congrès annuel. Deux candidats briguaient le poste d'administrateur tous cycles confondus : David Paradis, de l'Association étudiante de psychologie, et Eric Peters, de l'Association étudiante d'informatique et recherches opérationnelles premier cycle. C'est finalement David Paradis qui a été élu. Ce dernier souhaite remercier Eric Peters de s'être présenté : *«C'est essentiel qu'il y ait une élection, que les gens puissent choisir entre différentes visions. Ce ne serait pas une mauvaise chose qu'il y ait plus souvent plusieurs candidatures pour un même poste de façon à avoir des élections plus sélectives.»* Le poste d'administrateur de cycles supérieurs n'était d'ailleurs convoité que par Jocelyn Caron, de l'Association étudiante de sciences politiques cycles supérieurs. Il croit avoir été seul à briguer ce poste *«parce que les gens ne saisissent pas le pouvoir du conseil d'administration sur l'entité FAÉCUM»*. S'il aimerait qu'il y ait davantage de candidats aux postes de la FAÉCUM, parce que cela créerait davantage de débats, il souligne *«ne pas être du genre à pleurer parce que les gens ne se prennent pas en mains»*.

D'autre part, les deux élus indiquent qu'un dossier très important pour la prochaine année au conseil d'administration de la FAÉCUM sera sans doute celui du dossier du pavillon étudiant, dont l'avenir demeure incertain. David Paradis souligne qu'il s'agit là d'une *«excellente idée, puisque ce qui caractérise l'UdeM, c'est l'éclatement du campus et que le pavillon étudiant permettrait d'avoir un point d'assise en ce qui concerne ses activités étudiantes»*. Toutefois, Jocelyn Caron estime que le projet de pavillon étudiant *«pourrait être générateur d'injustices entre les différentes cohortes d'étudiants»*. Il explique que certains souhaitent commencer à payer le pavillon étudiant dès maintenant, alors que le pavillon pourrait ne pas être construit avant cinq ans, ce qui, selon lui, *«ne serait pas équitable»*.

L'informatique dans les classes à HEC Montréal

SUPPORTER LE PORTABLE

Outil obligatoire, le portable fait partie du quotidien des étudiants de HEC Montréal. Bien que son omniprésence favorise l'interactivité et la communication en classe, certains doutent que celle-ci soit une panacée.

PHOTO : MARIE-SOLEIL DESAUTELS

DEUX ÉTUDIANTS UTILISENT LEUR PORTABLE AU PAVILLON JEAN-COUTU.

Gabriel DUMOUCHEL

Implanté il y a presque dix ans déjà, le programme Virtuose à HEC Montréal vise à doter ses étudiants d'habiletés technologiques essentielles au métier de gestionnaire. Les portables sont donc obligatoires au baccalauréat et à la maîtrise en administration des affaires (BAA et MBA). Pour Paul Mireault, directeur des technologies à HEC Montréal, les portables permettent ainsi *« une accessibilité qu'il était impossible d'avoir avec les laboratoires informatiques »*. En effet, puisque chaque étudiant a son propre ordinateur en classe, l'enseignant dépend moins de la disponibilité des salles informatiques.

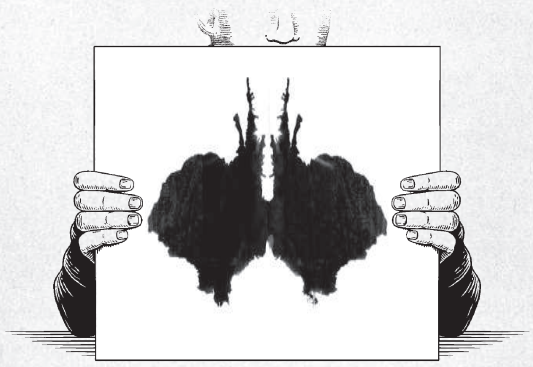
Même si le portable s'impose comme outil de base à HEC Montréal, le papier et le crayon n'ont certes pas écrit leur dernier mot, surtout lors des examens. M. Mireault est d'avis que *« les possibilités de plagiat font en sorte que des enseignants s'empêchent encore d'utiliser le portable pour les tests »*. Jacques Raynauld, de l'Institut d'économie appliquée de HEC Montréal, et M. Mireault, comptent parmi les professeurs à HEC Montréal qui demandent à leurs étudiants de se brancher durant les dernières minutes d'un test pour remettre leur fichier par courriel. D'autres enseignants, comme Marc Fredette, professeur en méthodes quantitatives de gestion, demandent toujours la version papier, mais exigent l'utilisation de logiciels pour répondre aux questions.

DES CLASSES SOCIABLES

L'omniprésence de l'ordinateur portable crée toutefois des problèmes en classe : *« Quand tous les étudiants d'un cours ont un portable branché, le clavardage et les courriels sont effectivement une source de distraction »*, affirme Paul Mireault. Pour Sovan Chea, une étudiante qui débute son BAA, *« les ordinateurs portables peuvent déconcentrer certaines personnes pendant les cours »*, mais Olivier Paul St-Germain, étudiant au certificat en marketing, soutient plutôt que *« ceux-ci permettent de s'avancer dans des travaux d'équipe d'autres cours »*. Selon Omar Aktouf, professeur de management à HEC Montréal, le portable *« tue ce qu'il y a de vivant dans une classe : avec tous ces visages cachés derrière des écrans noirs, ce n'est plus une relation humaine »*. Puisque son cours porte sur de la théorie et est souvent basé sur la discussion, il estime que dans son cas, *« le portable est limitatif »*, bien qu'il encourage son utilisation comme outil d'apprentissage.

Même s'ils posent parfois problème, le clavardage et les courriels ne font pas l'objet d'un règlement de la part de HEC Montréal : leur gestion est laissée à la discrétion de chaque professeur. Guillaume Tahhan, étudiant au BAA, souligne que *« certains profs demandent qu'on débranche le câble réseau dès le début du cours pour empêcher le chat et les courriels »*. Quant à M. Raynauld, il demande à ses élèves à s'identifier en plaçant devant eux un carton où est écrit leur nom : *« S'il y en a un qui est dans sa bulle de MSN Messenger, je vais le nommer et lui poser une question sur la matière enseignée pour essayer de le ramener en classe. »* Par ailleurs, il considère que grâce au portable et aux méthodes d'enseignement qui en font l'usage, il connaît davantage ses étudiants, se sent plus près d'eux et plus utile. Pour sa part, Marc Fredette, qui a enseigné dans d'autres universités sans portable obligatoire, affirme que cet outil n'engendre aucune différence dans le contact visuel qu'il a avec ses étudiants. Mais pour Omar Aktouf, *« à l'université, il y a une différence entre l'apprentissage et la réflexion : je considère l'enseignement comme un débat alors que le portable n'est qu'un outil d'apprentissage. »*

_QLvol14no3.qxd 9/26/06 7:23 PM Page 6



SI VOUS VOYEZ LA SCÈNE FINALE D'UN JEU D'AVENTURE, CONSULTEZ L'INIS.

L'Institut traite les fous de médias interactifs.

WWW.CONSULTEZLINIS.COM
URGENCE : 514.285.INIS

INIS
INSTITUT NATIONAL DE L'IMAGE ET DU SON

Traitement Médias interactifs - Hiver 2007
Février à juin 2007 / 3 500 $
Date limite d'inscription
Mercredi 8 novembre 2006 à 17h

Traitement Médias interactifs - Automne 2007
Août à décembre 2007 / 3 500 $
Date limite d'inscription
Mercredi 25 avril 2007 à 17h

Avec le soutien du ministère de la Culture et des Communications du Québec, de Téléfilm Canada et du ministère du Patrimoine canadien

Quartier Libre

Étudiantes et étudiants de l'Université de Montréal, quelles que soient les études que vous poursuivez, vous pouvez collaborer au Quartier Libre!

Aucune expérience préalable n'est nécessaire!

Rejoignez l'équipe de rédaction

les mercredi

27 septembre

11 octobre

25 octobre

8 novembre

22 novembre

à 17h00

et participez à la réunion de production du journal.

_QLvol14no3.qxd 9/26/06 7:23 PM Page 7

Fédéral et éducation postsecondaire

L'ÉTRANGE CONSULTATION DE MONSIEUR HARPER

Le ministère des Ressources humaines et du Développement social du Canada (RHDSC) a tenu cet été une consultation sur l'éducation postsecondaire. Pendant qu'Ottawa joue la carte de la transparence et du dialogue, les associations étudiantes tapent du pied et manifestent leur mécontentement. Véritable débat ou simple opération de relations publiques ?

Normand FORGUES-ROY et Charles PRÉMONT

Reconnaissant le déséquilibre fiscal, le gouvernement Harper souhaite rétablir l'équilibre et, pour ce faire, cherche à redéfinir les responsabilités du fédéral dans les champs de compétences partagés avec les provinces. La consultation sur l'éducation postsecondaire au Canada — organisée par le ministère des Finances, mais administrée par RHDSC — s'inscrit dans cette démarche. Selon le site Internet de RHDSC, le but des consultations est d'*«assurer la prospérité économique et le bien-être social du Canada,* [pour lesquels] *notre pays a besoin d'une main-d'œuvre très bien formée et hautement qualifiée»*. L'appel à la population a donc été lancé, pour obtenir son avis sur les moyens les plus efficaces et les plus sûrs d'y parvenir. Notons au passage que l'éducation est une compétence provinciale.

Les citoyens et les groupes ont été invités par un communiqué de presse émis le 8 août à faire parvenir leurs idées et suggestions par courrier, courriel ou télécopie. Cette étape fait suite à des discussions avec les provinces. Or, selon la présidente de l'Ontario Undergraduate Student Alliance (OUSA), Paris Meilleur, *«la consultation n'ayant pas été publicisée de façon appropriée, elle n'est pas vraiment publique»*. Elle déplore d'autre part que *«l'OUSA n'ait pas été invitée formellement à participer à la consultation, alors que l'intérêt de la consultation devrait être d'obtenir l'opinion des groupes concernés. La meilleure façon de recueillir l'opinion du plus grand nombre est justement de passer par de tels groupes.»* À la fermeture de la consultation le 8 septembre, 191 documents avaient été déposés, dont 36 par des groupes d'intérêt. Moby Chaudhari, porte-parole de RHDSC assure que *«les soumissions seront intégrées à l'exercice de consultation mené par le ministère des Finances et les consultations en ligne auprès des Canadiens et des intervenants contribueront à alimenter la proposition concernant les études postsecondaires et la formation.»* Aucun rapport préliminaire ne sera déposé avant la proposition du gouvernement, qui sera publiée plus tard cet automne.

PHOTO : MAXIME JUNEAU-HOTTE

CHRISTIAN BÉLAIR, LE PRÉSIDENT DE LA FEUQ, PRÉFÈRE ADOPTER UNE ATTITUDE DIPLOMATIQUE AVEC LE GOUVERNEMENT HARPER.

CONSULTATION EN CATIMINI

Le 8 septembre dernier, l'OUSA émettait un communiqué de presse pour exprimer son désaccord et son inquiétude quant à la manière dont le gouvernement tente de mettre sur pied sa commission. M. Chaudhari, du ministère, souligne que *«RHDSC a en outre communiqué avec plus d'une centaine d'intervenants nationaux, incluant des associations étudiantes»*. Pour l'OUSA, ce n'est pas suffisant : *«Si le processus avait été bien annoncé et publicisé, nous n'aurions jamais fait une telle sortie»*, souligne Paris Meilleur. Pour elle, *«le fait qu'ils essaient d'éviter que les groupes d'étudiants ne s'intéressent trop à cette commission est injustifiable : nous avons une certaine expertise sur la question de l'éducation postsecondaire et devrions être invités afin de pouvoir la communiquer.»*

L'approche de la Fédération Étudiante Universitaire du Québec (FEUQ) contraste avec celle que préconise l'association étudiante ontarienne. Si la Fédération n'a pas réagi publiquement, son président, Christian Bélair, affirme toutefois que les rouages de la contestation sont déjà en marche. *«Nous avons une rencontre avec divers syndicats et associations reliés à l'éducation postsecondaire cette semaine,* explique M. Bélair. *Une forte majorité de ces groupes n'a pas été contactée pour participer à la commission et nous songeons à écrire une lettre commune pour souligner notre désaccord.»*. Christian Bélair opte plutôt pour une approche diplomatique avec le gouvernement Harper et demeure convaincu de l'efficacité de cette méthode: *«Avant de sortir dans les médias, on a contacté le gouvernement pour voir si on ne pouvait pas corriger le tir avec eux»*.

Maintenant, selon son président, la FEUQ *«veut s'assurer d'avoir droit de parole lors de la commission»*.

COMPÉTENCES COMPLIQUÉES

De son côté, l'OUSA cherche plutôt à ouvrir le débat sur des questions plus concrètes. Paris Meilleur déplore que *«la consultation ne porte que sur les responsabilités constitutionnelles du fédéral en éducation postsecondaire»*. Selon elle, *«si le fédéral choisissait de porter plus d'attention à l'éducation collégiale et universitaire, cela pourrait avoir de très grandes répercussions et il faut en parler»*. L'OUSA aimerait donc que des question d'intérêts pour les étudiants soient traitées pendant la commission plutôt que des questions sur lesquelles il est moins aisé de se prononcer, comme les responsabilités constitutionnelles du gouvernement fédéral en éducation postsecondaire. La présidente de l'OUSA ne tient cependant pas à s'enfermer dans une attitude négative envers le gouvernement de Stephen Harper et souhaite que ce dernier soit ouvert à une discussion constructive avec les intervenants familiers avec l'éducation postsecondaire au Canada.

L'OUSA comme la FEUQ se tournent maintenant vers la Fédération canadienne des étudiants et étudiantes (FCEE), qui n'a toujours pas émis de communiqué sur la question. *«Nous allons contacter la FCEE cette semaine*, confirme M. Bélair. *Nous voulons voir ce qui se passe dans les autres provinces.»* L'OUSA a également confirmé son désir d'entrer en contact avec l'association pancanadienne au cours des prochains jours.

_QLvol14no3.qxd 9/26/06 7:23 PM Page 8

Improvisation comparée ayant comme thème : «Le frais technologique»

Suite à l'imposition du frais technologique et des nombreuses actions et messages de votre Fédération, vous avez découvert la nouvelle vedette de l'heure du rectorat, nul autre que M. Pierre Simonet, vice-provost et vice-recteur à la planification. M. Simonet essaie, par ses nombreuses déclarations, de justifier ce frais afférent. Cependant, il ne réussit pas réellement à convaincre les étudiants. Au contraire, il démontre plutôt l'improvisation du rectorat qui ne sait pas où investir le million prévu dans le développement des technologies. Une fois, il indique le développement d'un univers numérique d'apprentissage. Dans un autre cas, il s'agit d'Internet haute vitesse. Découvrons cette improvisation de ce vice-recteur.

«Pour M. Simonet, c'est non seulement le maintien des services informatiques qui est en jeu – le réseau prend de l'âge –, mais tout l'environnement numérique d'apprentissage, notamment les laboratoires d'enseignement informatisés, le processus d'informatisation des bibliothèques, les logiciels d'exploitation, le soutien aux usagers, le nombre de salles branchées, la qualité des services offerts aux étudiants de la Faculté de l'éducation permanente. Et qui sait, éventuellement, si l'on n'instaurerait pas le prêt d'ordinateurs portables pour avoir accès aux données des bibliothèques…»

- Forum, 11 septembre 2006.

«… nous avons des idées et nous savons à quoi utiliser ces sommes.»

Le Devoir, 8 septembre 2006, p. A4.

La première paraphrase démontre la maîtrise de l'art de l'improvisation de M. Simonet. Pour être sûr de ne pas faire de choix, pourquoi ne pas indiquer l'ensemble des activités de la Direction générale des technologies et de l'information. Il faut cependant ne pas se le cacher, certains des services indiqués plus haut ont déjà été l'objet de développement dans le passé et cela, sans aucune contribution de la part des étudiants. Si vous ne le savez pas, le prêt d'ordinateurs portables se fait déjà sur le campus notamment à la Bibliothèque des lettres et des sciences humaines et au points de services technologiques. Nous ne savons pas si M. Simonet était au courant de cette situation, mais j'espère que le frais technologique ne va pas développer des services déjà existants. Ce n'est clairement pas la définition du terme «développer», mais plutôt celui du terme «maintenir» et le frais apporte déjà 3.3 millions pour le maintien des technologies de l'information.

De plus, après cette longue énumération rapportée trois jours après la deuxième citation, il est difficile de croire que le vice-recteur sait où utiliser les sommes.

«On ne peut plus imaginer aujourd'hui un campus qui n'offrirait pas Internet haute vitesse ou des salles d'ordinateurs modernes. [...] Or ces services ont un coût c'est pourquoi on demande une contribution spécifique des étudiants.»

-La Presse, 8 septembre 2006, p. A1.

Nous sommes malheureux d'entendre que l'Université de Montréal ne possède pas un réseau haute vitesse. Nous croyons que les étudiants croyaient que c'était le cas. De toute façon, il est difficile de croire que le coût d'exploitation d'un nouvel environnement haute vitesse pour l'Université coûterait un million lorsque les étudiants peuvent avoir une bonne connexion pour environ 40$. à leur domicile. Aussi, il ne faut pas oublier que la flotte d'ordinateurs dans les salles publiques a été renouvelée en grande partie il y a deux ans et qu'il est difficile de croire que celle-ci est déjà plus fonctionnelle pour opérer des logiciels. Dans tous les cas, on cherche encore un choix précis de développement.

Comme vous le voyez, le rectorat a imposé un frais qui sert en partie à fiancer le développement des technologies de l'information, mais il est incapable de préciser ces axes de développement. Il improvise plutôt des idées au gré des appels de journalistes pour camoufler l'absence de développement avec le frais. C'est alors, en partie, pourquoi la FAÉCUM demande de façon claire et nette le retrait du frais technologique.

_QLvol14no3.qxd 9/26/06 7:23 PM Page 9

Sécurité sur le campus

CAMPUS FERMÉ

Qualifiée de « temple du savoir » par son ancien recteur, Robert Lacroix, l'Université de Montréal n'offre pas asile au beau milieu de la nuit. Quant au fêtard, il ne peut boire sa divine bière n'importe où. Avant de se faire pincer par la sécurité, mieux vaut se rafraîchir la mémoire sur les règles de sécurité du campus.

Christian LAMBERT

Dans les principaux pavillons du campus, la règle est simple : *« Les bâtiments restent ouverts selon des heures fixes et ferment leurs portes à 23 heures, sauf en cas d'autorisation spéciale »*, affirme Carole Audi, superviseure à la sécurité à l'Université de Montréal. Yves Lavoie, également superviseur à la sécurité, ajoute que *« seuls certains pavillons hors campus, comme celui d'optométrie, peuvent fermer avant 23h »*. Les portes du 3200, Jean-Brillant restent même ouvertes jusqu'à minuit, et il est possible d'y rester toute la nuit à condition d'avoir un bureau. Les associations étudiantes dont les bureaux sont situés dans des pavillons aux heures d'ouverture réduites seraient donc désavantagées par rapport aux associations dont les locaux se trouvent dans de gros pavillons. Annie O'Bomsawin-Bégin, présidente de l'AÉPUM, association étudiante de philosophie, confirme que l'exécutif de l'AÉPUM *« n'a pas accès à son local, qui se trouve dans le 2910, Édouard-Montpetit, après 19h parce que la porte du bâtiment est barrée »*. Elle considère cette situation injuste : *« C'est notre lieu de rassemblement et puisque nous n'y avons pas accès après 19h, nous devons parfois nous rencontrer chez les gens, ce qui n'est pas pratique. »*

UNE NUIT À L'ÉCOLE ?

D'autre part, le fait qu'un bâtiment soit ouvert n'assure pas que ses locaux le seront aussi. Les bibliothèques et les labos ferment à des heures variables et l'étudiant doit vérifier les heures d'ouverture, affichées sur la porte. Toutefois, parmi les *« autorisations spéciales »* mentionnées par Carole Audi figurent des périodes où les laboratoires affichent des horaires étendus permettant aux étudiants en fin de session de profiter plus longtemps des installations de l'Université. Les réunions et diverses fêtes étudiantes peuvent aussi donner lieu à une dérogation aux heures normales d'ouverture. Mais peu importe l'heure avancée de la nuit et l'état d'ébriété des fêtards, Yves Lavoie rappelle que *« les locaux et les bureaux ne sont pas des dortoirs. Les étudiants n'ont pas le droit de rester pour la nuit. »* Donc une fois la fête finie, il faudra réintégrer un lit, mais pas à l'Université.

À l'École Polytechnique, les règles sont beaucoup moins strictes. Bertrand Guay-Paquet, ex-directeur du comité de micro-informatique, souligne que *« l'École Polytechnique est ouverte en tout temps, même la nuit, et je n'ai jamais eu vent de problèmes liés à la sécurité dans l'établissement »*. Il fut toutefois précisé que les portes restent fermées hors des heures normales de cours, mais que la carte étudiante permet d'ouvrir la porte principale.

L'UDEM ET LA BOUTEILLE

Peut-on consommer de l'alcool sur le campus ? Le règlement 20.6 sur l'attribution et l'utilisation de bureaux d'associations étudiantes stipule, à l'article 3.1, *« qu'il n'y est (…) pas permis d'y vendre ou d'y consommer des aliments ou des boissons alcoolisées »*. Marilou Fauteux, responsable des finances et des commandites à l'Association étudiante de communications confirme : *« Nous n'avons pas le droit de consommer de la bière dans les locaux. »* L'UdeM permet la vente et la consommation d'alcool lors de réunions étudiantes, mais pour cela *« il faut obtenir un permis de rassemblement, un permis d'alcool et l'autorisation de l'Université, qui ne permet les partys que dans certaines salles »*, rappelle Mme Fauteux. Le règlement 20.6 contient d'ailleurs une liste des différents lieux possibles de rassemblement. Annie O'Bomsawin-Bégin semble toutefois moins catégorique : *« Je pense que nous n'avons pas le droit, sauf sous supervision du département ou des professeurs de notre département. Si on veut organiser un 5 à 7, il faut qu'un prof soit présent. »* À la Polytechnique, un vent de libéralisme permet aux différents comités de vendre et de consommer de l'alcool, car ils sont tous membres d'une seule et unique association étudiante (AEP) titulaire d'un permis d'alcool. *« L'AEP possède les locaux et le permis d'alcool qui s'étend aux différents comités »*, précise M. Guay-Paquet.

La semaine dernière sur le campus...

Vendredi 22 septembre, 11h45, Pavillon Jean-Brillant

PHOTO : MAUDE L'ARCHEVÊQUE

DANS LE CADRE DE LA JOURNÉE *EN VILLE, SANS MA VOITURE*, LAURE WARIDEL DONNAIT UNE CONFÉRENCE SUR LE THÈME : *CHANGER LE MONDE UN GESTE À LA FOIS*. ELLE A COMMENCÉ SA CONFÉRENCE EN INVITANT LA CENTAINE DE PERSONNES PRÉSENTES À VÉRIFIER LA PROVENANCE DE LEURS CHANDAILS EN REGARDANT LEUR ÉTIQUETTE. ARIANE LÉONARD (À GAUCHE) ET ÉLODIE HERCOUET SE SONT PRÊTÉES AU JEU.

BRÈVE

EMBROUILLEMENTS À PENN STATE

Il n'y a pas qu'ici qu'on assiste à des guerres de clochers entre regroupements étudiants. À Penn State, aux États-Unis, deux associations sont en compétition pour représenter les étudiants de premier cycle de l'Université. L'Undergraduate Student Government (USG) représentait déjà les étudiants de Penn State, lorsqu'une nouvelle association, l'University Park Undergraduate Associaton (UPUA), a été créée. Or, même si les étudiants de Penn State ont choisi d'être représentés par l'UPUA dans un référendum tenu le printemps dernier, l'USG compte bien continuer à représenter les étudiants de Penn State, selon le président de l'USG, Nick Stathes. Si plusieurs étudiants – souvent membres de l'USG – ont émis des doutes quant à la légitimité du référendum du printemps, l'UPUA tiendra néanmoins ses élections le 11 octobre et remplacer l'USG (je ne comprends pas le sens, dans le but de ?). Des candidats commencent d'ailleurs déjà à se manifester : *The Daily Collegian* rapporte que Jay Bundy, le fondateur et président du chapitre de Penn State de NORML – une organisation nationale qui se bat pour la réforme des lois concernant la marijuana – portera sa candidature à la présidence de la nouvelle association et souhaite *« devenir le meilleur président du corps étudiant de l'histoire »*.

Source :
The Daily Collegian,
le journal étudiant de Penn State

AGENDA

SOIXANTE ANS EN SANTÉ...

Le département de santé environnementale et de santé au travail de la faculté de Médecine de l'Université de Montréal fête cette année ses soixante ans et organise plusieurs activités pour célébrer cet anniversaire et faire connaître sa discipline. Claude Villeneuve, directeur de la Chaire Éco-Conseil et professeur à l'Université du Québec à Chicoutimi, sera à l'UdeM le 12 octobre pour souligner l'événement en donnant une conférence sur le thème *Changements climatiques : les enjeux de l'adaptation*.

Entrée libre, le 16 octobre à 16h, Amphithéâtre K-500, Pavillon Roger-Gaudry, Université de Montréal.
Information : (514) 343-6134 ou www.mdtrav.umontreal.ca

PLANTATION D'ARBRES

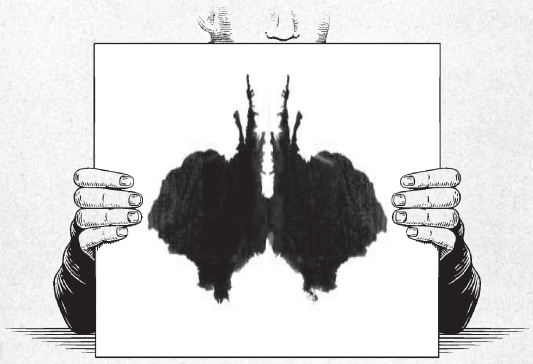
Ce ne sont pas des choux, mais des arbres que l'on plantera à l'UdeM le 6 octobre. UniVERTcité et la Direction des immeubles de l'Université de Montréal organisent une plantation d'arbres sur le Mont-Royal. Que vous ayez une heure, une demi-journée ou une journée complète à donner, rendez-vous à partir de 8h30 au métro Édouard-Montpetit et à partir de 13h aux résidences de l'Université. Les personnes intéressées sont invitées à s'inscrire en écrivant à univertcite@faecum.qc.ca.

NOTRE HOMME AU CINÉ-CAMPUS

La semaine prochaine, c'est le film Leonard Cohen : I'm your man qui est à l'affiche au Ciné-Campus. Le documentaire de la réalisatrice Lian Lunson a été filmé en janvier 2005 quand une dizaine d'artistes s'étaient réunis à Sydney, en Australie pour rendre hommage à l'auteur-compositeur-interprète canadien. En plus de scènes du concert, le film comprend aussi des extraits d'un entretien entre la réalisatrice et Leonard Cohen. Comme toujours, les prix du Ciné-Campus constituent un bon incitatif à voir cette œuvre que l'on a peut-être manqué lors de son passage dans les salles de cinéma : 3,99$ pour les étudiants de l'UdeM, 4,99$ pour le grand public.

Leonard Cohen : I'm your man de Lian Lunson au Ciné-Campus, les 3 et 4 octobre à 17h15, 19h et 21h, au Centre d'essai J.A. de Sève (6e étage). Informations : (514) 343-6524

_QLvol14no3.qxd 9/26/06 7:23 PM Page 10



SI VOUS VOYEZ LA SCÈNE FINALE D'UN JEU D'AVENTURE, CONSULTEZ L'INIS.

L'Institut traite les fous de médias interactifs.

WWW.CONSULTEZLINIS.COM
URGENCE : 514.285.INIS

INIS
INSTITUT NATIONAL DE L'IMAGE ET DU SON

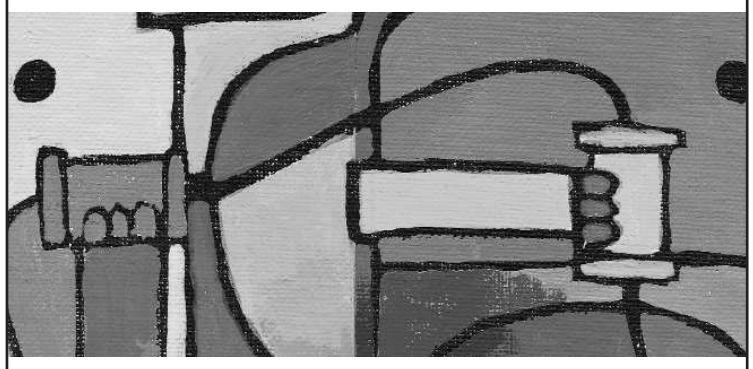
Traitement Médias interactifs - Hiver 2007
Février à juin 2007 / 3500 $
Date limite d'inscription
Mercredi 8 novembre 2006 à 17h

Traitement Médias interactifs - Automne 2007
Août à décembre 2007 / 3500 $
Date limite d'inscription
Mercredi 25 avril 2007 à 17h

Avec le soutien du ministère de la Culture et des Communications du Québec, de Téléfilm Canada et du ministère du Patrimoine canadien

Services aux étudiants
Action humanitaire et communautaire

10 ANS D'ENGAGEMENT



L'Action humanitaire et communautaire (AHC), là où les idées ont des mains !
Depuis 10 ans, l'AHC vous offre toute une gamme d'activités sur le campus. Pour connaître toute la programmation, consultez le site web.

Jumelage interlinguistique
Perfectionnez une langue autrement que sur les bancs d'école ! Échangez dans deux langues différentes, tout en découvrant une nouvelle culture.

Collecte étudiante Centraide
Venez vous costumer et vous joindre à l'équipe de bénévoles pour récolter des fonds au profit de l'organisme Centraide. Dévoilez vos talents lors du concours de décoration de citrouilles, le 31 octobre au Pavillon 3200, rue Jean-Brillant.

Atelier Sud-Nord
Intéressé par les enjeux reliés à la mondialisation ? Joignez-vous au groupe de discussion, de mobilisation et d'actions ! Vos projets et vos idées sont les bienvenus !

Campagne des paniers de Noël
Comme membre du comité organisateur ou à titre de bénévole ponctuel, participez à l'une des nombreuses activités. Party d'emballage, parade du père Noël, confection et distribution des paniers ; il y en a pour tous les goûts !

Table de prévention du suicide
Participez à une formation de bénévoles pour mieux comprendre les problèmes liés au suicide et pour développer des habiletés en relation d'aide. Inscription dès maintenant pour la formation à l'hiver 2007.

Action humanitaire et communautaire
Pavillon 3200, rue Jean-Brillant
Local B-2253
Tél. : 514 343-7896
www.serdahc.umontreal.ca

Université de Montréal

VUE PANORAMIQUE

Metro Guy-Concordia (sortie St-Mathieu)
1160, rue St-Mathieu, #100

APPARTEMENTS RÉNOVÉS
- Studio 699 $+, 2 1/2 699 $+, 3 1/2 899 $+, 4 1/2 1125 $+
- Chauffés, climatisés, électros inclus
- Piscine intérieure, stationnements disponibles

MetCap LIVING

(514) 933-6771 ou (514) 943-5888
www.metcap.com

double pizza®
514•343•0•343
10% SUR $ 50 ET PLUS **TOUJOURS 2 POUR 1**
SPÉCIAUX POUR ÉTUDIANTS **LIVRAISON GRATUITE**
5002 QUEEN MARY

Zirval design
graphisme d'édition • mise en pages
revues • journaux • dépliants
info@zirval.com • 1 450 292 0637

Quartier Libre

Prochaines réunions de production du journal **le 27 septembre et le 11 octobre à 17h00**

FONCTION PUBLIQUE QUÉBÉCOISE

CAMPAGNE ANNUELLE DE RECRUTEMENT UNIVERSITAIRE – AUTOMNE 2006

Une carrière à la mesure de vos ambitions !

Vous terminez vos études universitaires d'ici août 2007 ? Vous êtes titulaire d'un diplôme d'études universitaires et vous étudiez toujours à temps plein ? Vous cherchez un emploi stimulant en lien avec votre domaine d'études et vous voulez relever des défis ? Ne manquez pas la campagne de recrutement universitaire de la fonction publique québécoise qui se déroule du 18 septembre au 13 octobre 2006.

En plus d'offrir des emplois intéressants, le gouvernement du Québec propose des conditions de travail concurrentielles, un aménagement souple du temps de travail et des activités de formation. Un emploi dans la fonction publique, c'est aussi la possibilité de travailler dans différents secteurs, dans différents ministères et organismes ou même dans différentes régions du Québec !

Venez rencontrer l'équipe de Recrutement étudiant Québec :

- **21 septembre** — Pavillon Jean-Brilllant, 2e étage près de la cafétéria, de **10 h à 16 h**
  Journée carrière de la fonction publique québécoise
- **27 septembre** — Pavillon Marguerite-d'Youville, hall d'entrée, de **10 h à 15 h**
  Kiosque d'information
- **4 octobre** — Pavillon Marie-Victorin, hall d'entrée, de **10 h à 15 h**
  Kiosque d'information

Pour plus de détails et pour connaître les dates des visites dans votre université, consultez le site Internet **[www.recrutementquebec.gouv.qc.ca]** ou renseignez-vous auprès du service de placement de votre établissement.

On vous attend… à bientôt !

Centre de services partagés
Québec

_QLvol14no3.qxd 9/26/06 7:23 PM Page 11

Classes militantes

LES MEMBRES ENCAISSENT

Avril 2005. Mathieu Gaudet, un étudiant de l'Université de Montréal, se rend à l'assemblée générale de la Caisse populaire Desjardins de son quartier. Atterré par ce qu'il considère être un manque de démocratie, il décide avec un ami de tout faire pour que la Caisse populaire Côte-des-Neiges ait à nouveau l'allure d'une coopérative.

Alexandra DURANCEAU

En septembre 2005, Mathieu Gaudet, étudiant en médecine et en musique à l'Université de Montréal, et Guillaume Grenier, étudiant en musique lui aussi, élaborent un projet visant à donner un nouveau souffle au processus démocratique de la Caisse populaire Côte-des-Neiges, qui, comme toutes les Caisses populaire, est une coopérative. Appuyés par le SCRUTÉ et le CASI, des organismes liés à l'Université de Montréal, Mathieu Gaudet et Guillaume Grenier choisissent alors deux objectifs : d'abord, faire revivre la démocratie au sein de la caisse populaire et, ensuite, tenter de donner plus d'importance au volet « coopératif » de la caisse.

PHOTO : MAUDE L'ARCHEVÊQUE

DEUX ÉTUDIANTS DE L'UDEM, MATHIEU GAUDET ET GUILLAUME GRENIER, TRAVAILLENT POUR RENDRE LES CAISSES POPULAIRES PLUS DÉMOCRATIQUES.

CAISSE IMPOPULAIRE

Les observations de Mathieu Gaudet de l'assemblée générale d'avril 2005 de la Caisse Côte-des-Neiges servent de base au projet. Il raconte avoir *« été vraiment terrifié par le manque de démocratie qu'il y avait là. »* Il se souvient : *« Quand une dame a voulu poser une question, elle s'est fait rabrouer de façon assez brusque par le directeur de la Caisse, Roger Carmel »*. Pourtant, selon le site Web du mouvement Desjardins – auquel *Quartier Libre* a dû se référer puisque aucun dirigeant de la Caisse n'était disponible pour répondre à ses questions – *« [les membres ont leur] mot à dire sur la façon dont [leur] Caisse est administrée et sur son apport au développement du milieu »*. À cette assemblée générale, Mathieu Gaudet observe aussi que *« ce n'était pas les membres qui décidaient »*. Selon lui, *« il n'y avait qu'une vingtaine de personnes à l'assemblée dont 10 à 15 étaient des gens qui étaient des amis proches, des conjoints ou des gens qui faisaient déjà affaire avec les dirigeants de la caisse »*. Non seulement les procédures de l'assemblée générale étaient-elles selon lui déficientes, mais, en 2005, sur les 1,5 million de dollars de trop-perçus, seulement 500 000$ avaient été redistribués et une infime partie de la somme seulement – environ 2700$ – avait été investie dans la communauté.

Mathieu Gaudet et Guillaume Grenier commencent donc à l'automne 2005 à travailler en vue de l'assemblée générale de la Caisse populaire Côte-des-Neiges du printemps 2006. Leur premier objectif pour cette assemblée générale : faire voter par l'Assemblée une modification à un règlement de la Caisse qui stipulait que les réinvestissements de celle-ci dans la communauté ne devaient pas dépasser 0,50$ par membre pour faire augmenter ce montant jusqu'au seuil maximal de 25,00$ par membre.

À l'assemblée générale du mois d'avril 2006, la réalité rattrape Mathieu Gaudet et Guillaume Grenier. Leur première proposition, celle de modification d'ordre du jour qui leur aurait permis de discuter de leur proposition, a été refusée. Ils n'avaient donc plus la possibilité de proposer leurs idées. *« Nous trouvions cela particulièrement triste et litigieux, car nous n'avons jamais pu discuter du fond de nos propositions »*, souligne Mathieu Gaudet. Pourtant, indique Mathieu Gaudet, *« nous faisions cela pour les gens de Côte-des-Neiges »*. Si Guillaume Grenier déplore que *« l'esprit qui était à la base du Mouvement Desjardins ait été un peu dilué avec le temps »*, les deux étudiants de l'UdeM tenteront à nouveau leur chance à l'assemblée générale de la Caisse populaire Côte-des-Neiges qui aura lieu l'année prochaine.

CE PROJET VOUS INTÉRESSE?

Pour participer, écrire à Mathieu Gaudet ou Guillaume Grenier à mathieugaudet@yahoo.com et grenier.g@videotron.ca

du SCRUTÉ
(comité pour la Surveillance de la Consommation Responsable Universitaire et des Transactions Éthiques)
et du CASI-Sensibilisation
(Comité d'Action Sociale Internationale)

Équipes de soccer des Carabins

LES CARABINS L'EMPORTENT !

Si vous êtes passé devant le CEPSUM vendredi le 15 septembre au soir et que vous avez entendu *«Allez les blancs !»*, ne vous y trompez pas. C'était bien les Carabins qu'acclamaient un peu plus de 600 supporters. Afin de se différencier des bleus de l'UQÀM, les joueurs de l'équipe locale évoluaient exceptionnellement en blanc. Ce qui ne les a en rien perturbés : les garçons se sont imposés 3-0, les filles 4-1.

Clément SABOURIN

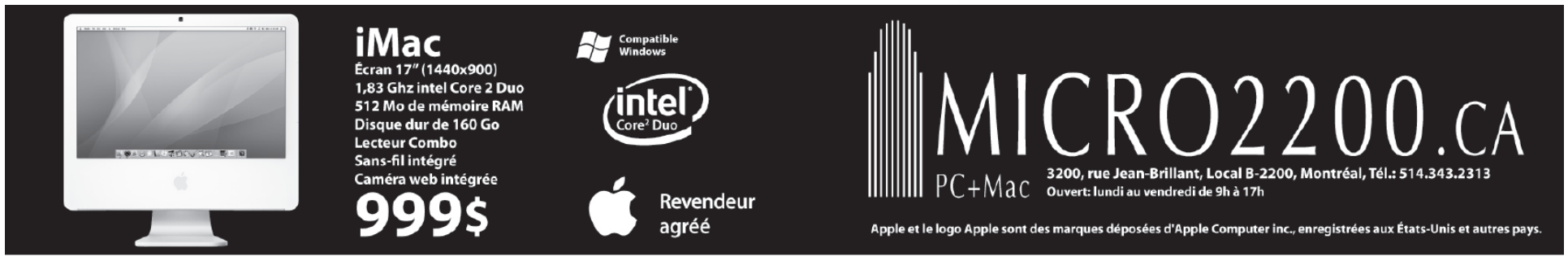
Pour sa sixième année, l'équipe masculine affiche de hautes ambitions. Les joueurs de l'UdeM ont remporté quatre fois de suite la saison régulière, le championnat qui réunit les universités québécoises, et ils ont la ferme intention d'enrichir leur palmarès d'une autre victoire cette année. *«Le Championnat canadien, c'est sûr, on est là pour ça»*, déclare le capitaine Julien Rachou, qui s'empresse d'ajouter : *«Mais on va rester très humbles et continuer à travailler comme il le faut.»* Leur entraîneur Pat Raimondo rapporte que *«les joueurs ont effectué un travail personnel très satisfaisant avant de reprendre l'entraînement, il y a un mois, ce qui leur a permis de bien travailler»*. Pour débuter la saison en grande forme, ils ont ainsi effectué, depuis le 15 août, deux entraînements quotidiens et sept matchs.

La saison dernière, face aux Citadins de l'UQÀM, les Carabins se sont inclinés deux fois ; ont annulé à une reprise et n'ont remporté la victoire qu'une fois. Vendredi, ils se sont imposés avec facilité : en une demie, tout était joué. Dès la dixième minute, Pascal Aoun s'infiltrait dans la surface, éliminait trois défenseurs et prenait à contre-pied Pascal Trudel, le gardien des Citadins. Trois minutes plus tard, coup franc pour les Carabins. Trudel, abusé par la combinaison de Boubacar Coulibaly et du capitaine Rachou, ne pouvait qu'admirer la frappe de ce dernier qui venait se glisser dans la lucarne droite. L'UQÀM a cherché à répliquer, notamment par les attaques de Benoît Chalifoux, mais sans succès : le gardien des Carabins, Gerardo Argento, a été irréprochable. Il est même parvenu à bloquer un «penalty» à la 15e minute. Ainsi, lors du troisième but (43e) le ballon, parti d'Argento, est allé au buteur, Johan Le Goff, en seulement trois touches de balle. En seconde demie, les joueurs de l'UdeM se sont contentés de monopoliser le ballon, tout en pouvant compter sur leur gardien qui ne trembla pas lorsqu'il lui fallut détourner une frappe envoyée par Chalifoux en lucarne (85e minute). Raimondo se dit *«très satisfait»* de ses joueurs et croit que son équipe *«a la maturité pour aller loin»*.

ET LES FILLES ?

Plus tôt dans la soirée, l'équipe féminine de soccer des Carabins débutait aussi sa saison ; une saison pleine d'ambition pour leur entraîneur Kevin McConnell : *«L'équipe possède un fort potentiel. Après avoir terminé deux années de suite à la seconde place de la saison régulière, il est normal qu'on prétende à remporter notre premier titre !»* Mais pour aller plus loin, c'est-à-dire remporter le Championnat canadien, M. McConnell a d'abord dû reconstituer son équipe. Sur un effectif de 22 joueuses, 12 portaient les couleurs des Carabins pour la première fois.

Lors des affrontements entre les joueuses de l'UdeM et de l'UQÀM de la saison 2005-2006, les joueuses de l'UdeM avaient été dominantes, en présentant une fiche de deux victoires – dont une de 7-0 pour l'UdeM – et une nulle. Si l'équipe de l'UdeM s'est imposée largement, certaines faiblesses des Carabins sont apparues vendredi pendant leur match contre les Citadins. Une belle reprise de volée signée Marie-Émilie Perreault-Morrier, des Citadins, a ouvert le score dès la 45e seconde. Les joueuses de l'UQÀM allaient conserver l'avantage (grâce notamment aux prouesses de leur gardienne Claudia Andersen) jusqu'à la 43e minute : parvenant à dribbler Andersen, l'attaquante Sandra Couture n'a eu qu'à pousser le ballon dans un but laissé vide. Dès la reprise, les joueuses de l'UdeM ont intensifié leur pression. À la 50e minute, une balle mal transmise par la défense adverse est récupérée par Pascale Deschamps qui, d'une frappe enveloppée, a marqué dans la lucarne. Malgré l'expulsion de cette dernière pour un geste de colère à la 70e minute, les Carabins ont alors ajouté deux buts en l'espace de trois minutes : l'un est marqué à la 77e minute par Véronique Laverdière, l'autre à la 80e sur un «penalty» transformé par Véronique Dionne.



_QLvol14no3.qxd 9/26/06 7:23 PM Page 12

ROGERS SANS-FIL

MONTRÉAL
1104, rue Ste-Catherine O.
514-877-0090
3573, boul. St-Laurent
514-288-0600
4455, rue Saint-Denis
514-845-8353
2360, rue Notre-Dame O.
514-933-0338
Centre Eaton
514-849-5646
Place Ville-Marie
514-394-0000
8984, boul. de l'Acadie
514-387-9999
1201, avenue Greene
514-933-8000
5150, rue Jean-Talon O.
514-341-2221
5954, boul. Métropolitain E.
514-257-8826
Place Alexis-Nihon
514-931-3877
Place Bourassa
514-324-3180
Place Versailles
514-355-0003
Les Galeries d'Anjou
514-356-0356
2116, rue Guy
514-932-3113
Centre Rockland
514-735-4086
997, rue St-Antoine O.
514-866-3326
3339L, boul. des Sources
514-683-3333
2758, boul. St-Charles
514-428-9000
Carrefour Angrignon
514-368-4230
Place Vertu
514-745-0745
2100, boul. Marcel-Laurin
514-856-1884
Centre Montpellier
514-747-1777
Fairview Pointe-Claire
514-695-1554
Complexe Desjardins
514-842-0288
1, rue de Castelnau E.
514-262-6666
BELŒIL
Mail Montenach
450-467-4286
BOUCHERVILLE
Promenades Montarville
450-449-4998
BROSSARD
Mail Champlain
450-671-3300
Place Portobello
450-671-4744
CANDIAC
87B-4, boul. Marie-Victorin
450-444-2100
CHÂTEAUGUAY
129, boul. St-Jean-Baptiste
450-692-2201
Centre Régional Châteauguay
450-692-5136
DRUMMONDVILLE
965, boul. St-Joseph
819-478-9977
Promenades Drummondville
819-475-5024
GATINEAU
360, boul. Maloney O., bur. 1
819-663-8580
Promenades de l'Outaouais
819-561-3031
GRANBY
583, boul. Boivin
450-777-6612
Galeries Granby
450-375-4355
GREENFIELD PARK
3320, boul. Taschereau
450-671-2303
HULL
Les Galeries de Hull
819-775-3687
442, boul. St-Joseph
819-776-4377
ÎLE-PERROT
15, boul. Don-Quichotte
514-425-5505
JOLIETTE
517, rue St-Charles-Borromée N.
450-755-5000
Galeries Joliette
450-760-3000
LAVAL
2142, boul. des Laurentides
450-629-6060
Centre Laval
450-978-1081
1888, boul. St-Martin O.
450-682-2640
241C, boul. Samson
450-969-1771
Carrefour Laval (boutique)
450-687-5386
Carrefour Laval (kiosque)
450-686-7566
1273, boul. Curé-Labelle
450-680-1234
LONGUEUIL
1490, chemin de Chambly
450-442-1566
2877, chemin de Chambly
450-679-9077
MAGOG
221, rue Principale O.
819-843-4455
POINTE-AUX-TREMBLES
Carrefour de la Pointe
514-642-6334
REPENTIGNY
110, boul. Industriel
450-657-3666
Les Galeries Rive-Nord
450-581-7756
ROSEMÈRE
Place Rosemère
450-971-2000
135, boul. Labelle
450-419-7630
401, boul. Curé-Labelle
450-971-2000
SAINT-BRUNO
Promenades St-Bruno
450-653-7472
SAINT-CONSTANT
Méga-Centre St-Constant
450-635-9022
SAINT-EUSTACHE
360E, boul. Arthur-Sauvé
450-974-9299
SAINT-HUBERT
5245, boul. Cousineau, kiosque 4
450-926-5656
SAINT-HYACINTHE
Les Galeries St-Hyacinthe
450-261-9991
SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU
Carrefour Richelieu
450-359-4941
145, boul. St-Joseph, bur. 110
450-880-1888
SAINT-JÉRÔME
Carrefour du Nord
450-436-5895
60, rue Bélanger
450-431-2355
SALABERRY-DE-VALLEYFIELD
Centre Valleyfield
450-373-0519
SHERBROOKE
2980, rue King O.
819-566-5555
Carrefour de l'Estrie
819-822-4650
SOREL
Promenades de Sorel
450-746-2079
TERREBONNE
1270, boul. Moody, bur. 10
450-964-1964
Les Galeries de Terrebonne
450-964-8403
TROIS-RIVIÈRES
5335, boul. des Forges
819-372-5000
5635, boul. Jean-XXIII
819-372-5005
Centre Les Rivières
819-694-6812
VICTORIAVILLE
1111, boul. Jutras Est
819-357-5007

LA SOURCE par Circuit City

BatteriesPlus

Le prix des appareils s'applique dans le cadre d'un abonnement de trois ans à un forfait sélectionné. Les offres peuvent changer sans préavis. Les téléphones illustrés peuvent ne pas être offerts dans tous les magasins. Certains produits et services peuvent ne pas être offerts dans toutes les régions. *À l'achat d'un sans-fil MP3 avec un abonnement de un an, de deux ans ou de trois ans. Selon le type d'appareils illustrés ci-dessus, la trousse de téléchargement MP3 comprend une carte mémoire, un casque d'écoute et un câble USB. La trousse de téléchargement MP3 n'est pas comprise avec le Motorola V360 à 29,99 $. †La clarté du réseau est établie à partir de tests sur le réseau dans les principaux centres urbains au Québec, à l'intérieur de la zone de couverture de Rogers Sans-fil, en comparant le service de voix des principaux fournisseurs de service sans-fil. Pour plus de détails, consultez rogers.com/clairetnet. MCMarques de commerce de Rogers Sans-fil S.E.N.C. ou de Rogers Communications inc. utilisées sous licence. Toute autre marque et tout autre logo ou nom de produit utilisés peuvent être des marques de commerce ou des marques déposées appartenant à leurs titulaires respectifs et utilisés sous permission. ©2006

_QLvol14no3.qxd 9/26/06 7:23 PM Page 13

Récits nippons

UN KIMONO LOUIS VUITTON ?

Olivier DURAND

Au Japon, la Mode s'écrit avec un grand *« M »* depuis l'époque des robes des geishas et des armures samouraïs. L'esthétique, la culture et le social s'entremêlent au fil des matières, des motifs et des couleurs des kimonos. Et, plus récemment, des marques…

KIMONO ET YUKATA

Kyoto, 16 juillet. La nuit tombe et les rues se remplissent des mille couleurs des Yukata, ces kimonos traditionnels estivaux portés par les dames, demoiselles et enfants. Nous sommes au cœur du Festival Gion Matsuri, l'un des trois plus grands festivals japonais. Les festivités commémorent le temple shinto de Yasaka depuis plus de 1 000 ans avec pour point culminant la déambulation pendant trois jours – du 15 au 17 juillet – de dizaines de milliers de personnes au cœur de l'ancienne cité impériale, suivant les chars au son de la musique Ohayashi.

« Il y a plusieurs années, on n'aurait jamais pensé à ce retour en force de la tradition au cœur de la mode », explique Kaori, jeune confectionneuse de kimonos. *« Lorsque j'étais plus jeune, notre culture était perçue comme passéiste, sans avenir »*, se souvient-elle. Ses parents, tenanciers d'un magasin de kimonos, l'ont d'ailleurs encouragée à poursuivre ses études pour trouver un travail à l'avenir plus certain parmi les fonctionnaires. Dans un Japon tourné vers l'Occident et ses styles vestimentaires durant les années 80 et 90, il devenait de plus en plus difficile de maintenir une activité de confection de kimonos. Le glas est venu avec la crise financière de 1997-98 qui aurait entraîné, selon Kaori, *« la disparition de plus de 2 000 boutiques de kimonos par année »*.

Aujourd'hui, la popularité de ce vêtement marque une génération qui allie tradition et mode. Kaori a d'ailleurs décidé de démissionner de son emploi de bureau pour reprendre l'entreprise familiale. Le pari est de taille : valoriser la tradition tout en vendant des kimonos dont les prix peuvent aller de 6 000 à 400 000 ¥ (entre 60 et 3 800 $), tout cela dans une industrie du vêtement globalisée où le Japon n'échappe pas à la concurrence de kimonos venant de pays tiers.

LOUIS VUITTON

Louis Vuitton, la première marque de luxe au monde et la plus en vue au Japon. À Tokyo, on aime tellement Vuitton que lorsque la griffe a décidé d'ouvrir, en 2002, sa plus grande boutique au monde – un immeuble entier – sur l'avenue Omotesando, les « Champs-Élysées » japonais, plus d'un millier de personnes ont attendu dans la rue (parfois jusqu'à deux jours, avec sac de couchage et vivres) pour être parmi les premières à en franchir le seuil. En moins de trente ans de présence dans un marché clef du luxe (70% des achats mondiaux de produits de luxe sont effectués par la clientèle nippone), Vuitton est devenu une véritable marque culte, comme en témoigne l'engouement pour ses produits : un Japonais sur six possède au moins un article de la marque.

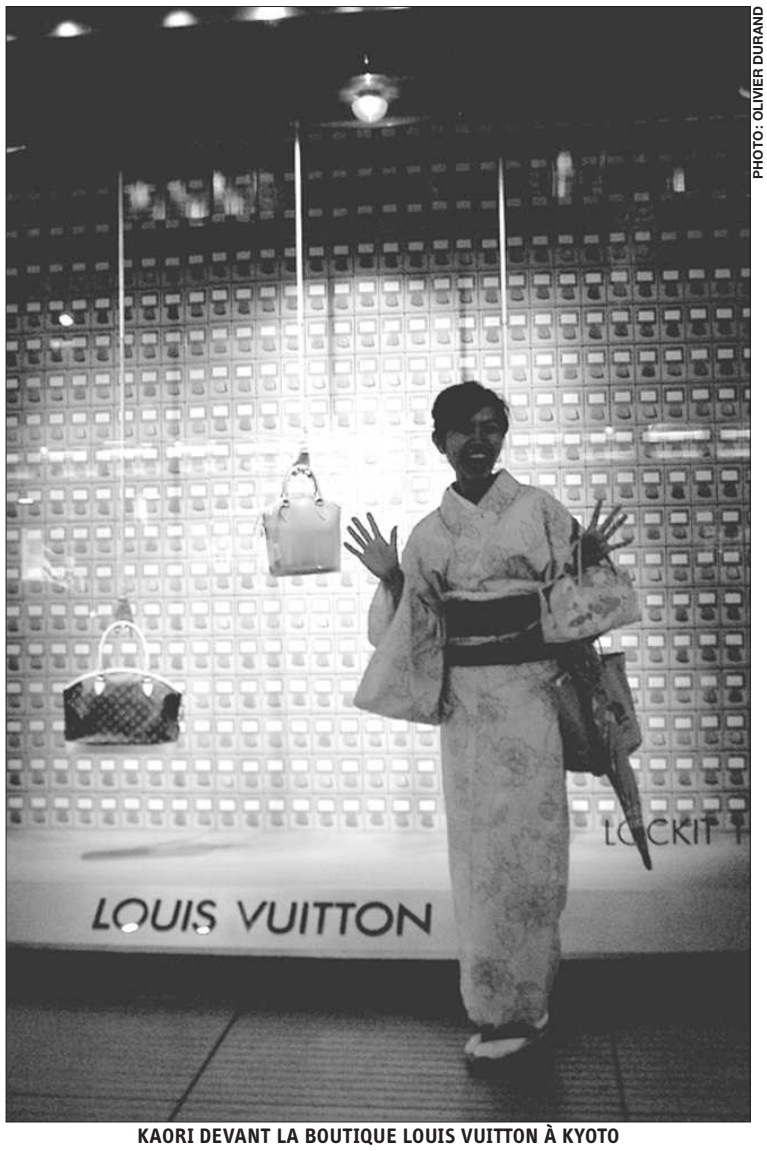


PHOTO : OLIVIER DURAND

KAORI DEVANT LA BOUTIQUE LOUIS VUITTON À KYOTO

Cette réussite tient en grande partie au principe d'identification à l'Occident, comme marque de reconnaissance sociale véhiculée dans la société japonaise. Posséder des produits de luxe est un moyen comme un autre d'accéder à la culture occidentale et de se positionner au même niveau que les Européens et les Américains. La force de cette identification peut mener certaines personnes à s'endetter pour acheter du Vuitton. Pour éviter ces abus, un même client n'a plus le droit d'acheter plus de trois articles dans une boutique officielle. À noter que le sac à main de base est affiché à 65 600 ¥ (626$ CA) dans les boutiques de Tokyo. Le paradoxe Vuitton de la globalisation des modes ? 40% des femmes japonaises possèdent un Vuitton contre 1 à 2% chez les Françaises.

KIMONO

Le kimono vient des idéogrammes « ki », qui signifie « se vêtir » et « mono », qui signifie « chose ». C'est le vêtement traditionnel japonais en soie ou en laine, généralement porté l'hiver. Le kimono féminin est plus coloré que celui des hommes. Une ceinture ornementale (Obi) est attachée dans le dos par un gros nœud (obiage) et une cordelette (obijime).

À chaque période de vie d'un Japonais correspond un kimono particulier. Les motifs et les couleurs varient en fonction de l'âge de chacun : de la jeunesse à la sagesse, le kimono devient plus sobre. Les jeunes filles non mariées portent le « Furisode » pour toutes les grandes occasions. Quant aux femmes mariées, elles se parent du « Tomesode ». Chez les femmes, ce phénomène est d'autant plus marqué qu'elles sont très sensibles aux tendances et à la mode.

YUKATA

Les « Yukata » sont des kimonos en coton aux couleurs vives avec des motifs géométriques pour les hommes, et floraux pour les femmes.

Carnets d'Irlande

IRRÉDUCTIBLES GAELTACHTA

Rachelle Mc DUFF

De retour d'Irlande, la journaliste nous fait visiter le pays de l'intérieur.

Après sept heures de vol, Sébastien arrive enfin à l'aéroport de Dublin. C'est sa première visite en Irlande. Il connaît peu ce pays celtique mis à part les clichés habituels : c'est le pays du trèfle à quatre feuilles, des farfadets, de la Guinness, des pubs, et il y pleut souvent. Sur un écriteau, devant lui, il lit : *« Fáillte go hÉreann »*. Après quelques secondes devant ce qui lui apparaît comme un ramassis de lettres, il aperçoit ce qui doit être la traduction anglaise : *« Welcome to Ireland »*. À sa sortie de l'aéroport, Sébastien cherche l'autobus qui le mènera au centre-ville. Sur le panneau frontal de celui qui est garé devant la porte, il peut lire : *« Baile Átha Cliath-An Lár »* puis *« Dublin-City Center »*. Sur le chemin qui le mène au centre-ville, il voit défiler des pancartes sur lesquelles sont écrits des mots d'une prononciation laborieuse tels *Mullach Íde*, *Dún Laoghaire* ou *Binn Éadair*. Plus tard, il apprend par le réceptionniste de son auberge – un Irlandais de Galway du nom de Dáithí – que cette langue, qui semble contenir plus de voyelles que de consonnes, est du gaélique. *« C'est la première langue officielle en Irlande, avant l'anglais ! »*, s'exclame le réceptionniste.

C'est vrai. Le gaélique (*gaeilge)* est la première langue officielle du pays. Elle deviendra même une langue officielle de l'Union Européenne en janvier 2007. Pourtant, elle est en voie d'extinction. Des historiens irlandais affirment que l'oppression anglaise du début du siècle a été un coup dur pour la culture celtique. Les Anglais ont alors interdit l'usage du gaélique, ce qui a marqué le début de l'hégémonie de la langue anglaise en Irlande. Aujourd'hui, sur une population d'environ 4 millions d'habitants, 70 000 personnes ont l'irlandais comme langue maternelle. Selon les données du recensement de 2004, c'est moins de 2% de la population ! Les régions où l'on parle irlandais comme langue maternelle se nomment *Gaeltacht*. Il n'y a plus que quelques *Gaeltachta* en Irlande, concentrées dans l'ouest de l'île, dont des petits îlots dans l'océan Atlantique Nord.

Le problème, c'est que la génération des 15-25 ans ne voit pas beaucoup d'intérêt à persévérer dans l'apprentissage de la langue de ses ancêtres. Puisque l'anglais est l'une des langues les plus parlées au monde, qu'elle est la plus utilisée sur Internet et qu'elle permet de se faire comprendre presque partout dans le monde, le gaélique ne leur est pas très utile. Bien que le gaélique soit obligatoire à l'école, et ce, jusqu'à l'âge de 18 ans, les jeunes adultes ne le maîtrisent pas. La plupart vous diront même qu'ils ne se souviennent que du vocabulaire de base et qu'ils peinent à tenir une simple conversation. Il existe cependant plusieurs écoles gaéliques (*all-irish schools*) à travers le pays, où les cours sont donnés en irlandais et où il est fortement déconseillé de parler anglais.

IL FAUT AGIR !

Depuis quelques années, le gouvernement irlandais essaie tant bien que mal de préserver la langue. En 2002, dans le but de mieux gérer les territoires gaéliques, un nouveau ministère a été créé, le *An Roinn Gnóthaí Pobail, Tuaithe Gagus Gaeltachta* (Département des affaires communautaires, rurales et des *Gaeltachta*). Ce ministère réglemente et subventionne tout ce qui a trait à la culture celtique et toute personne y travaillant doit être bilingue anglais-irlandais. En 2003, le gouvernement signe l'Acte des langues officielles, qui assure une meilleure disponibilité de personnes bilingues et des standards plus élevés du niveau de gaélique dans les services publics. De plus, il y a quelques semaines, le département a lancé une campagne télévisée intitulée *« La dernière génération ? »* ayant pour but d'encourager les jeunes de 15-25 ans qui vivent dans les *Gaeltachta* à parler gaélique.

Bien que certains linguistes prédisent la disparition imminente du gaélique, c'est-à-dire d'ici moins de 75 ans, la culture irlandaise se porte bien, et ce, grâce aux quelques médias gaéliques. Si on en a envie, on peut regarder les nouvelles (*Nuacht*) en gaélique – sous-titrées dans la même langue – deux fois par jour sur le réseau national RTÉ. Une chaîne télévisée, TG4, est presque entièrement dédiée à la langue : sa programmation compte plusieurs séries en irlandais, dont la très célèbre *Ros Na Rún*. Il y a aussi quelques stations de radio et des journaux, dont le *Foinse* – qui signifie « source » – uniquement en gaélique.

Il ne faut pas négliger une grande partie de la culture irlandaise qui est transmise par les sports celtiques nationaux : le football gaélique et le *hurling*, qui font la joie et la fierté des Irlandais ! Allez voir une partie de soccer gaélique car, sans mauvais jeu de mots, c'est du sport ! Les parties permettent de rassembler les habitants des différents comtés d'Irlande, mais surtout des *Gaeltachta*, qui sont les plus fervents partisans. Les parties sont toujours commentées en gaélique à la télévision. Heureusement pour la culture celtique, ces deux sports ne sont pas près de disparaître.

Le gaélique irlandais n'est pas le seul à voir son nombre de locuteurs diminuer. Les langues celtiques telles le gaélique écossais, le gallois et le breton sont aussi en danger. Toutefois, il semblerait qu'un nouvel engouement pour le gaélique commence à éclore chez les descendants de la diaspora irlandaise. Pour ces jeunes, qui veulent se rapprocher de la culture de leurs ancêtres, apprendre cette langue apparaît comme un excellent moyen d'y arriver. Lorsque vous irez en Irlande à votre tour, n'oubliez surtout pas de prendre un verre à la santé du gaélique en disant : *« Sláinte ! »*

_QLvol14no3.qxd 9/26/06 7:23 PM Page 14

L'Internet toujours rapide me laisse plus de temps pour le parascolaire.

29,95 $ /mois les 8 premiers mois[2] sans contrat

Le service Internet Sympatico Haute vitesse de Bell. Toujours rapide, sans ralentissements[1].

Offert sans contrat et à prix spécial seulement aux étudiants, le service Internet Sympatico[MC] Haute vitesse est toujours rapide, même durant les heures de pointe. L'installation est simple et rapide, et vous obtenez une assistance technique 24/7.

De plus, présentez votre carte d'étudiant et courez la chance de gagner un an de frais de scolarité[3].

vancouver 2010

GRAND PARTENAIRE NATIONAL

Visitez un détaillant Bell près de chez vous.

Bell

Service offert aux clients résidentiels, là où la technologie le permet. Des frais de 15 $ s'appliquent pour la livraison du modem en location lorsque vous commandez par téléphone. L'offre prend fin le 30 septembre 2006. Peut-être modifiée sans préavis et ne peut être combinée avec aucune autre offre. Des frais de résiliation anticipée s'appliquent pour tout engagement. Taxes en sus. D'autres conditions s'appliquent. 1. S'applique à l'accès entre le modem de l'abonné et l'équipement de commutation de Bell. La vitesse peut varier selon vos configurations techniques, l'activité sur Internet, le serveur, les facteurs environnementaux ou d'autres facteurs. 2. S'adresse aux nouveaux abonnés Sympatico. Le tarif mensuel est de 29,95 $/mois pour les mois 1 à 8, une économie de 120 $; le tarif mensuel courant (maintenant de 44,95 $) s'applique par la suite. 3. Aucun achat requis. Le concours se termine le 13 octobre 2006 à 23 h 59 (HE). Ce concours s'adresse à tout étudiant inscrit à temps plein ou à temps partiel à un établissement d'enseignement scolaire postsecondaire canadien, qui réside au Canada, qui a atteint l'âge de la majorité dans son lieu de résidence au moment du concours et qui possède une carte d'étudiant valide. Les chances de gagner sont basées sur une projection de 50012 participants pour une valeur approximative des prix de 98 250 $ CA. Les chances de gagner dépendent du nombre de personnes admissibles qui se sont inscrites et qui ont joué le jeu. Les gagnants devront répondre correctement à une question d'ordre mathématique. Plus de renseignements à www.rentree.sympatico.ca.
Sympatico est une marque de commerce de Bell Canada. [MC] © 2005, COVAN. Utilisée sous licence.

_QLvol14no3.qxd 9/26/06 7:23 PM Page 15

MONDE

Carnets de Bosnie-Herzégovine

ONZE ANS PLUS TARD

« *Polako* » (doucement), disent souvent les habitants de Bosnie-Herzégovine aux visiteurs trop pressés. À l'image de leur attitude, la reconstruction du pays mis à feu et à sang par la guerre de 1992-1995 se fait tout en lenteur. Le petit pays de quatre millions d'habitants est encore sous tutelle internationale. Et onze ans plus tard, les Bonsiaques vivent tous les jours les conséquences du conflit, que seule une éventuelle entrée dans l'Union européenne pourrait panser.

PHOTO : ZOÉ BEAUDRY

LA COUR DE L'ÉCOLE GYMNASIA À MOSTAR.

Alexandra VIAU

L'auteure, de retour d'un séjour en Bosnie-Herzégovine, entame ici une série de chroniques.

« *Bien sûr, nous vivons actuellement en temps de paix. Mais l'Histoire a confirmé que chaque génération des Balkans connaîtra, dans sa vie, deux guerres.* » L'homme qui se méfie de la fragilité de la paix n'a connu qu'une seule guerre. Une de trop. Il gère avec son frère une auberge logée dans les montagnes de Sarajevo. Dans chaque chambre, une Bible attend le visiteur. Pas de doute, les propriétaires des lieux sont des Croates.

À l'époque de la Yougoslavie, la population du pays était bigarrée ; 43% des habitants étaient des Bosniaques (musulmans), 31% des Serbes (orthodoxes) et 17% des Croates (catholiques). Mais depuis les accords de Dayton qui mirent fin à la guerre, la composition ethnique de la Bosnie-Herzégovine a bien changé. En plus des morts, un million et demi de personnes ont été déplacées, et la capitale, Sarajevo, accueille environ 40% moins de Croates qu'avant le conflit. Les communautés doivent réapprendre à vivre ensemble.

MOSTAR-EST, MOSTAR-OUEST

À Mostar, au sud de Sarajevo, plusieurs hommes portent sur le bras le même tatouage, celui du vieux pont de la ville. « *Ce dessin, c'est mon identité* », précise Nedzad, un jeune chômeur. En 1993, l'artillerie croate a bombardé ce chef-d'œuvre d'architecture ottomane, coupant ainsi la ville en deux. « *Pendant la guerre, j'étais réfugié avec ma famille en Allemagne, et quand j'ai vu à la télévision le pont de Mostar tomber, j'ai pleuré* », se souvient Slobodan, étudiant en design. Depuis la fin des hostilités, le vieux pont construit en 1566 est devenu le symbole culturel des gens de l'est.

« *En théorie, la reconstruction du pont en 2004, sous l'égide de l'UNESCO, symbolise la réunification de la ville. Mais en réalité, Mostar est encore divisée. Comme je vis du côté est de la ville (musulman), je paye mes factures d'électricité à une compagnie de l'est, et les Croates les payent à une autre compagnie, à l'ouest. Il y a ici deux services de poste, deux compagnies de téléphone… »*, raconte Céline Puaud, responsable du Centre culturel français de Mostar.

La séparation psychologique entre Mostar-Est et Mostar-Ouest s'est matérialisée le long du boulevard, ancienne ligne de front, aujourd'hui encore jalonnée de ruines. On y trouve la seule école primaire de la ville, qui fait figure de réunion entre les communautés. Sous le même toit, des petits Bosniaques et Croates suivent leurs cours dans des classes séparées. Au printemps dernier, lors d'un congé férié pour les catholiques, des jeunes croates ont encerclé l'école, menaçant de brûler le lieu si les élèves bosniaques ne sortaient pas. La police a mis plus d'une heure à arriver, pour finalement évacuer les enfants musulmans. Céline Puaud voit dans cet incident un aveu d'impuissance : « *Tant que les jeunes n'auront pas plus de contacts, qu'importe s'ils parlent ensemble de religion ou de Playmobile, on prépare une nouvelle guerre. Les professeurs, les parents et les médias véhiculent encore des préjugés sur l'autre.* »

ICI OU AILLEURS

« *Take me away ! Take me away !* ». C'est la phrase que Nedzad, vingt-sept ans, s'amuse à dire lorsqu'il rencontre un étranger. Le taux de chômage de la Bosnie-Herzégovine, qui se situe autour de 40%, incite Nedzad et beaucoup d'autres jeunes à rêver d'un ailleurs où la nuit serait moins noire. Le jeune musulman s'est présenté plus d'une fois à l'Ambassade du Canada, à Sarajevo. Mais les visas, même touristiques, sont coûteux et difficiles à obtenir. « *Si les règles d'immigration étaient un peu plus souples, tous les jeunes du pays partiraient* », admet Dia, une employée du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), à Mostar.

De son côté, Semir Milavic n'a pas envie de partir au loin. Comme il n'a pas trouvé de travail après ses études en informatique, il a décidé d'ouvrir les portes de sa maison familiale aux touristes. Située à Blagaj, la superbe demeure ottomane contribue selon lui à « *donner une image positive de la Bosnie, qui en a bien besoin, le tourisme d'après-guerre étant difficile* ». Semir craint que ses compatriotes s'accoutument à leur situation économique peu enviable, puisque selon lui, on s'habitue à tout, même au fait de vivre parmi les ruines de la guerre : « *C'est comme l'amour ; la banale pierre dans votre jardin, que vous côtoyez quotidiennement, vous finissez par l'aimer.* »

VERS L'EUROPE

En Bosnie-Herzégovine, il n'est pas rare de croiser des militaires tant dans la rue qu'au marché ou dans les bars. La Force opérationnelle de l'Union européenne (EUFOR), composée de 7 000 hommes, veille à la paix. Sur le terrain, les hommes en treillis disent que leur mission est d'observer comment les populations se comportent entre elles. Mais en réalité, l'EUFOR analyse la possibilité d'intégrer le pays à l'Union européenne.

« *Il ne faut pas attendre la stabilité politique et économique du pays pour l'intégrer à l'Union européenne. Justement, la stabilité viendra grâce à l'adhésion* », pense Mme Paud, du Centre culturel français de Mostar. En attendant, l'État est gouverné par le Haut Représentant de l'ONU Christian Schwarz-Schilling. Ce dernier fait pression sur les politiciens locaux pour instaurer de vraies lois dans un État plus démocratique.

Mais chaque communauté se range derrière son politicien « pourri » pour ne pas se faire avoir par le « pourri » de l'autre. C'est dans ce climat que la population votera sans joie aux élections générales du 1er octobre prochain, pour des politiciens qu'elle sait véreux et corrompus. Céline Puaud est catégorique : « *Personne ici ne peut sauver la Bosnie. Il faut que la communauté internationale prenne de façon plus ferme le pays par la main.* »

Déversement de déchets toxiques à Abidjan

POISON POLITIQUE

Les implications de la crise qui secoue actuellement la Côte-d'Ivoire – à la suite du déversement de déchets toxiques aux alentours d'Abidjan, la métropole – ne sont pas seulement écologiques. C'est aussi la démocratie ivoirienne qui est en cause.

Laurence VINCENT

Le 17 août dernier, des déchets toxiques de Trafigura, une compagnie néerlandaise, sont déversés dans dix sites autour d'Abidjan, en Côte-d'Ivoire. En deux semaines, six Ivoiriens meurent et plus de 9 000 autres sont intoxiqués. Le 2 septembre, le ministre de l'Environnement avoue la contamination de plusieurs communes autour de la métropole. Devant la colère des citoyens, le gouvernement de Charles Konan Banny démissionne le 6 septembre.

Les problèmes liés au déversement et à l'enfouissement des déchets sont récurrents dans certaines régions de l'Afrique sub-saharienne. Pendant près de 20 ans, les pays européens ont enfoui leurs déchets nucléaires sur le continent, notamment en Somalie. Le tsunami du 24 décembre 2005 a d'ailleurs ramené des conteneurs de déchets radioactifs à la surface et, avec eux, le débat qui l'entoure. Interrogé sur les raisons de la démission du gouvernement sur une question environnementale, Mamoudou Gazibo, professeur de science politique à l'Université de Montréal et spécialiste de la question africaine, répond d'emblée que « *les questions environnementales sont politiques en Afrique* ». Dans certains pays, accepter des déchets toxiques est effectivement considéré comme un crime de haute trahison. La législation internationale, notamment la Convention de Bâle, condamne autant le pays qui reçoit les ordures que celui qui s'en débarrasse en sol étranger.

Si la condamnation des événements d'août dernier fait l'unanimité, les interprétations sont quant à elles diverses. Maître Sylla, ex-président de la Chambre des notaires du pays et résident d'Abidjan, estime qu'il y a plusieurs responsables : « *Nous ne blâmons pas les pays étrangers ou le gouvernement, nous blâmons des individus qui ont commis des bêtises. Les responsables se trouvent autant parmi les gens du gouvernement qui ont accepté ce déversement qu'à l'intérieur de cette compagnie étrangère qui a amené les déchets ici. Il faut laisser le temps à la justice de démasquer les véritables coupables.* » Les autorités ont effectivement promis d'entamer des poursuites. Cependant, la plainte doit être recevable et des fonds doivent être disponibles pour entreprendre des démarches légales internationales. M. Gazibo reproche surtout à la compagnie Trafigura de ne pas prendre ses responsabilités et de n'avoir que des préoccupations mercantiles : « *Ils savaient que leurs déchets étaient toxiques. Leur responsabilité est évidente. Quant au gouvernement ivoirien, il n'aurait pas dû accepter ces déchets, même s'il ne pouvait pas savoir qu'ils étaient mortels.* » Me Sylla pose un regard différent sur la crise : « *Nous sommes présentement en période de crise, alors tout est possible. Le gouvernement est occupé à gérer la crise, alors il est possible qu'il y ait eu relâchement sur le plan de certaines tâches et plusieurs défaillances ont effectivement eu lieu, mais la justice suit son cours et la vie continue à Abidjan.* »

Responsable ou pas, le gouvernement de Charles Konan Banny a démissionné. Et pour plusieurs, cette abdication semble être un aveu en soi. Aux yeux de M. Gazibo, le drame des déchets ne fait qu'illustrer la décomposition du gouvernement actuel : « *Il n'y a pas de démocratie en Côte-d'Ivoire, ni même une indépendance complète parce que le processus de décolonisation a été inachevé* », déplore-t-il. Me Sylla conteste cette analyse, qu'il juge défaitiste : « *La Côte-d'Ivoire est un pays en développement, alors forcément, nous devons bâtir notre démocratie. Nous avons eu 40 ans de tranquillité et maintenant nous connaissons une crise. Tout pays connaît des hauts et des bas. Ça ne nous empêche pas d'être démocratiques et civilisés* », plaide-t-il.

Le déversement des déchets toxiques n'est pas un événement isolé. Selon M. Gazibo, la démission du gouvernement ivoirien, qu'il soit démocratique ou non, à cause d'une question de déchets, est un symptôme de la précarité d'une démocratie.

L'IVOIRITÉ

La question de l'Ivoirité est intimement liée au conflit ivoirien. Après le coup d'État de 1999, le pays doit écrire une deuxième constitution qui marquera l'avènement de la Deuxième république. C'est une conjonction de coordination qui est à la source de cette crise identitaire. Les Ivoiriens ne s'entendent pas sur les origines que leur président doit avoir. Les uns veulent qu'il provienne d'une mère ET d'un père ivoiriens alors que les autres demandent qu'il descende d'une mère OU d'un père ivoirien. Comme le peuple est issu principalement de métissage, ce ET qui finit par l'emporter exclut une grande proportion de la population. Accepté par référendum par une majorité d'Ivoiriens, ce ET permet à Laurent Gbagbo de se faire élire, car il écarte la plupart des candidats qui se présentaient contre lui. Cette recherche de pureté ivoirienne entraîne le regroupement de tous les exclus qui se ligueront en 2002 contre la société ivoirienne, ce qui engendra le début de la guerre civile.

_QLvol14no3.qxd 9/26/06 7:23 PM Page 16

BRÈVES Médias

BELGIQUE : LA PRESSE CONFRONTE À GOOGLE NEWS

« Google fait de la résistance face à la justice belge », titrait le quotidien *Le Soir,* le 23 septembre dernier. En effet, un jugement – entré en vigueur le 18 septembre – exige que les articles des journaux francophones belges ne figurent plus sur les pages d'actualité de Google News. Toutefois, le géant californien ne s'est toujours pas conformé au jugement et la justice belge affirme qu'une *« facture salée »* attend le contrevenant. Les articles compilés sur les pages de Google News court-circuitent les pages d'accueil des quotidiens, privant ainsi ces derniers d'importants revenus publicitaires, fait valoir la presse belge. D'autre part, le porte-parole de Google, D.J. Collins, a fait savoir que la société porterait le jugement en appel le 24 novembre.

Source : *Le Soir*

PRÉPONDÉRANCE DES GRANDES AGENCES DE PRESSE SUR LE NET

Chris Paterson, spécialiste des médias de l'Université de Belfast, mène des recherches sur l'information internationale depuis sept ans. Récemment, il s'est intéressé à l'information disponible en ligne. Ses résultats suggèrent que celle-ci provient essentiellement des deux grandes agences de presse britanniques : *Associated Press* et *Reuters*. Il explique que, pour de nombreux portails web, proposer de l'information constitue désormais une stratégie pour attirer et fidéliser les internautes. Or, cette multiplication des sources d'information en ligne serait, selon lui, *«un tour de passe-passe»*. Il estime en effet que les internautes sont *«dupés par une multiplication de marques qui proposent en fait les mêmes contenus éditoriaux»*.

Source : *The New Zealand Listener*

THAÏLANDE : PRESSE ÉTRANGÈRE SOUS SURVEILLANCE

À la suite du coup d'État du 19 septembre dernier, le ministère des Affaires étrangères thaïlandais a reçu l'ordre de contrôler la couverture de ces «changements politiques» par les médias étrangers. Plus précisément, le ministère aurait reçu l'instruction de «clarifier et de répondre immédiatement» à tout reportage étranger qui traiterait de manière déplacée du roi. D'autre part, l'Association des reporters thaïlandais a dénoncé la présence de militaires dans les stations de télévision et réclamé la restauration de la liberté de presse au pays.

Source : *Radio Chine Internationale* et *Reporters Sans Frontières*

FRANCE : *CHARLIE HEBDO*, BIENTÔT DEVANT LA JUSTICE

Le journal satirique *Charlie Hebdo* est le seul à être poursuivi par la justice française à la suite de la publication des caricatures de Mahomet, qui avaient provoqué une vague de manifestations violentes dans le monde musulman au début de l'année. Le *Charlie Hebdo*, qui comparaîtra les 7 et 8 février prochains, est l'objet de deux poursuites : l'une provenant de l'Union des organisations islamiques de France, et l'autre de la Grande Mosquée de Paris. Le dessin du caricaturiste Cabu, collaborateur du *Charlie Hebdo*, publié en Une, montrait un Mahomet consterné, s'écriant « C'est dur d'être aimé par des cons ». L'hebdomadaire avait aussi repris des caricatures du *Jyllands-Postern* – le journal danois qui avait initialement provoqué la foudre de groupes musulmans à travers le monde – tout comme *Libération* et *France-Soir*.

Source : *Le Monde*

Voyage alternatif

POUCE-TROTTER

En demeurant dans les grands centres urbains comme Montréal, Québec ou Trois-Rivières, sans doute peut-on avoir l'impression que « les pouceux » sont en voie de disparition. Toutefois, en parcourant de longues distances sur les routes du Québec, on peut les apercevoir çà et là, brandissant leur pouce, beau temps mauvais temps. Le *stop* vit encore.

PHOTO : MARIE-SOLEIL DESAUTELS

Véronique BEAUDET

En 2005, la Sûreté du Québec a émis 128 amendes de 15$ aux piétons s'étant tenus sur la chaussée pour solliciter un transport, en vertu de l'article 448 du Code de la sécurité routière, qui interdit cette pratique. Sans compter toutes les fois où un agent de police a croisé un auto-stoppeur en lui donnant seulement un avertissement. Oui, l'auto-stop est une activité illégale, mais ô combien enrichissante estiment ses adeptes.

Plusieurs personnes choisissent l'auto-stop par souci d'économie, mais pour plusieurs, ce choix s'accompagne du désir de voyager autrement. Antaya (pseudonyme), administrateur et fondateur du site Internet www.lepouceux.com, un lieu de rencontre et de partage d'informations sur les moyens et astuces pour voyager à peu de frais, raconte que pour lui, *« le pouce est plus qu'un moyen de transport, [qu'il] implique l'attente sur le bord de la route et l'aiguisage de la patience »*. Il estime même que le pouce l'a transformé : *« On apprend des autres et ceux-ci façonnent notre voyag*e », explique-t-il.

Antaya a visité de nombreux pays sur le pouce : le Canada, la France, l'Allemagne et l'Irlande. Si ce n'avait été de l'auto-stop, il n'aurait jamais eu l'argent nécessaire pour se permettre tous ces voyages, assure-t-il. Amélie, jeune voyageuse de 21 ans, abonde en ce sens. L'année dernière, elle a parcouru l'Europe de l'Est seule et sur le « pouce ». Elle est partie de Pologne jusqu'à Montpellier, en France, où elle a travaillé pendant quelques semaines, pour ensuite filer droit vers Istanbul, en Turquie. Cinq jours et demi de « pouce », seule, à travers des pays tels que la Slovénie, la Croatie, la Bosnie, la Serbie et la Bulgarie. *« Je voulais partir en Turquie, mais il ne me restait presque plus d'argent. Je n'aurais jamais pu m'y rendre si je n'avais pas fait de pouce »*, se souvient-elle. *« J'aime rencontrer les gens de la place, la population locale. J'ai réalisé lors de mes voyages en stop que la terre est très grande, mais que tu peux aller partout quand tu veux. Un matin, tu te réveilles en Slovénie et trois jours plus tard, tu dors à Istanbul »*, s'exclame Amélie.

Antaya estime qu'un voyage sur le pouce, c'est aussi accepter une certaine simplicité : *« Sur le pouce, ma vie est réduite à 25 kilos, c'est un retour à l'essentiel, tout mon matériel est contenu dans un sac à dos. »* Amélie, quant à elle, se souvient parfaitement de chaque rencontre qu'elle a faite en auto-stop : *« Parfois, on réalise qu'on a beaucoup de points en commun avec la personne qui nous fait monter à bord, mais cette rencontre n'est qu'éphémère, on sait qu'on ne reverra pas cette personne, mais on n'oublie pas ces gens-là. »*

MÉCÈNES SUR LA ROUTE

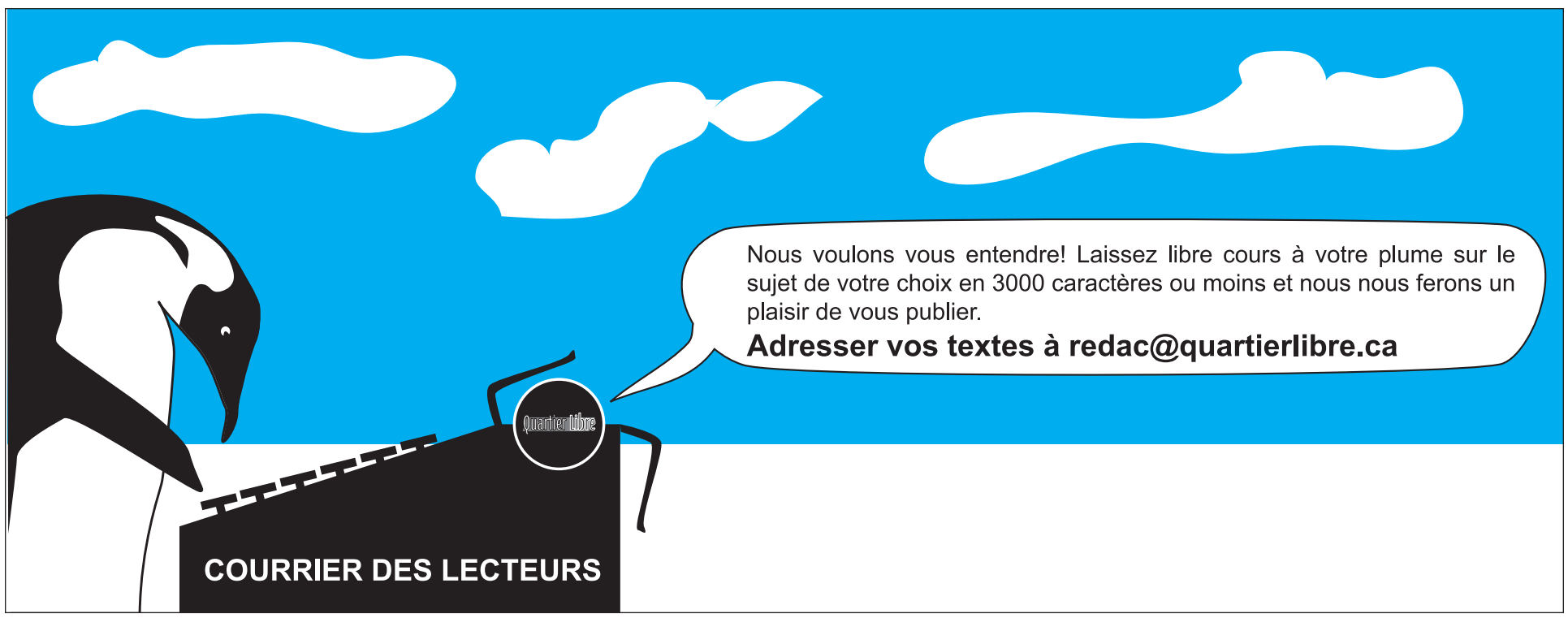
Choisir le *stop*, c'est aussi provoquer une rencontre. Dans un chapitre sur l'auto-stop, la version électronique du Guide du routard (www.routard.com) souligne qu'il y a *« une loi non écrite entre le stopper et le stoppé. Si la personne arrête, ce n'est pas par pitié mais bien parce qu'elle est ouverte d'esprit et qu'elle veut discuter, apprendre quelque chose de vous, de vos activités ou de vos voyages. »*

Les raisons pour lesquelles les gens s'arrêtent sont multiples. Parfois, c'est parce qu'ils ont eux-mêmes déjà fait du *stop* par le passé, que leur enfant en fait, mais aussi, les gens s'arrêtent parce qu'ils s'ennuient, qu'ils sont curieux, ou tout simplement par charité. Ces gens croisés sur la route peuvent devenir de véritables mécènes. Amélie en témoigne : *« Souvent, les gens me donnaient à manger et je faisais la même chose quand j'avais de la nourriture. Un jour, une dame m'a embarquée en Slovénie jusqu'à Zagreb, en Croatie. Elle était très étonnée et surprise du voyage que je faisais et me disais qu'elle n'aurait jamais eu le courage de le faire. En sortant de l'auto, elle m'a donné 30 euros pour m'encourager, pour la route… »*

D'AUTRES POSSIBILITÉS

Si l'auto-stop perdure, ce n'est pourtant pas faute d'autres possibilités économiques. Au Québec, deux compagnies de covoiturage et d'autopartage ont fait leurs preuves : Allo-Stop et Communauto. À vocation économique et sociale, Allo-Stop offre un service de liaison entre passagers et automobilistes. L'une des fondatrices d'Allo-Stop, Claire Patenaude, raconte comment cette idée lui est venue : *« Je faisais du pouce dans les années 1970 et je réfléchissais à un mode de transport où il y aurait une relation plus égalitaire entre les deux parties. »* Elle se souvient qu'à ses débuts, Allo-Stop était une pratique plutôt obscure et marginale qui s'adressait principalement aux jeunes voyageurs. Les temps ont changé et l'entreprise compte aujourd'hui 90 000 membres. Communauto offre, pour sa part, un service de partage de véhicules à ses 10 000 membres québécois. L'entreprise d'autopartage *« cherche à diminuer l'usage et le nombre d'automobiles sur les routes et se veut un complément aux services de transport en commun conventionnels »*, explique Nathalie Racette, conseillère au développement chez Communauto. Ces deux compagnies présentent une alternative à l'auto-stop, mais elles restent toutefois concentrées dans les grands centres urbains. Les régions éloignées et les petites villes et villages demeurent difficiles d'accès.

_QLvol14no3.qxd 9/26/06 7:23 PM Page 17



Nous voulons vous entendre! Laissez libre cours à votre plume sur le sujet de votre choix en 3000 caractères ou moins et nous nous ferons un plaisir de vous publier.

Adresser vos textes à redac@quartierlibre.ca

Vous avez chanté tout l'été?
Et bien, parlez maintenant.

Profitez d'appels locaux illimités pendant l'année scolaire.

Samsung A840
Phototéléphone
0$*
(avec un contrat de 3 ans)

LG8100
Phototéléphone, musique, télé, vidéo
49,99$*
(avec un contrat de 3 ans)

Forfait Étudiants
40$/mois†

- Appels entrants illimités
- Appels illimités la nuit et le week-end
- Beaucoup de minutes d'appel interurbain au Canada‡
- Une foule de fonctions EUPHORIK y compris la messagerie** et la navigation Web††

DE PLUS, jusqu'à 8 mois d'appels locaux ILLIMITÉS‡‡.

EUPHORIK^MC

TELUS
le futur est simple^MD

BOUTIQUES TELUS ET DÉTAILLANTS AUTORISÉS

MONTRÉAL

Carrefour Angrignon
Centre Rockland
Centre commercial Le Boulevard
Complexe Desjardins
Fairview Pointe-Claire
Galeries d'Anjou
5554, av. de Monkland
Centre Eaton
4202, rue Saint-Denis
950 rue Sainte-Catherine Ouest
6146, boul. Henri-Bourassa Est
Place Alexis Nihon
Place Versailles
Place Vertu
Les Jardins Dorval
Digital Radio Communication Inc.
9360, boul. Lacordaire
6652, rue Saint-Hubert
Instant Page
1682, av. Mont-Royal Est
8780, boul. Saint-Laurent, local 1
Communications Métropolitaine
5580, boul. Métropolitain Est
Communications Métropolitaine
7735, boul. Saint-Michel
Satellico Com Inc.
9460, boul. de l'Acadie
Direct.Com
2218, boul. Henri-Bourassa Est
La Zone SCP
2665, av. Van Horne
Communications MOBILENET Inc.
5165, ch. Queen-Mary, local GR-2
Radio Services LCT Inc.
7537, boul. Henri-Bourassa Est
Communications Métropolitaine
10223, boul. Pie-IX
Verscell Communications
1485, rue Amherst
Action Télécom Inc.
1531, rue Notre-Dame Ouest
Save On Telecom
3235, av. de Granby, local 25C
Communications Métropolitaine
3525, boul. Saint-Laurent
La Zone SCP
2665, av. Van Horne
PC Page Communications Inc.
3832, boul. Côte-Vertu
La Zone SCP
785, rue Décarie
D2 Technologie Inc.
2119, boul. Marcel-Laurin
Save On Telecom
5800, boul. Cavendish
Dollard-des-Ormeaux
La Zone SCP
3343J, boul. des Sources
LaSalle
Cellulaire Plus Solutions sans fil
7575, boul. Newman
Save On Telecom
7852, boul. Champlain
Lachine
Save On Telecom
2979, rue Remembrance
Pointe-aux-Trembles
Proxi Telecom Inc.
12925, rue Sherbrooke Est

Pour en savoir davantage, passez nous voir à une boutique TELUS, chez un détaillant autorisé ou chez l'un de nos marchands, ou appelez au 1-866-264-2966. Tous les détails à telusmobilite.com/etudiants.

FUTURE SHOP · BUREAU EN GROS · BEST BUY · Domoulin · BRAULT & MARTINEAU · WAL-MART · Zellers

Offre valable jusqu'au 30 septembre 2006. Le prix et la disponibilité des téléphones peuvent varier. * Prix net en vigueur à la signature d'un contrat de 3 ans après rabais obtenu en magasin ou crédit porté au compte et affiché sur votre prochain relevé mensuel de TELUS. † Les taxes, les frais d'interurbain et d'itinérance, le temps d'antenne additionnel, les frais pour les services payables à l'usage, les frais mensuels d'accès au réseau et les frais mensuels pour le service d'appel d'urgence 911 évolué sont en sus. ‡ Jusqu'à 100 minutes d'appel interurbain au Canada. ** Jusqu'à 100 messages textes, photo ou vidéo. Services privilèges en sus. †† Navigation dans les sites énumérés sur le portail de TELUS, à l'exception de certains sites privilèges. ‡‡ Offre valable jusqu'au 30 septembre 2006. Les étudiants qui signent un contrat de 1, 2, ou 3 ans sur présentation d'une carte d'étudiant valide bénéficient des appels locaux entrants illimités pendant 1, 2 ou 8 mois respectivement. © 2006 TELUS.

ÉCOLE DES MAÎTRES

Cours de formations
barman(aid) et serveur
Rabais étudiant
Programme de placement
(514) 849-2828
www.ecoledesmaitres.com

double pizza®

514• 343•0•343

TOUJOURS 2 POUR 1

LIVRAISON GRATUITE

10% SUR $ 50 ET PLUS

SPÉCIAUX POUR ÉTUDIANTS

5002 QUEEN MARY

Quartier Libre

Prochaines réunions de production du journal **le 27 septembre et le 11 octobre à 17h00**

_QLvol14no3.qxd 9/26/06 7:23 PM Page 18

Le chiac

JE PENSE, *THEREFORE* CHU

« Il a voulu sharer avec ses friends ». **Phrase remplie d'anglicismes, dites-vous ? Il s'agit plutôt du chiac, qui est parlé par une partie de la population du Nouveau-Brunswick. Portrait d'une langue importante pour l'identité culturelle de la région.**

Rachel HYPPOLITE

« *Mom, j'ai pas cinq ans, geez, j'peux m'feeder moi-même* ». C'est par ces mots que s'ouvre un des épisodes d'Acadieman, dessin animé diffusé au Nouveau-Brunswick sur la chaîne Rogers. L'émission – qui en est présentement à sa deuxième saison – a immédiatement trouvé écho auprès de la jeune génération acadienne. *« Je pense que la popularité de l'émission auprès des jeunes s'explique par le fait qu'ils ont toujours pensé qu'ils parlaient mal et qu'ils ont développé une certaine insécurité avec la langue »*, affirme Daniel Omer Leblanc, dit Dano, le créateur d'*Acadieman*. *« On a toujours dit aux jeunes que le chiac était l'ennemi du français. Or cette langue est très riche »*, renchérit-il.

DÉFINITION OF CHIAC

Le mélange d'anglais et de français, propre au chiac, frappe. *« C'est une langue marquée par des expressions régionales et anglaises, mais sa syntaxe est française*, explique Annette Boudreau, professeure d'études françaises à l'Université de Moncton. *Elle suit des règles propres et utilise beaucoup de mot archaïques »*.

Cette réalité est principalement celle de gens vivant au sud-est du Nouveau-Brunswick. La plupart d'entre eux parlent aussi français. Voilà la raison pour laquelle on désigne le chiac comme une variété de la langue française. Cette spécificité rend toutefois difficile un recensement précis du nombre de personnes parlant le chiac. On sait par contre, comme l'explique Annette Boudreau, que, *« contrairement à la croyance populaire, le chiac existe depuis longtemps et qu'il est parlé depuis plusieurs générations »*.

PORTEUR *OF IDENTITY*

Le chiac est indissociable de l'histoire récente du Nouveau-Brunswick. La province est devenue bilingue en 1968. Nombreux sont les Acadiens des générations précédentes qui se sont donc vu contraints d'apprendre l'anglais pour percer le marché du travail. Le chiac a occupé une place importante sur la scène culturelle à partir de ce moment : *« À partir des années 1970, le chiac a joué un rôle identitaire majeur parmi les jeunes de Moncton pour qu'ils se distinguent des autres Acadiens. Des textes poétiques et des dialogues étaient écrits en chiac, ce qui était nouveau à l'époque, car le chiac n'était pas bien considéré par la population »*, explique la professeure d'études françaises. *« Le chiac est devenu un* statement*, une affirmation de soi. »*

Dano Leblanc et son Acadieman se situent précisément dans cette lignée. Ce cinéaste de formation, né à Moncton, a étudié à l'université Concordia. Sa démarche artistique reflète son parcours dans les deux langues officielles. *« J'ai écrit des recueils de poésie en français standard*, dit-il, *mais la bande dessinée me permettait plus, à mon avis, de mélanger le français, l'anglais et le chiac, un peu comme une libération. »* Ainsi est née *Acadieman*, bande dessinée *« plus drôle que politique »*, selon son auteur. La bédé – devenue dessin animé – raconte l'histoire d'un antihéros étouffé par l'attention démesurée de sa mère, qui vit avec son chat Ti-Gris.

LE CHIAC PÉDAGOGIQUE

Acadieman a obtenu une reconnaissance impressionnante dans son coin de pays en plus de rafler une série de prix, à la grande surprise de son auteur : *« Je m'attendais à des réactions très négatives, mais au contraire, ce ne fut que positif… Même les profs m'invitent pour parler du chiac dans les écoles ! »* Annette Boudreau, de l'Université de Moncton, croit elle aussi à la nécessité d'aborder ce sujet en classe. Elle a d'ailleurs constaté que *« les enseignants sont très ouverts à la question »*. Pour elle, il est important de considérer l'héritage du chiac transmis aux enfants. Elle apporte cependant une nuance : *« Le problème avec le chiac en éducation, c'est que beaucoup d'enfants n'ont que ce code pour s'exprimer. Il faut que les enseignants donnent un répertoire plus large, avec un apprentissage du français standard. »*

Langues autochtones

CRI D'ALARME

Deux langues autochtones, le wendat et le cri. La première a disparu il y a près de cent ans, la deuxième fait partie des trois langues autochtones, sur plus de cinquante, qui ont des chances de survivre. Ces communautés qui semblent vivre deux réalités très différentes mènent pourtant un combat similaire : les fonds qui permettraient de faire revivre le wendat et d'assurer la survie du cri sont difficiles à trouver.

ILLUSTRATION : CLÉMENT DE GAULEJAC

Marie-Odile MARCOUX-FORTIER

« *Il y a trois ans, le gouvernement a promis 172 millions pour la survie des langues autochtones. Mais dans les communautés, on n'a pas encore vu la couleur de cet argent et le temps presse »*, affirme Isabelle Picard. La jeune ethnologue est amérindienne, de la nation Huronne-Wendat. Elle a vécu vingt-huit ans à Wendake, près de Québec. Elle ne parle pas la langue de ses ancêtres, le wendat, apparentée aux langues iroquoiennes. En fait, plus personne ne parle cette langue couramment depuis la fin du 19e siècle.

ASSIMILATION MASSIVE

Une cinquantaine de langues autochtones sont encore parlées au Canada. Cependant, seulement trois d'entre elles seraient viables : le cri, l'ojibway et l'inuktitut. Pour Louis-Jacques Dorais, anthropologue et professeur à l'Université Laval à Québec, deux principaux facteurs ont contribué à l'assimilation des langues autochtones. Le premier, la proximité des communautés avec les villes et le deuxième, le moment de la scolarisation. Louis-Jacques Dorais cite en exemple deux communautés : *« Les Wendats sont scolarisés en français depuis plus de cent cinquante ans, alors que les Cris ne sont scolarisés en anglais que depuis quarante à cinquante ans. »* Près de 90% des Cris parlent encore leur langue maternelle.

Les langues autochtones sont mieux conservées au Québec que dans le reste du Canada. *« C'est un mécanisme difficile à expliquer*, souligne Louis-Jacques Dorais*, mais il pourrait venir de la présence importante de l'anglais et du français. On retrouve le même phénomène chez les immigrants. Par exemple, les Italiens qui vivent à Montréal conservent leur langue maternelle plus longtemps que ceux qui s'installent à Toronto. »*

RÉSURRECTION D'UNE LANGUE

Depuis plusieurs années, Isabelle Picard et plusieurs membres de la nation Huronne-Wendat travaillent pour voir un jour les gens de la communauté parler le wendat. *« Je pense qu'on peut inverser le processus et faire revivre le wendat, mais pour y arriver, il faut des fonds »*, explique-t-elle. Car tout est à faire. De l'argent est nécessaire pour créer des dictionnaires et des grammaires à partir des documents laissés, entre autres, par les missionnaires, mais aussi pour former des professeurs qui enseigneront la langue. Apprendre aux enfants la langue de leurs ancêtres, voilà ce dont rêvent certains Hurons.

Mais pour faire revivre le wendat, il faudrait plus que des dictionnaires et des cours. Il faut que la langue soit plus qu'une connaissance et qu'elle puisse servir à communiquer dans les familles et *« il faut aussi que les parents apprennent la langue »*, ajoute Isabelle Picard. Et pour cela aussi, des fonds sont nécessaires. C'est donc tout un défi qui attend la communauté de Wendake. *« Le wendat ne sera plus jamais notre langue maternelle, mais il est réaliste de croire qu'il pourrait être la langue seconde de notre communauté »*, conclut-elle.

UN BRIN D'ESPOIR CHEZ LES CRIS

Le cri est l'une des trois langues autochtones qui ont le plus de chances de survivre. C'est la langue maternelle de Lucy Salt, conseillère pédagogique au Programme cri de la Commission scolaire crie à la Baie James. Mme Salt travaille depuis plus de quarante ans à la survie de sa langue maternelle. *« Il y a deux courants de pensée dans la communauté. Il y a ceux qui, comme moi, croient qu'il est important de préserver notre langue maternelle et ceux qui pensent qu'il est plus important d'offrir aux jeunes les moyens de parler l'anglais ou le français »*, explique-t-elle.

L'arrivée rapide de la technologie et la diversité des médias permettent à l'anglais de prendre une place de plus en plus importante au sein de la communauté crie. Pour contrer le phénomène, le Programme cri de la Commission scolaire fournit des livres et des dictionnaires en cri. Ici, le discours de Mme Salt trouve écho dans celui d'Isabelle Picard. *« C'est très difficile de trouver les fonds pour faire vivre les projets »*, explique Lucy Salt. Un autre combat : convaincre les élus de la communauté d'utiliser le cri lors des rencontres du Grand Conseil des Cris. La conseillère pédagogique devrait déjà avoir pris sa retraite, *« mais il y a encore trop de choses à faire pour préserver notre langue »*, explique-t-elle.

RECONNAISSANCE LÉGALE ET FINANCIÈRE

En 2005, le Groupe de travail sur les langues et les cultures autochtones, première étape de la mise en place du Centre des langues et des cultures autochtones, recommandait dans son rapport présenté à la ministre du Patrimoine canadien *« que l'appui financier (…) qui a été promis soit versé de toute urgence aux collectivités »*. Il recommande aussi une reconnaissance, une protection et une promotion inscrites dans la loi. Mais au-delà de la loi, le Groupe de travail réclame une équité linguistique, soit *« un soutien au moins égal à celui versé pour le français et l'anglais »*.

Pour Louis-Jacques Dorais aussi la solution passe par les fonds : *« Pour assurer la survie des langues autochtones, il faudrait mettre en place un système d'éducation dans la langue maternelle, et ce, jusqu'au secondaire. »* Mais au bout du compte, Lucy Salt pense que *« ce sont les peuples autochtones qui vont décider »*.

_QLvol14no3.qxd 9/26/06 7:23 PM Page 19

Le basque

QU'*EUSKADI*?

Olivier Desprez, 37 ans, a décidé d'apprendre le basque à la suite d'un pari avec son oncle. Toute sa famille maternelle est originaire de la région basque et chante souvent des airs traditionnels après le repas. Olivier chantait lui aussi, les suivant bien volontiers même si les paroles demeuraient pour lui un mystère. Et puis il a relevé le défi, celui de s'attaquer à une langue complexe, qui raconte aussi l'histoire d'une culture vieille de 15 siècles.

Maylis DÉTRIE

Les frontières culturelles du Pays basque diffèrent de ses frontières politiques. Hubert Peres, professeur à l'Université de Montpellier et spécialiste des nationalismes espagnols, explique qu'*« il faut faire la différence entre le territoire basque, reconnu géographiquement comme tel, nommé Euskadi – qui fonctionne en communauté autonome – et le territoire imaginaire du pays basque, celui dont les indépendantistes rêvent, région où la culture basque demeure, mais qui n'a pas de statut reconnu. C'est la partie française, les Pyrénées-Atlantiques, et la partie espagnole, la Navarre. »* Ainsi étalée sur deux pays européens, la culture basque est plutôt fragile et doit sans cesse revendiquer sa singulière identité.

Du fait de leur position géographique particulière, les Basques – tant français qu'espagnols – ont donc toujours partagé une langue, qui maintenait entre eux une forte cohésion sociale. Aujourd'hui, ils ne sont que 600 000 à parler le basque, dont seulement 60 000 à 80 000 du côté français. *« La langue basque est très difficile à aborder. En effet, sa syntaxe, sa construction et même son vocabulaire sont très éloignés des langues européennes voisines »,* explique Charles Videgain, professeur de langue et de littérature basques à l'Université de Pau (Pyrénées-Atlantiques, France). *« Lorsqu'on ne connaît pas un mot de basque, il est absolument impossible d'y comprendre quoi que ce soit. »* En effet, contrairement à l'espagnol ou à l'italien, qui ont des racines latines communes avec le français, *« la complexité du basque l'isole »* souligne M. Videgain.

Auparavant, tous les habitants du Pays basque, sans exception, parlaient leur langue régionale. Aujourd'hui, on peut habiter le Pays basque sans parler le basque et inversement ; comme c'est le cas pour Olivier Desprez, résidant en région parisienne, qui a décidé de consacrer du temps chaque semaine à l'apprentissage du basque. L'étymologie du mot *basque* illustre clairement les changements qu'a subis la région au cours des siècles. *« L'adjectif basque [comme « être basque »] se dit* euskaldun*,* explique Charles Videgain. *Si je traduis littéralement ce mot en français,* euskal *signifie la langue basque et* dun *signifie qui possède. Le sens de ce mot prouve bien qu'à l'époque, habiter le Pays basque, c'était y avoir ses racines, c'est-à-dire sa famille et sa langue maternelle.*

Les écoles de langue basque remarquent depuis quelques années une recrudescence de l'intérêt pour leur langue : le nombre d'inscriptions dans les cours spécialisés connaît en effet une augmentation considérable. Les adeptes sont de plus en plus nombreux, mais ils sont encore concentrés au même endroit, sur le territoire espagnol, qui a déjà acquis beaucoup de droits. *« En Espagne, et surtout dans la communauté autonome, le basque connaît depuis quelques années une croissance considérable. Cet engouement s'explique parce que, ayant déjà un statut, la région s'est construit une conscience collective grâce aux médias locaux, à l'enseignement, etc. »*, analyse Charles Videgain. L'Euskadi a donc une politique linguistique qui oblige l'apprentissage du basque à l'école. Il faut y ajouter un développement économique et commercial très fort, une police qui lui est propre, et une imposition fixée conjointement avec l'État espagnol. La communauté autonome basque a donc su développer d'autres aspects, outre le culturel, qui lui a permis indirectement de se renforcer.

En Espagne, et surtout dans la communauté autonome, le basque connaît depuis quelques années une croissance considérable. Cet engouement s'explique parce que, ayant déjà un statut, la région s'est construit une conscience collective grâce aux médias locaux, à l'enseignement, etc

Charles Videgain
professeur de langue et de littérature basques
à l'Université de Pau, en France

La culture basque est très facilement identifiable. Elle est très visuelle et très visible. On sait, grâce aux maisons, aux noms, aux couleurs, que l'on arrive dans le Pays basque. Elle est aussi dotée d'une force conviviale très puissante

Olivier Desprez

ET SANS LA LANGUE ?

Olivier Desprez, qui chantait jusque-là sans comprendre, s'est vu soudain éclairé : *« Je comprends maintenant le nom des rues, des bribes de conversation et aussi toute la richesse de la culture basque. Si la langue basque venait à se perdre totalement dans notre pays, tout se franciserait assez vite et on perdrait un patrimoine énorme. Pour le développement artistique de la région, la langue est incontournable. »* M. Videgain est du même avis et regrette que le Pays basque français demeure si passif face à la perte de cette langue : *« Notre culture continue de vouloir rayonner mais ne se donne pas les moyens de le faire. On dirait qu'on est dans une coquille et qu'on attend que ça se passe. C'est aussi dû au fait que de plus en plus de gens qui habitent notre région viennent d'endroits différents. Pour beaucoup, c'est leur résidence secondaire. »*

La question demeure entière : la culture basque peut-elle survivre sans sa langue ? Riche en particularismes : férias (fêtes de villages), spécialités culinaires (confit de canard, poulet basquaise, piments d'espelette, gâteau basque), sports pratiqués avec passion (pelote basque, rugby, force basque, sauter de vachettes)… *« La culture basque est très facilement identifiable,* affirme Olivier Desprez. *Elle est très visuelle et très visible. On sait, grâce aux maisons, aux noms, aux couleurs, que l'on arrive dans le Pays basque. Elle est aussi dotée d'une force conviviale très puissante. »* Et pourtant, une culture doit, pour affirmer son identité, se faire connaître, véhiculer ses particularismes de façon plus large. La pelote basque, par exemple, s'est très bien exportée en Amérique du Sud, mais *« cela ne signifie pas pour autant,* dit Olivier, *que ses adeptes soient très au courant de la culture dont elle provient. C'est un sport à mon avis sans connotation culturelle à l'étranger. »* On ne peut donc pas certifier qu'une culture, même forte, puisse se transmettre sans des éléments essentiels tels la langue.

Toutefois, même s'il se peut que le Pays basque perde un jour sa langue pour en adopter une autre, il ne perdra pas nécessairement son identité pour autant, estime Charles Videgain : *« En attendant, il faut ouvrir des voies pour faire survivre la langue, comme traduire les auteurs basques et élargir les réseaux médiatiques. »*

Le yiddish

DISCRÈTE PRÉSENCE

Lors du recensement de 2001, moins de vingt mille canadiens ont déclaré avoir le yiddish comme langue maternelle. Celle-ci n'a certes plus la vivacité d'antan, mais elle est néanmoins toujours présente à Montréal.

Dominique CADIEUX

Les universités assistent depuis peu à un regain d'intérêt pour la culture yiddish, mais, comme l'affirme Yakov Rabkin, professeur titulaire au département d'histoire de l'Université de Montréal, *« le meilleur signe qu'une langue n'est plus vivante, c'est le fait qu'il faille créer des chaires de recherche pour la faire revivre »*. Pierre Anctil, directeur de l'Institut d'études canadiennes à l'Université d'Ottawa et auteur de nombreux livres portant sur la culture yiddish montréalaise, enseigne la langue yiddish. Il estime que reflète plusieurs siècles d'histoire et que sa connaissance est nécessaire à la compréhension de la communauté juive canadienne. À raison, puisque 10% du centre d'archives du Congrès national juif est constitué de documents écrits en langue yiddish, explique sa directrice Janice Rosen. La plupart d'entre eux contiennent des informations uniques concernant les organismes juifs.

Le yiddish est, comme l'explique Pierre Anctil, le croisement des langues sémitiques (hébreu, araméen) et de plusieurs langues appartenant aux peuples qui habitaient dans les mêmes régions que les Juifs ashkénazes (russes et polonais). Jusqu'au 19e siècle, la langue n'était utilisée que pour communiquer oralement. Dès cette époque, une culture apparaît : la culture yiddish est le fruit de la sécularisation. Le mouvement des Lumières, ou Haskala, fait son œuvre : une production littéraire tout à fait indépendante de la religion se développe. Les Juifs d'Europe de l'Est veulent, à l'instar des peuples qui les entourent, *« s'affirmer en tant que nation »*. Ce désir de reconnaissance ne se fait pas sans heurt : les populations juives résidant dans l'Empire russe sont victimes de mesures brutales : la violence les chassera et ils viendront s'établir en masse à Montréal, où ils colorent la scène culturelle et politique québécoise du début du 20e siècle. Poésie, théâtre et journaux en langue yiddish, voilà ce qui fera de Montréal l'un des centres mondiaux de la culture yiddish. Cet âge d'or connaît toutefois une fin : les enfants et les petits-enfants délaissent progressivement leur langue maternelle pour apprendre l'anglais.

Le yiddish n'est pas disparu pour autant. Comme l'explique Yakov Rabkin, professeur titulaire au département d'histoire de l'Université de Montréal, *« la population juive d'Outremont continue de le parler »*, et ce, quotidiennement. *« Il s'agit pour eux d'une langue traditionnelle qu'ils désirent maintenir à des fins de communication »,* explique le professeur Rabkin. Toutefois, il ajoute qu'*« ils n'oseront jamais ouvrir les romans laïques écrits en yiddish et n'iront jamais au théâtre yiddish. Il s'agit pour eux d'une culture laïque juive qui leur semble étrangère »*, précise-t-il. M. Rabkin affirme que le yiddish est une page de la culture juive qui est largement tournée : *« Elle a duré un siècle et elle a laissé des vestiges (la littérature et les journaux). Par contre, il ne s'agissait que d'une version parmi tant d'autres de la culture juive en général. La disparition de la culture yiddish ne signifie pas qu'il y ait eu un effet négatif sur la culture juive traditionnelle. »*

Rivka Augensfeld se définit comme juive laïque. Née de parents originaires de Pologne et de Lituanie, elle a été élevée et éduquée dans un milieu laïc. Elle défend aujourd'hui ardemment la culture yiddish. Selon elle, il serait *« trop facile d'écrire maintenant le mot de la fin. La situation n'est pas très gaie, mais il y a une évolution »,* souligne-t-elle. Pour le moment, elle préfère se remémorer les paroles du Nobel de littérature Isaac Bashevis Singer et croire que la *« langue qui n'a jamais géré de gouvernement et n'a jamais mené de guerre »* demeure bien en vie.

La culture yiddish a duré un siècle et elle a laissé des vestiges (la littérature et les journaux). Par contre, il ne s'agissait que d'une version parmi tant d'autres de la culture juive en général. La disparition de la culture yiddish ne signifie pas qu'il y ait eu un effet négatif sur la culture juive traditionnelle

Yakov Rabkin
professeur titulaire au département
d'histoire de l'Université de Montréal

_QLvol14no3.qxd 9/26/06 7:23 PM Page 20

UNION TUMULTUEUSE

Religion et politique font un mariage houleux. Au Moyen-Orient, l'islam, religion dominante dans la région, fait souvent symbiose avec le régime politique. Mais en Syrie, ce serait différent. Le parti baasiste, au pouvoir depuis les années soixante, est farouchement laïc. Présentation d'un pays vivant un grand schisme.

Rachelle Mc DUFF

Hama, 1982. Le gouvernement syrien dirigé par le parti baasiste de Hafez al-Assad – président jusqu'à sa mort en 2000, puis remplacé depuis par son fils Bachar – fait exécuter des milliers de personnes. Dans cette ville, située au nord-ouest du pays, *« le gouvernement a décidé de se débarrasser de l'opposition islamiste, car elle devenait une menace pour le régime. Les Frères Musulmans (FM), las de la corruption et du régime laïc, perpétraient des attentats un peu partout en Syrie, dont une tentative d'assassinat du président Hafez qui a failli marcher »*, raconte Line Khatib, Syrienne d'origine vivant à Montréal depuis sept ans. *« Entre 10 000 et 25 000 personnes, des FM et des civils furent tuées. Puis le gouvernement a enterré l'affaire. C'était un sujet clos ! »* rajoute l'étudiante au doctorat en sciences politiques à l'Université McGill.

En Syrie, un gouffre divise le gouvernement et la population. D'un côté, un régime qui se veut laïc, de l'autre, une population très religieuse. Le parti Baas, qui règne en roi et maître depuis un demi-siècle, a toujours cru fermement au principe de laïcité pour gouverner. Mais selon Patrice Brodeur, titulaire de la Chaire du Canada en Islam, Pluralisme et Globalisation, il faut faire une distinction entre laïcité et sécularisme, qui est un terme plus anglo-saxon (d'ailleurs le mot laïcité n'existe pas en anglais). *« Avec le sécularisme, on gère les différences culturelles et religieuses avec plus de flexibilité. Du côté de la laïcité, on a tendance à avoir plus de confrontation dans la gestion du lien entre le pouvoir politique et religieux, c'est plus idéologiquement noir ou blanc. »* Pour ce professeur de théologie à l'Université de Montréal, le sécularisme est plus facilement accessible et moins problématique que la laïcité. Et la Syrie est définitivement laïque. C'est ce que prétend Mme Khatib : *« En Syrie, contrairement à la plupart des pays arabes et même aux États-Unis, un politicien ne commence jamais ni ne finit un discours politique en remerciant Dieu. On ne parle pas de religion avec la politique. »* Elle poursuit en affirmant que la Syrie *« est le bastion de l'arabisme laïc. Pour cette raison, plusieurs dissidents des autorités religieuses des autres pays arabes viennent en Syrie pour y vivre. »* Mais ironiquement, il semblerait, selon Mme Khatib, que la population soit de plus en plus religieuse – 90% des Syriens sont musulmans. M. Brodeur ajoute : *« Les idéologies du nationalisme arabe n'ont pas beaucoup de succès présentement. La seule idéologie encore valable dans la symbolique populaire des pays arabes ou de la majorité de la population vivant dans ces pays, c'est l'islam. »*

LES FRÈRES SE REGROUPENT

Depuis le massacre de 1982, les Frères Musulmans se sont terrés dans le pays où se sont exilés vers d'autres pays arabes, ou encore en Angleterre. Bien qu'on entende parler d'eux en Égypte et dans plusieurs pays du Moyen-Orient depuis longtemps, en Syrie, ils restent plutôt silencieux. Il faut dire qu'en 1980, avec l'idée de stopper les violences, le président Hafez a instauré la loi 49 qui stipule qu'il est défendu d'appartenir aux Frères Musulmans. Plusieurs d'entre eux furent ainsi emprisonnés et d'autres quittèrent le pays de peur d'être enfermés. Mais depuis quelques années, on les voit réapparaître en Syrie.

Pour beaucoup de FM, il est inacceptable de séparer complètement l'islam du gouvernement. Du moins, il est particulièrement inconcevable que le président d'un pays arabe n'affirme pas haut et fort qu'il est musulman. La famille du président al-Assad – père et fils – et la plupart des hauts dirigeants syriens font partie de la secte alaouite (Chiite), une petite minorité en Syrie, avec environ 10% de la population. *« Les alaouites se perçoivent comme des musulmans, mais pour les FM, qui sont sunnites, ils ne sont pas vraiment musulmans, en tout cas pas assez pour eux »*, explique Line Khatib, dont la thèse de doctorat porte sur la résurgence des FM en Syrie.

Les FM ne sont pas un parti politique et n'ont jamais eu un regroupement à potentiel politique en Syrie. Ils seraient plutôt des citoyens qui répondent au mécontentement de la population envers le gouvernement. Décentralisés, leurs dynamiques politiques sont liées aux particularités de chaque État-nation des pays musulmans. Les FM syriens n'ont pas les mêmes aspirations que ceux de l'Égypte, par exemple. M. Brodeur s'empresse de spécifier qu'il ne faut pas sauter trop vite à la conclusion qu'ils sont nécessairement dangereux : *« Quand les gens disent qu'on a peur des FM, c'est un stéréotype à l'emporte-pièce ; on n'est pas rendu là. »*

PUIS VINT BACHAR...

En 2000, le président Hafez al-Assad, qui gouvernait depuis le début des années 1970, meurt et c'est son fils Bachar qui hérite du gouvernement et du poste de chef du parti Baas. C'était pourtant son frère Bassel qui avait été préparé à la succession, mais il a perdu la vie en 1994 dans un accident de voiture. Avec l'arrivée de Bachar, ophtalmologiste de profession, plusieurs croyaient en un futur plus libéral pour la Syrie. Bachar se retrouve néanmoins coincé entre, d'un côté, la vieille école et le pouvoir militaire proche de son père et, de l'autre, des parlementaires qui veulent une réforme en profondeur du système étatique syrien.

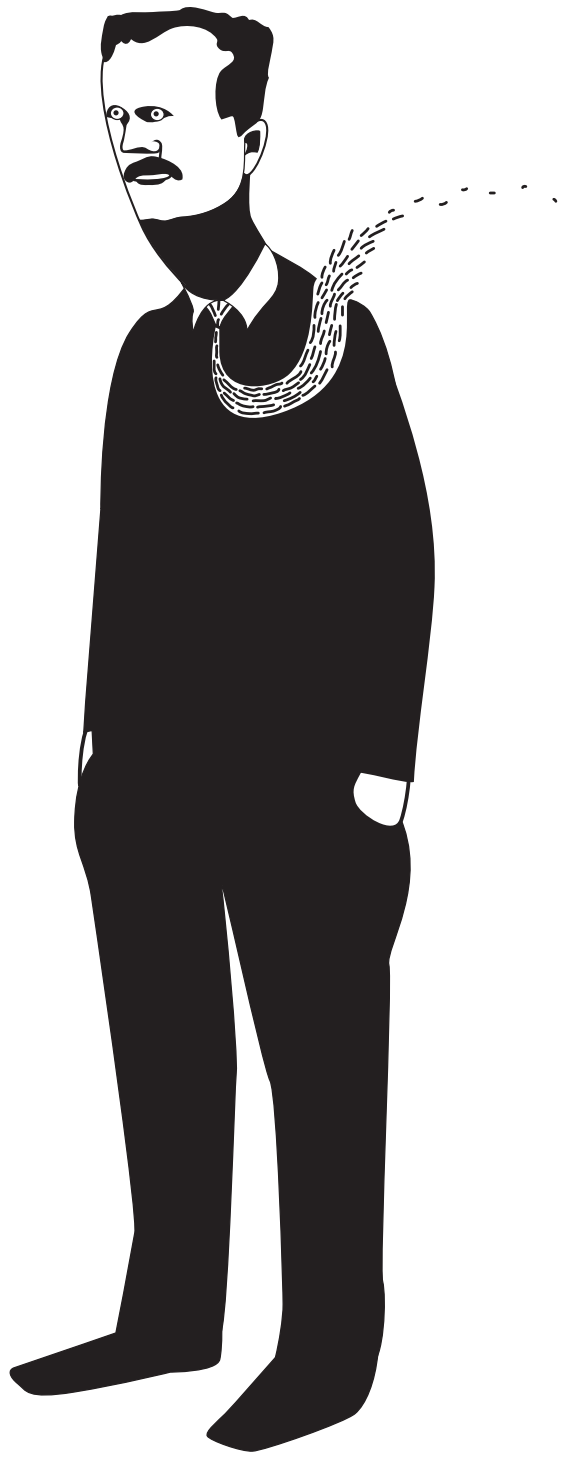


ILLUSTRATION : CLÉMENT DE GAULEJAC

Les idéologies du nationalisme arabe n'ont pas beaucoup de succès présentement. La seule idéologie encore valable dans la symbolique populaire des pays arabes ou de la majorité de la population vivant dans ces pays, c'est l'islam

Patrice Brodeur
titulaire de la Chaire du Canada en Islam, Pluralisme et Globalisation

Parmi ceux qui souhaitent une certaine démocratisation, on retrouve une lignée de politiciens aux idéologies plus occidentales, qui demandent une plus grande laïcité, et ceux qui cherchent à utiliser la démocratie pour accéder au pouvoir. S'il y a une démocratie et de vraies élections – une personne égale un vote – les sunnites pourraient l'emporter haut la main et l'État pourrait se tourner vers l'islam.

De plus, une vague de leaders d'une nouvelle génération s'impose tranquillement dans des pays comme la Syrie, la Jordanie ou le Maroc. *« Avec les nouvelles technologies, on ne peut plus maintenir le contrôle étatique comme avant la révolution Internet. L'État doit donc être plus flexible dans la gestion des libertés individuelles »*, précise M. Brodeur. tre plus flexible, c'est ce que Bachar tente de faire depuis sa prise de pouvoir. Il essaie d'ouvrir le dialogue avec les FM. Il en a d'ailleurs relâché plusieurs, qui étaient prisonniers ; il a donné le droit aux militaires de prier lorsqu'ils sont en service ; il a officialisé le droit de porter le hijab dans les écoles et on ne parle plus de vouloir laïciser les lois relatives à la famille telles les lois du divorce, du mariage ou de l'héritage, qui reviennent à la religion du principal intéressé. Donc, un catholique se fait juger selon ses croyances religieuses, tout comme un juif, un musulman sunnite ou chiite.

Même si le parti Baas se veut fermement laïc, beaucoup de Syriens rêvent d'un ou des États islamiques. Ils estiment que c'est une façon d'arriver à gérer plus justement les dimensions politiques de leur État. Patrice Brodeur maintient que les idéologies plus socialistes du parti Baas – ou plus libérales, comme en Turquie – n'ont pas réussi à convaincre la majeure partie de la population. Pour lui, de la même façon que le courant chrétien-démocrate subsiste en Occident – même si c'est souvent plutôt rhétorique – et obtient des résultats très positifs, il ne voit pas pourquoi ce ne serait pas possible dans le monde arabe.

Entre 10 000 et 25 000 personnes, des Frères Musulmans et des civils, furent tuées. Puis le gouvernement a terré l'affaire. C'était un sujet clos !

Line Khatib
étudiante au doctorat en science politique à l'Université McGill

NAISSANCE DU PARTI BAAS

Le parti Baas (Baath, Ba'as ou Ba'ath) est fondé en 1947 par Michel Aflak (chrétien) et Salah al-Din al-Bitar (Sunnite). Il est créé sous l'impulsion de ces deux idéologues syriens qui cherchaient un moyen d'exprimer à la fois « arabité » et pas nécessairement une allégeance à l'islam. Quoique ayant la même origine, le parti Baas irakien s'est vite détaché du parti syrien, car les deux pays se disputaient le contrôle de grande puissance régionale. Ils partagent toutefois les même principes fondamentaux : le socialisme, le laïcisme et l'arabisme

_QLvol14no3.qxd 9/26/06 7:23 PM Page 21

Daniel Soulières

25 ANS DE DANSE CONTEMPORAINE

Fondateur et directeur artistique de Danse-Cité, Daniel Soulières célèbre cette saison les 25 ans d'une compagnie bien particulière. Elle n'accouche pas de son propre travail, mais soutient celui d'autres – danseurs et chorégraphes de la relève – jusqu'à leur naissance. Regard d'un sage-homme sur un quart de siècle de danse contemporaine.

Propos recueillis par

Julie DELPORTE

Quartier Libre : Comment fonctionne concrètement Danse-Cité ?

Daniel Soulières : Depuis sa création en 1982, Danse-Cité n'est pas une compagnie ordinaire. En danse, voici la façon habituelle de fonctionner : un chorégraphe cherche ses danseurs et développe son langage chorégraphique. Moi, j'ai cessé de chorégraphier petit à petit devant la somme de travail que me demande la direction artistique. En fait, nous accompagnons des interprètes et chorégraphes que nous choisissons. Je ne suis pas un diffuseur : je n'accepte jamais de produits finis, mais j'embarque dans la création. Danse-Cité est une équipe mise à la disposition des artistes.

Q. L. : Est-ce que vous encadrez n'importe quel artiste ?

D. S. : Nous encadrons des interprètes et des chorégraphes émergents, qui ont déjà fait plusieurs pièces, mais qui ne sont pas encore reconnus comme des compagnies de haut fonctionnement. Quand le chorégraphe est devenu une structure autonome, il n'a plus besoin de Danse-Cité, il peut voler de ses propres ailes. L'idée, c'est de lui apporter assistance pour qu'il soit libéré des tâches administratives et se consacre à sa création. On fonctionne en coproduction avec l'artiste. Dès le début, l'équipe de Danse-Cité l'aide à faire des demandes de bourses. Par la suite, nous l'encadrons pendant les répétitions, et nous sommes présents jusqu'à la dernière représentation sur scène.

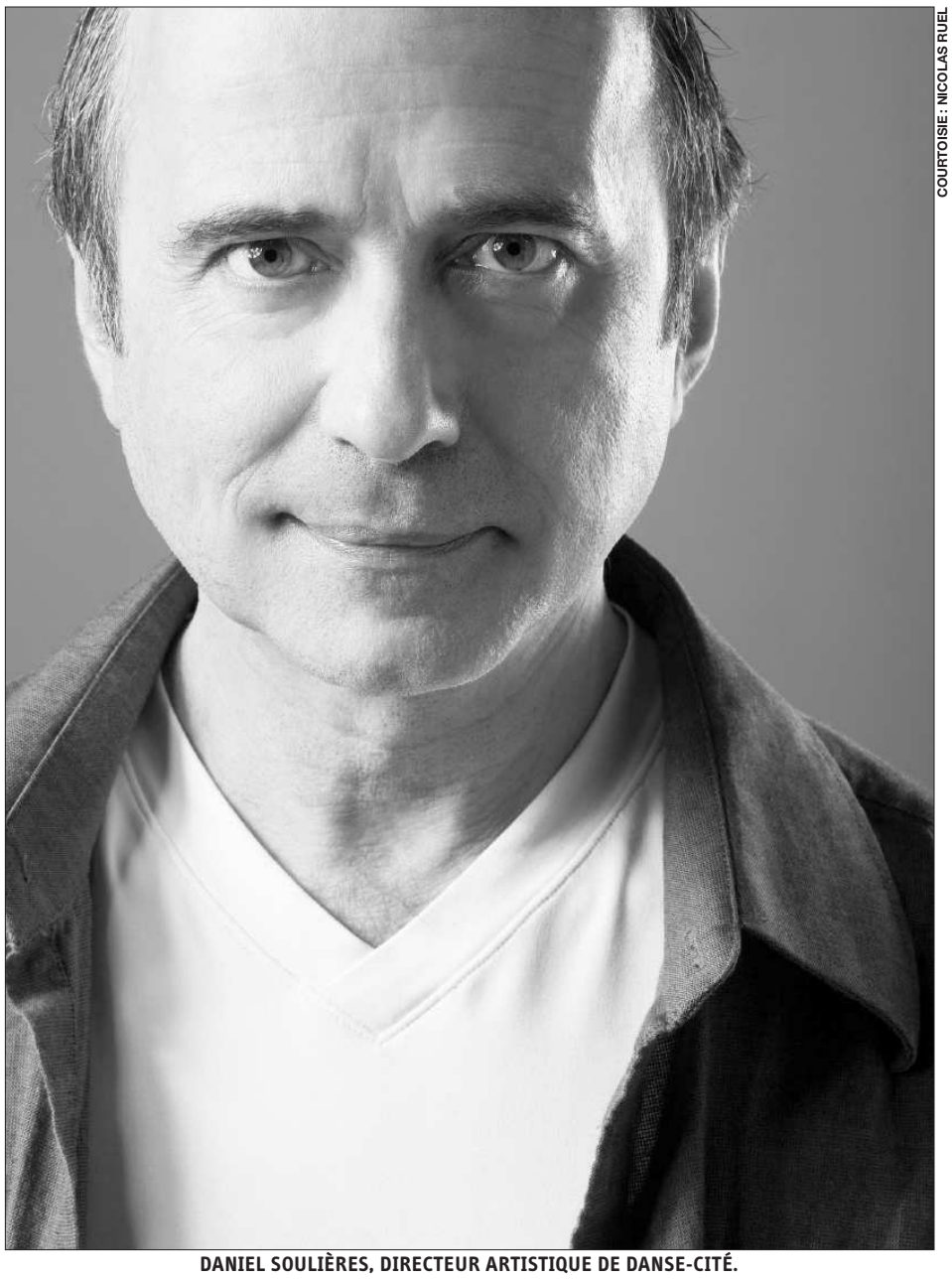
Q. L. : Dans les missions et objectifs de Danse-Cité, on remarque la présence du mot public. Est-ce que vous avez une démarche pour amener de nouveaux spectateurs vers la danse contemporaine ?

D. S. : Il va de soi que danser se fait devant des yeux, et ces yeux sont très importants. Mais avant toute chose, je tiens à dire que la démarche d'un artiste n'est pas de donner au public ce qu'il veut, mais de se creuser et de se torturer l'esprit pour aboutir à une œuvre qui doit être communiquée. Et cet acte de communication est très important, d'où la place que je lui accorde au sein de Danse-Cité.

Depuis 1996, chaque création est accompagnée d'une répétition publique la semaine qui précède les représentations, à la Maison de la culture du Plateau Mont-Royal. C'est toujours plein. Ensuite, pendant les deux semaines de représentations, on a deux « jeudis causeries » où le public peut rester après le spectacle pour dire s'il a aimé ou non, et pourquoi.

Q. L. : Est-ce que votre public vient essentiellement du milieu de la danse ?

D. S. : Il y a beaucoup de personnes du milieu de la danse, c'est sûr, mais il y a aussi des gens de théâtre, d'art visuel, de musique… Pour le grand public, le problème, c'est que plusieurs pensent que toute la danse contemporaine est pareille. Mais il y a autant de démarches différentes que d'artistes, et on peut y trouver son compte comme au cinéma ou dans la littérature. On peut détester un film sans pour autant dire que l'on n'aime pas le cinéma. Je définis notre produit comme de la danse d'auteur. Et nos cinq productions de cette année sont cinq façons de voir la danse contemporaine. Je dis toujours : vous pouvez ne pas aimer l'écriture chorégraphique de tel chorégraphe, et adorer celle d'un autre. Mais pour cela, il faut se déplacer, s'informer et voir.



COURTOISIE : NICOLAS RUEL

DANIEL SOULIÈRES, DIRECTEUR ARTISTIQUE DE DANSE-CITÉ.

Q. L. : Vous avez vu 25 ans de danse contemporaine évoluer à Montréal, et même plus avant que Danse-Cité n'existe. Qu'est-ce qui a changé au niveau des thèmes et des techniques ?

D. S. : En fait, il y a des cycles. Au début des années 1980, on parlait de danse-théâtre. Éventuellement, on a arrêté d'en parler pour revenir à une danse plus physique. Et puis à présent, il y a de nouveau beaucoup de danse-théâtre… Aujourd'hui, l'hybridité et les dialogues entre les différentes disciplines artistiques sont omniprésents. Beaucoup de nouveaux médias s'intéressent à la danse. Pratiquement chacun des spectacles possède sa vidéo. Moi, j'ai mis sur pied une formule appelée *Traces hors sentiers*, où je donne la possibilité à des gens qui ne sont pas chorégraphes mais qui gravitent autour du milieu –des compositeurs de musique ou des scénographes – d'être responsables du contenu d'un spectacle. C'est important d'aller chercher des questionnements ailleurs que dans sa propre discipline, pour les appliquer ensuite à sa propre discipline. J'avais déjà cette attitude il y a 25 ans, elle n'a pas changé. Elle s'accentue.

Mais j'ajouterais qu'en 1975, 1982 ou 2006, c'est toujours la même chose : la danse contemporaine regarde vers le futur et non pas vers des styles du passé qui marchent. Il y a une attitude de recherche. Elle est influencée par les avenues temporelles que sont les modes comme la danse-théâtre, la danse performative, etc. Mais ces modes sont des emballages… Ce qui prime et que l'on cible, c'est le contenu.

Q. L. : En ce qui concerne le nombre de gens qui se déplacent et les financements publics ou privés accordés, cela a-t-il évolué en 25 ans ?

D. S. : C'est complexe… On a tellement crié que l'on n'était pas assez soutenu – et on ne l'est toujours pas – que cela n'a plus d'incidence de le dire. On reste l'art de la scène le moins soutenu par les subventions publiques. On devrait avoir un rattrapage historique, car la danse contemporaine est la dernière des disciplines qui a été subventionnée, mais cela n'a pas vraiment eu d'écho encore. Et c'est d'autant plus urgent que chaque année sortent à Montréal des finissants que le milieu professionnel n'est pas capable d'absorber.

Les financements privés sont peu présents, parce que l'on n'attire pas autant de public que d'autres manifestations artistiques. Ceci dit, Danse-Cité a des gens du privé qui la suivent. Mais ce n'est pas suffisant pour la qualité et le bien-être dans lesquels on devrait pouvoir œuvrer.

Quant au public, il se déplace davantage qu'il y a 20 ans. D'autant plus que durant les temps chauds de la saison, il peut y avoir quatre spectacles de danse contemporaine en même temps. Certains disent que c'est peut-être trop, mais pour moi, non. Plus on peut offrir notre culture de danse, mieux c'est pour la danse et son évolution.

Q. L. : Est-ce qu'il y a une spécificité de la danse montréalaise ou québécoise, par rapport aux autres pays ?

D. S. : C'était beaucoup plus clair il y a 25 ans, car on subissait moins d'influences et on étaient moins nombreux. Mais on a accueilli beaucoup de danseurs étrangers. Et aujourd'hui, des gens de toutes cultures dansent à Montréal.

Q. L. : La place de Montréal est-elle importante dans la danse contemporaine mondiale ?

D. S. : Oui, Montréal reste un centre actif. Dans les années 1980, on étaient davantage appelés à danser en Europe. Cela a créé beaucoup d'échanges et de stimulations. On aurait pu penser que Montréal allait devenir une école de création. Finalement, elle est devenue un lieu où l'on fait énormément de création. On ne peut pas dire que Montréal ait son type de danse, comme au Japon il y a le Butô, mais c'est une ville qui est en effervescence et il faut se battre pour que cela reste ainsi, car ce n'est pas évident que cela va rester ainsi.

Q. L. : Quels sont les objectifs et les changements futurs pour Danse-Cité ?

D. S. : Je voudrais augmenter notre diffusion de façon précise. L'année dernière, on a invité trois interprètes de Vancouver à danser pour quatre chorégraphes québécois, et cette année on a des danseurs de Toronto (*Bas reliefs, Traces-interprètes de Marie-Josée Chartier*). Le spectacle avec les danseurs de Vancouver a été créé à Danse-Cité à Montréal, mais il a été repris à Vancouver. Le spectacle Toronto-Montréal va aussi être repris à travers le Canada. Et c'est ce que je veux tenter de faire avec l'Europe. Prendre un chorégraphe Belge par exemple, l'amener à créer une pièce ici, qui tournerait ensuite en Belgique.

Q. L. : Il y aura cette année une exposition intitulée 25 x 25 qui retrace les 25 ans de Danse-Cité…

D. S. : Mais on n'y retrouvera pas toutes les productions. Danse-Cité compte environ 90 productions et plus de 200 créations à l'intérieur de ces productions. On a donc dû faire des choix sur les œuvres représentées. L'exposition va aussi expliquer qui l'on est et quels sont nos mandats.

La saison des 25 ans de Danse-Cité démarre le mercredi 27 septembre avec le Projet Roy à l'Usine C. Toute la programmation : www.danse-cite.org.

_QLvol14no3.qxd 9/26/06 7:23 PM Page 22

Patrick Watson

EN SUPPLÉMENTAIRE MON CHER WATSON

Le vidéoclip de leur chanson *Drifter* tourne sur les ondes de *Much Music*. Leur son est à la fois acoustique et électronique, mature et accessible. Bref, les conditions semblent réunies pour qu'avec leur nouvel album *Close to Paradise*, la formation Patrick Watson connaisse un succès à la mesure de son talent. Portrait d'un groupe sur la pente ascendante.

Nicolas PARADIS

PHOTO: NICOLAS PARADIS

SIMON ANGELL, PATRICK WATSON, MISHKA STEIN ET ROBBIE KUSTE.

En plus du chanteur et pianiste montréalais Patrick Watson, le groupe est composé de Simon Angell aux guitares, Robbie Kuster à la batterie, et Mishka Stein à la basse, tous multi-instrumentalistes.

Oui, il s'agit bel et bien d'un groupe et, si certains se demandent pourquoi ils ont adopté le nom d'un seul des membres, les réponses varient… « *En fait, il nous paie pour apposer son nom sur tout ça* », plaisante Robbie Kuster. Ce à quoi Patrick s'empresse de rétorquer que c'est parce qu'il doit faire tout le travail lui-même étant donné qu'aucun des musiciens ne sait vraiment ce qu'il fait. « *Je dois vraiment tout leur montrer* », dit-il en riant, avant de conclure qu' « *ils sont là juste parce qu'ils attirent les belles filles.* »

La complicité entre les membres du groupe est évidente et les disputes simulées entre Patrick et Robbie ou Mishka révèlent au contraire l'amitié et l'intimité qu'ils partagent. Même s'ils jouent ensemble depuis « *six ou sept ans* », ce n'est qu'en 2004, grâce à une bourse lui permettant de passer un mois à New-York, que le groupe a pris sa forme actuelle et que la composition de son plus récent album a commencé.

UN TRAVAIL COLLECTIF

Après la sortie quelque peu confidentielle de *Just Another Ordinary Day* en 2003, leur deuxième album, intitulé *Close to Paradise*, se veut un travail davantage collectif. « *L'album précédent, on l'a fait ensemble, mais c'était différent parce que c'était les compositions de Pat* », explique Simon Angell. Le groupe se partageait ensuite la scène lors des représentations. Cette fois, le processus créatif est partagé, les paroles arrivant parfois après la musique, ou vice-versa, et chaque musicien ayant voix au chapitre. « *Si quelqu'un n'aime pas, mais vraiment pas quelque chose, et bien alors ce n'est pas retenu* », dit Patrick Watson. Quoique le son soit somme toute homogène, les rythmes sont plutôt éclectiques, parfois mélodieux, parfois plus rock ou alors aux influences carrément folk. « *L'album a été composé un peu comme un voyage* », raconte Patrick. Des pièces étaient déjà travaillées en 2004 et la touche finale n'a été donnée qu'au mois de juin cette année.

Les membres du groupe éprouvent une réelle réticence à se reconnaître des influences chez des artistes contemporains. Ne leur offrez pas de comparaisons avec les Radiohead ou Coldplay de ce monde, elles seront rejetées du revers de la main ; « *c'est seulement parce que je chante haut et que je joue du piano* », insiste Patrick Watson. « *C'est évident qu'il y a des influences* », ajoute Mishka Stein, au sujet de *Close to Paradise*. « *Mais pour cet album, c'est surtout les gens que nous avons rencontrés et les endroits que nous avons visités au cours des derniers trois, quatre ans.* » Et Patrick de conclure que toutes leurs histoires ont leur propre son. La délicieuse *Storm,* aux accents de Johnny Cash, a effectivement été enregistrée à la campagne. Mais « *on ne va pas se donner un style juste pour se donner un style* », assure-t-il.

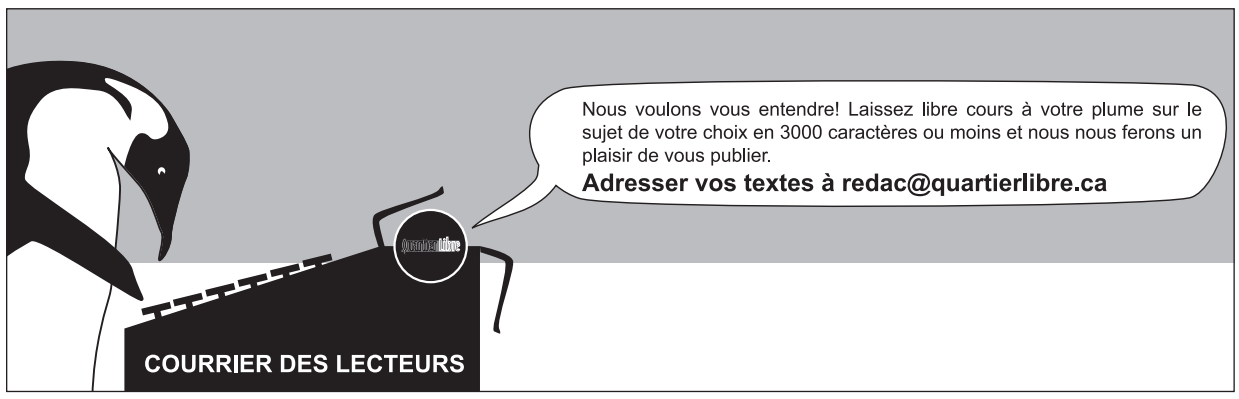
EN PREMIÈRE PARTIE DE JAMES BROWN

Ce n'est peut-être que leur deuxième album, mais les membres du groupe ont quand même acquis leurs lettres de noblesse sur scène, ouvrant quelques spectacles pour nul autre que James Brown. « *Il volait* le show *tous les soirs !* » s'exclame Simon Angell en riant. Et Mishka d'ajouter : « *C'est le genre d'expérience où, si tu ne savais pas trop pourquoi tu faisais ce boulot avant, eh bien, c'est coulé dans le béton après ça et tu es fier de faire ce que tu fais, de faire de la musique.* » Plus récemment, le groupe partageait la scène de la Société des arts technologiques avec Lhassa de Sela, dans le cadre d'un concert bénéfice au profit de la Croix-Rouge pour aider les victimes de la guerre au Liban. L'événement multidisciplinaire incluait également l'exposition d'œuvres de Brigitte Henry, qui collabore étroitement avec le band, qui est en charge de l'esthétique et qui a réalisé la vidéo de la chanson *Drifters*. « *C'est elle le cinquième membre du groupe* », blague le chanteur, en référence aux Beatles.

> **Je dois vraiment tout leur montrer, ils sont là juste parce qu'ils attirent les belles filles**
>
> **Patrick Watson**

Après le lancement de leur album le 26 septembre au Lion d'Or, Patrick Watson se produira en spectacle en Ontario, avant de revenir faire un tour dans le cadre du festival Pop Montréal du 4 au 8 octobre prochains. La rumeur veut qu'ils partageront alors à nouveau la scène, cette fois avec plusieurs invités surprises, dans le cadre de sessions de musique improvisée. Ce, tard dans la nuit, et jusqu'aux petites heures du matin. Avis aux intéressés… « *Et ce n'est que le début*, assure Patrick en guise de conclusion. *Il y a encore beaucoup de musique à venir.* »

Patrick Watson, Close to Paradise (Secret City/Fusion III).



Nous pouvons vous aider à démarrer votre carrière artistique

AFFAIRES D'ART
Organisme de développement en gestion de carrière artistique

-Plan de carrière
-Dossier d'artiste
-Projets artistiques
-Mise en marché
-Dossier promotionnel

3290A St-Antoine O. Montréal, QC H4C 1A7 www.affairesdart.org T. 514.543.7371

_QLvol14no3.qxd 9/26/06 7:23 PM Page 23

Chronique animée

QUATRE FOIS PLUTÔT QU'UNE

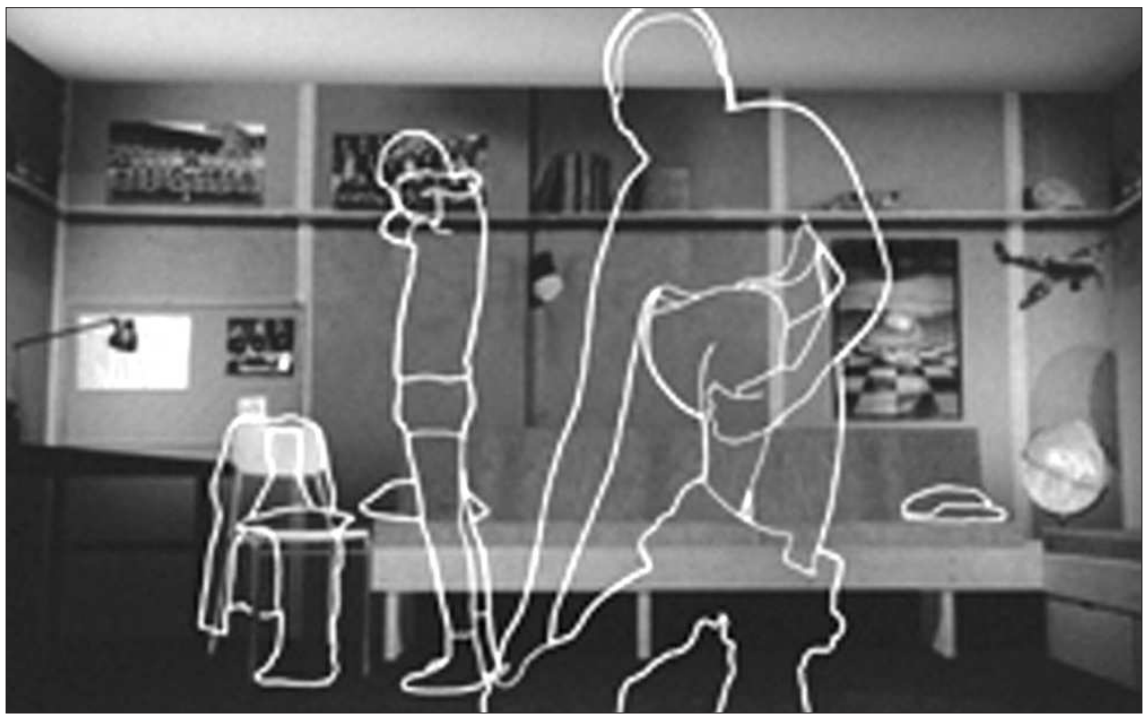
Polyphonie et richesse visuelle pour le nouveau film de Jonas Odell, court-métrage hybride et puissant sur les premières expériences sexuelles de quatre protagonistes.

Félix DUFOUR-LAPERRIÈRE

Envoyé spécial au Festival international d'animation Ottawa

Quatre fois plutôt qu'une, et rien ne sera plus pareil. *Never like the first time*, plus récent court-métrage de Jonas Odell, restera certainement un moment fort de la dernière édition du Festival international d'animation Ottawa. Quatre courts récits, quatre protagonistes et autant de virginités perdues se déploient dans ce film bigarré et polyphonique. Quatre sketches, construits à partir d'entrevues réalisées il y a quelques années et dans lesquelles plusieurs personnes racontent leur première relation sexuelle. Cette toute première fois qui sera, dépendamment du narrateur, un terreau de tendresse, d'humour, de violence ou, tout simplement, de banalité.

Avec ce film choral où les diverses voix se succèdent, où les approches visuelles varient et s'adaptent aux propos des personnages, Jonas Odell offre non seulement un exercice de style maîtrisé et hybride, à cheval sur les frontières de l'animation, de la prise de vue réelle et de la démarche documentaire, mais également une réflexion touchante sur les premières expériences intimes. Fragilité, maladresse et quiproquos, naïveté, rudesse ou romantisme se relaient pour finalement offrir, en chœur, un aperçu de ce qu'entraîne nos balbutiements érotiques.



EXTRAIT DU FILM *NEVER LIKE THE FIRST TIME.*

Primé à de nombreuses occasions, succès critique et public, ce film de quinze minutes puise beaucoup dans les courants dominants du graphisme contemporain, où l'ordinateur occupe une place privilégiée. Collage, utilisation de typographies, d'imageries anciennes et références assumées à la culture populaire se mélangent aux techniques d'animation variées, allant du dessin animé à la rotoscopie (procédé qui consiste à utiliser une scène tournée en prise de vue réelle comme source de l'animation, souvent en vue d'atteindre réalisme et fluidité du mouvement).

Particulièrement efficace, la troisième partie, avec son esthétique rugueuse et hachurée, son rythme enlevant et son récit saisissant, se révèle un excellent exemple d'une forme riche mise au service d'un contenu puissant. Si les quatre portions du film mettent de l'avant un processus et un traitement cinématographiques différents, celle-ci demeure la plus marquante et réussie. Une jeune fille y perd sa virginité dans l'obscurité d'un appartement inconnu, entre bières vides, mégots, adolescence fragile et âge adulte retardé.

Odell, né en 1962 à Stockholm, Suède, est une figure reconnue du milieu de l'animation. En plus de nombreuses publicités et courts-métrages, dont le remarqué «Revolver» (1993), il réalise plusieurs vidéoclips, entre autres pour la fameuse «Take me out» de Franz Ferdinand. Filmtecknarna (www.filmtecknarna.se), la compagnie de production qu'il a cofondé en 1981, présente un catalogue diversifié de courts-métrages, de publicités et de vidéoclips et semble se tailler une place de choix dans les milieux culturels, artistiques et commerciaux du cinéma d'animation. Revolver sera présenté le jeudi 2 novembre, à la Cinémathèque Québécoise, dans le cadre d'un programme de courts-métrages d'animation.

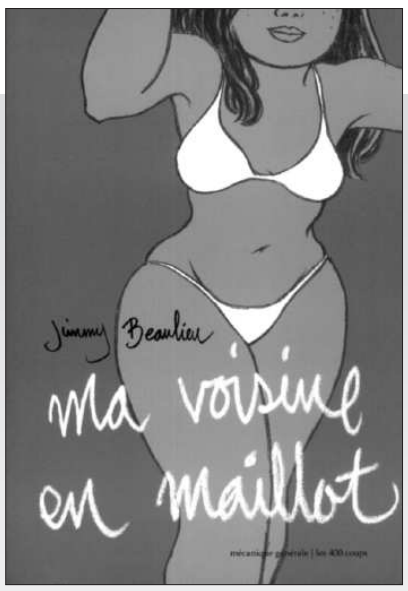
Jonas Odell offre non seulement un exercice de style maîtrisé et hybride, à cheval sur les frontières de l'animation, de la prise de vue réelle et de la démarche documentaire, mais également une réflexion touchante sur les premières expériences intimes

---

Chronique BD

EN PETITE TENUE DE PRÉFÉRENCE

Julie DELPORTE



Il y aurait l'écrivain, et la voisine – en petite tenue de préférence. Elle serait la charmante fille aux larges hanches que l'on rêve de séduire, il serait le gars sympa à la coupe ringarde qu'on pourrait bien rencontrer. Nature, maladroits, comiques et un peu artistes, ils seraient si typiquement montréalais qu'ils en resteraient anonymes.

Il y aurait aussi la copine de la voisine qui préfère les filles, et son fils Kenneth, qui braille beaucoup et est accro aux jeux vidéo. Il y aurait les parents qui appellent et qui s'inquiètent, le chat qui est malade, la piscine pendant l'été et les saisons qui défilent… Un jour, il y aurait une panne d'électricité, une rencontre et une histoire d'amour. Entre voisins.

Comment Jimmy Beaulieu fait-il pour raconter des histoires aussi banales et pourtant touchantes ? Pour transporter les clichés citadins au rang des petites œuvres sensibles et contemporaines ? Si vous le croisez un jour à Montréal, cuisinez-le pour obtenir la recette. Peut-être son mystère s'habille-t-il de coups de crayons papiers, plus ou moins gras, dont Jimmy ne gomme jamais les premiers traits, laissant ainsi croire que l'on lit directement dans son carnet de croquis. Peut-être s'agit-il des frimousses féminines et malicieuses pour lesquelles le dessinateur de *-22ºC* et de *Le moral des troupes* est bien connu… des taches de rousseur de la voisine qui – en maillot ou pas – en ferait chavirer plus d'un.

Jimmy Beaulieu est un obsédé romantique. Il ne se fatigue toujours pas de crayonner les corps peu vêtus – voire pas du tout vêtus – que les températures de juillet rendent frénétiques et que, plus tard, la neige pousse à se réchauffer. Pour ne rien gâcher, il dessine cela avec la dose de tout ce qu'il faut pour trouver un fragile et vacillant équilibre entre le mièvre et le graveleux.

Habitué à dénuder sa vie au grand jour, comme dans *Résine de synthèse*, Jimmy Beaulieu signe avec *Ma voisine en maillot* une de ses premières réalisations fictives. Enfin presque : il n'a pu s'empêcher d'ajouter une postface – autobiographique – qui raconte la genèse de l'album. Et comme Jimmy est généreux – et passionné de musique – il a aussi écrit un préambule : une sélection précise de pièces à faire jouer pendant la lecture de son album, de Bacharach à The Jam, qu'il faut *« commencer en sourdine »*. Quant au personnage principal, que l'on imagine une sorte d'alter ego de Jimmy, il ne tombera amoureux de sa belle et brune voisine qu'après avoir méticuleusement inspecté sa discothèque. *« Allons-y pour le test ultime »* : Elliott Smith, Joy Division, Sonic Youth… C'est parfait.

Peut-on être objectif devant cet album lorsqu'on est célibataire ? Il n'y a vraiment rien d'extraordinaire dans ce que nous dessine là Jimmy Beaulieu. *Ma voisine en maillot* est simplement un rêve – dont l'auteur prévoit écrire la suite – que l'on fait chaque fois que la solitude nous pèse.

Ma voisine en maillot, *Jimmy Beaulieu, aux Éditions mécanique générale, Les 400 Coups.*

_QLvol14no3.qxd 9/26/06 7:23 PM Page 24

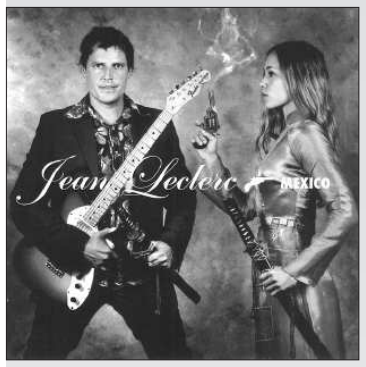
Chronique CD

JEAN LECLERC

Mexico

(Roi ponpon)
Genre : Rock francophone

Carol LEWISS



En ouvrant la pochette de *Mexico*, la toute nouvelle parution de Jean Leclerc alias John the Wolf, alias Jean Leloup, alias Deadwolf, on peut lire l'épitaphe suivante : *« Et je perdrai ces souvenirs. Et je retrouverai ce sourire »*. Ainsi l'avait promis l'auteur-compositeur, et ceux qui suivent le moindrement l'actualité musicale le savent fort bien : Jean Leloup est mort. Leclerc l'a réexpliqué – pas plus tard que le dimanche 17 septembre – le poids de ses succès commençait à lui peser. Exit Leloup. Alors qu'est-ce que Jean Leclerc nous offre ? Eh bien, disons-le franchement, c'est là un album qui demande à être apprivoisé. Les fans de Leloup ne retrouveront pas ici ses mélodies rassurantes (sauf peut-être sur *Tangerine* et *Cowboy Groove*). Le produit navigue entre le *spoken word* américain, où les grattements de guitare en arrière-plan sont purement facultatifs, et les nombreuses improvisations de Leclerc, sur lesquelles les paroles sont pratiquement inexistantes.

L'album est fait pour être pris comme un tout, avec les mêmes paroles qui se répètent encore et encore de chanson en chanson. Par exemple, Leclerc chante *« Personne ne se souvient d'où est ma tombe, personne ne se souvient de mon inscription / Et tandis que les feuilles d'automne tombent, personne ne se souvient de mon nom »* sur les pièces *Personne II* (où un mort dans son cercueil se lamente de n'avoir de visiteur), et encore sur *Tangerine* (probablement la plus accessible de l'album).

C'est d'ailleurs le dernier choc, même après plusieurs écoutes : la désolation du propos. Sous des rythmes qui n'ont rien de désolant à la base, les paroles sont franchement macabres, traitant de cadavres, de squelettes, de mort, d'assassinats, de perte de membres, etc.

Pour les inconditionnels seulement.

LES GEORGES LENINGRAD

Sangue Puro

(Dare to Care)
Genre : Expérimental

Carol LEWISS

C'est un album assez court – à peine plus de 40 minutes et seulement dix morceaux au total – que nous offrent ici Les Georges Leningrad. Entre deux ou trois explorations instrumentales de six, sept, voire dix minutes (*The Future for Less*), et les rythmes tribaux apprêtés à la sauce électronique (par exemple, l'étrange chose qu'est *Lonely Lonely*), l'album *Sangue Puro* offre grosso modo la même recette psychédélique punk, électro disjoncté à laquelle la formation nous avait habitués.

Quelques pièces comme *Scissorhands* permettent aux connaisseurs de s'immerger de nouveau dans l'univers sonore si particulier des Georges. Il s'agit toutefois d'une infime partie de l'album, album qui représente un effort colossal de la part de Bobo (percussions), Mingo (synthétiseurs) et Poney (voix) afin de repousser les frontières qu'ils avaient eux-mêmes défrichées sur leur dernier album *Sur les traces de Black Eskimo*.

Dans cette jungle musicale, on déplore tout de même que les rythmes plus dansants soient en voie d'extinction – *Mammal Beats*, avec ses cris d'éléphant et ses rugissements de lion étant peut-être la meilleure exception. Les critiques n'en disent que du bien, alors on se voit mal les contredire tous… Mais il faudra sans doute voir la formation sur scène pour apprécier son génie et sa folie à leur juste valeur.

Pour ceux et celles qui veulent encore repousser les limites de leur collection de disques (ou faire peur à leurs parents).

TV ON THE RADIO

Return to Cookie Mountain

(Interscope)
Genre : Rock moderne

Jean-François RIOUX

Le groupe de Brooklyn revient en force avec un nouvel album mélangeant, encore une fois, une multitude de styles et d'atmosphères. *Return to Cookie Mountain* passe d'un rock éclaté avec ambiances psychédéliques à un électro-rock aux influences post-punk, voire même musique du monde… Les échantillonnages de la pièce inaugurale *I was a Lover* ainsi que les rythmes de batterie laissent pratiquement croire à un album hip-hop. Les voix aérées de Kyp Malone et Tunde Adebimpe passent comme des coups de vent dans nos oreilles, voix qui ne sont pas sans rappeler des airs de vieille musique soul. La qualité sonore fort impressionnante du plus récent disque de TV On The Radio se rapproche quelque peu de celle du dernier album de Broken Social Scene : par moments, on a une vague impression que le disque compact est trop rempli tant il contient de son et de matériel. Une écoute de *Return to Cookie Mountain* dans un système de son haute-fidélité donne par moments des frissons.

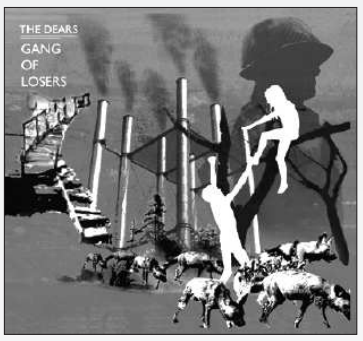
Les mélodies et la musique un peu progressive de TV On The Radio vont dans une direction semblable à celles des Gallois Super Furry Animals, le principal groupe qui vient en tête lors de l'écoute de l' album des New-Yorkais. Le groupe s'est même payé un invité très spécial sur le morceau *Province* en la personne de David Bowie qui, malgré l'excellent morceau, ne prend pas vraiment beaucoup de place. La touche humoristique du titre de l'album, *Return to Cookie Mountain*, ne laisse pas trop de traces dans la musique de TV On The Radio. L'appréciation devient plus grande à chaque écoute et le groupe peut même compter un nouveau *fan* dans ses rangs.

THE DEARS

Gang of Losers

(MapleMusic)
Genre : Pop romantique

Jean-François RIOUX



La formation montréalaise The Dears compte maintenant une dizaine d'années de bagage musical, après des débuts raboteux. Malgré les hauts et les bas, la troupe du chanteur Murray Lightburn n'a jamais laissé tomber, et a finalement obtenu un succès fort raisonnable au Canada, remplissant des salles de concert telles que le Spectrum de Montréal – qui peuvent contenir approximativement 2000 personnes – ainsi que de respectables salles en Angleterre et dans d'autres pays européens. Reconnu pour sa prétention et son syndrome de dieu, Murray Lightburn se sent sûrement plus à l'aise avec ses *fans* britanniques qui adulent depuis fort longtemps les personnages avec ce genre de charisme, tels que Morrisey ou encore les frères Gallagher de Oasis, pour ne nommer que ceux-ci. Pour faire plaisir à ses admirateurs du Royaume-Uni, le groupe a d'ailleurs fait paraître là-bas un album limité sous forme de livre fort joli.

La musique du jeune groupe est toujours comparable à celle des Smiths et Pulp. Par contre, cette fois-ci, les orchestrations sont moins présentes – voire pas du tout présentes – ce qui donne une version plus honnête et franche de ce qu'est en vérité The Dears. La qualité des compositions est plus sympathique, moins arrogante, et la voix ne prend pas trop de place comme sur certains des disques précédents. Le côté crooner de Lightburn se fait plus discret et laisse ainsi davantage de place au rock et aux textures des chansons. Les deux premières écoutes nous laissent un peu sur notre appétit, mais tranquillement, l'on peut franchir les étapes du rejet franc de ce groupe et arriver à apprécier *Gang of Losers*. Sans en être épaté pour autant.

MAGNETA LANE

Dancing with Daggers

(Paper Bag)
Genre : Rock alternatif

Jean-François RIOUX

Il aura fallu deux ans avant que le très jeune trio féminin de Toronto donne suite à son excellent mini-album *The Constant Lover,* qui ne comprenait que six pièces un peu plus rudimentaires que celles offertes sur *Dancing with Daggers*. Magneta Lane prend ses influences chez des formations telles qu'Interpol, Hole, L7 et le groupe canadien The Organs, qui est le plus reconnaissable du lot. Le talent est palpable, mais tout de même limité : les morceaux se ressemblent énormément et les clichés s'imprègnent naïvement malgré l'excellente production de MSTRKRFT. Le résultat studio fait que Magneta Lane est une formation resplendissante de promesses, resplendissante comme la photo de la couverture, ou encore comme la musique en studio où les idées naissent plus facilement qu'en concert. Le groupe n'a pas autant de qualité sonore en concert : les pièces rock gardent la même énergie, mais on voit rapidement que les jeunes filles ne maîtrisent pas encore leur art comme des musiciens comptant des années d'expérience. La voix de la chanteuse est mature, agréable et plutôt garce que sexy. Un groupe qui saura mûrir avec l'âge, mais qui a encore des croûtes à manger.

Chronique Lecture

IMPUDIQUE FICTION

Marie-Michèle GIGUÈRE

Avec *Alia*, l'auteure québécoise Mélikah Abdelmoumen, à qui l'on doit notamment *Le dégoût du bonheur*, propose un quatrième roman où elle met de côté l'autofiction, sans pourtant délaisser son sens de l'autodérision.

Le prologue nous fait découvrir la narratrice, Alia Ben Fasser, engagée dans d'étranges préliminaires avec un certain Henri M. Dolbeic. Préliminaires qui prendront abruptement fin lorsque ce dernier prononcera l'étonnant *Je suis ton frère, Alia*. Cette prémisse saugrenue – qui évoque les pires programmations télévisées d'après-midi – donne le ton au roman : sarcasmes, autodérision, et une invraisemblable histoire de famille, qu'on prend plaisir à trouver fantasque. Un roman à lire d'un seul souffle, question de faire taire cette petite voix, un peu snob sans doute, qui s'insurge parfois contre le plaisir – facile ? – de se laisser porter par cette lecture.

Bien qu'*Alia* ne soit pas une œuvre d'autofiction, cette dernière constitue un pilier de l'histoire, puisque la narratrice est l'auteure de romans d'autofiction qui ont fait scandale. En effet, Alia Ben Fasser s'est vu traîner en justice par ses parents à la suite de la publication des deux tomes des *Autofragmentations*, où elle relatait *«le récit de toutes les horreurs [qu'elle a] endurées, pour montrer combien il est incroyable [qu'elle ait] réussi à devenir ce [qu'elle est]»*. C'est précisément ce roman qui – croit-on d'abord – a poussé le célèbre artiste français Henri M. Dolbeic à harceler Alia jusqu'à ce qu'elle accepte de le rencontrer, et qui fut l'objet de la première discussion entre l'auteure et celui qui allait devenir son amant, Blaise Robert (un intello comme on les aime – quoiqu'il faudrait sans doute discuter le cas de la barbe).

L'égocentrisme assumé de la narratrice, son snobisme et ses angoisses sont posés sur papier avec une impudeur qui, à la manière d'un éclairage au néon dans une cabine d'essayage, souligne travers et imperfections. Parfois cinglante, mais, étrangement, parfois un peu naïve aussi – souvent les deux à la fois – l'écriture d'Abdelmoumen charme et déstabilise. Lorsque la narratrice met en scène les premiers jours passés avec Henri à Montréal, elle fait écho au sentiment du lecteur face à cette écriture multiforme : *«Alia et Henri y seraient toujours à se moquer de ce qui les entoure, prétentieux, snobs et* profondément vulgaires – *mais de cela, le spectateur attentif ne saurait dire s'il s'agit d'une ironie voulue…»* Il est vrai que l'on cherche parfois, au fil de la lecture, à identifier la part d'ironie et de sarcasme dans le récit. Pourtant, lorsqu'on accepte finalement de se laisser porter par la plume de Mélikah Abdelmoumen, on passe un très agréable moment.

Mélikah Abdelmoumen,
Alia*, Éditions Marchand de Feuilles,*
186 pages.

_QLvol14no3.qxd 9/26/06 7:23 PM Page 25

Photographie

Le grand projet de Ladislas Kadyszewski

PINGOUIN DISTRICT

Le photographe Ladislas Kadyszewski veut faire de son nouvel espace, M.I.L.K. Images / l'Espace d'un moment le cœur de ce qu'il souhaite voir devenir le quartier de la photographie à Montréal. Histoire d'un projet où la valeur ajoutée réside dans l'humain.

Izumi ISHIDA

Ladislas Kadyszewski préfère le nom d'espace à celui de galerie pour désigner la nouvelle aventure qui commence dans les murs du 101, de la Commune Ouest, dans le Vieux-Montréal. Ouvert au public à la fin du mois de juillet, M.I.L.K. Images / l'Espace d'un Moment succède à la petite galerie que le photographe tenait depuis 2003 à quelques rues de là. La rénovation et l'aménagement du nouveau lieu ont exigé une implication physique et un engagement financier inconditionnels de la part du photographe. Son inauguration aura lieu le 12 octobre prochain, en présence de Philippe Cousteau, petit-fils du célèbre océanographe français et fondateur de l'organisation *EarthEco International*, à laquelle Ladislas Kadyszewski a offert sa collaboration.

Je n'ai pas un œil, j'ai juste un cœur.
Quand mon cœur fait boum,
ma caméra fait clic

Ladislas Kadyszewski
fondateur de M.I.L.K. Images / l'Espace d'un Moment

PHOTO : LADISLAS KADYSZEWSKI

LADISLAS KADYSZEWSKI A DONNÉ SA PHOTO *JACK*, PRISE EN AFRIQUE DU SUD EN 1995 À L'ORGANISATION *EARTHECO INTERNATIONAL*.

AU SERVICE DE LA COMMUNAUTÉ DES PHOTOGRAPHES

L'ouverture de M.I.L.K. Images l'Espace d'un Moment s'inscrit dans un projet d'une grande ambition : Ladislas Kadyszewski entreprend de créer à Montréal un photo-district, un quartier dans lequel se concentreraient toutes les activités liées à la photographie, suivant l'exemple du photo-district de New York situé dans Chelsea. Le Vieux-Montréal est apparu à l'artiste, d'origine franco-polonaise comme le lieu idéal pour implanter le projet, et il souhaite faire de M.I.L.K. Images la clef de voûte de cette construction. *« Le photo-district est destiné à mettre à la disposition de la communauté des photographes le réseau de contacts que j'ai mis 15 ans à construire,* s'enthousiasme Ladislas, *de manière à offrir tous les services nécessaires à la pratique de la photographie, comme l'achat de matériel, l'impression, ou encore l'édition. C'est une aventure culturelle extraordinaire ! »*

L'ÉMOTION AVANT TOUT

Le premier événement organisé dans le cadre du photo-district aura lieu dans une des salles de l'espace : chaque mois, dix artistes photographes exposeront chacun un cliché. Ladislas explique que cette présentation est délibérément contraire aux règles de l'art en vigueur dans le milieu, lesquelles imposent généralement aux artistes de présenter un *« body of work »*, c'est-à-dire un ensemble de plusieurs œuvres. La démarche choisie *« permettra de montrer les clichés qui dorment dans les tiroirs »* mais qui contiennent tout de même une vraie émotion.

Photographe d'action des Canadiens de Montréal pendant six ans, Ladislas Kadyszewski est rompu aux techniques les plus sophistiquées. Mais ce qui l'intéresse avant tout, c'est le potentiel qu'ont les images de toucher le plus grand nombre. *« "The rules of heart", de préférence à "the rules of art" »* aime à répéter l'artiste. Quand on évoque son œil expert pour capturer ces émotions qu'il veut faire partager, Ladislas objecte avec douceur : *« Je n'ai pas un œil, j'ai juste un cœur. Quand mon cœur fait boum, ma caméra fait clic. »* Comme pour cette photographie de Jack, le pingouin qui tend son aile à la biologiste qui l'a soigné ; une image que le photographe a mise au service de la fondation *EarthEco International* pour l'aider dans son travail de sensibilisation aux problèmes environnementaux.

UN LIEU DE PARTAGE ET D'ÉCHANGE

Ladislas Kadyszewski partage l'espace M.I.L.K. Images avec deux autres photographes, Mark Tomalty, fils du peintre montréalais Terry Tomalty, et Dita Kubin, dont Ladislas dit de l'oeuvre qu'elle exprime *« profondeur et douceur… une légère mélancolie »*, si caractéristique à l'âme slave. Avec d'ores et déjà cette diversité d'horizons, et l'énergie de Ladislas Kadyszewski comme trait d'union, les passants curieux pourront certainement faire là-bas quelques belles rencontres.

M.I.L.K. Images / l'Espace d'un Moment , 101, de la Commune Ouest, Montréal, www.milkimages.com. Inauguration le 12 octobre.

Chronique Documentaire

Wal-Town

LE CINÉMA ÉTUDIANT DANS LA COUR DES GRANDS

David contre Wal-Mart. Tel aurait pu être le titre de ce documentaire narrant l'histoire d'étudiants engagés contre les pratiques commerciales du géant américain. Le résultat est inégal. Mais le projet et le film qui en découle, *Wal-Town*, ont un grand mérite, celui d'exister et de nous botter les fesses.

Mathias MARCHAL

L'équipe *Wal-Town* comprend neuf unités. Six étudiants militants, majoritairement de Concordia, deux réalisateurs et un jeune journaliste qui sera aussi le narrateur de l'épopée. Pendant un mois, en 2004, puis en 2005, ils ont sillonné les routes du Canada, rencontré beaucoup de consommateurs, de syndicalistes et de politiciens pour étudier l'impact de Wal-Mart sur le paysage social et économique des villes moyennes. Le film rappelle un peu *The Big One*, où Michael Moore parcourait les États-Unis pour dénoncer les pratiques de certaines multinationales qui licenciaient tout en réalisant des profits.

La technique d'action des jeunes activistes ? Faire la sortie des magasins pour tenter de sensibiliser les clients aux effets néfastes de l'achat chez Wal-Mart. D'après eux, la compagnie contrevient à neuf articles de la Déclaration universelle des droits de l'Homme – le droit de se syndiquer par exemple – en plus de nuire aux petits commerces et de sous-payer ses employés, alors qu'elle engrange plus de 10 milliards deprofits par an.

Wal-Town suit globalement le processus chronologique du déplacement de l'équipe. La première partie du film, entre Montréal et Vancouver, est un peu terne. Les jeunes activistes se cherchent un style et manquent de poigne dans leur distribution de prospectus, ainsi que dans leurs tentatives pour nouer le dialogue avec les consommateurs. La caméra ne se gêne d'ailleurs pas pour montrer leurs dissensions et les rebuffades qu'ils essuient. Le principal problème est le suivant : comment entamer la discussion sur le manque d'éthique de Wal-Mart avec des clients sans pour autant les culpabiliser ? Ces derniers se rendent souvent chez Wal-Mart parce qu'ils disposent de bas revenus… Une cliente résume bien le dilemme : *« Dois-je supporter l'économie canadienne ou ma famille en premier ? »* La réponse ne vient pas et le doute s'installe petit à petit dans l'équipe.

Dans la deuxième partie du *road-movie*, de Montréal vers les Maritimes, le film décolle enfin. Les batteries ont été rechargées et les défauts de leurs actions, correctement analysés. La théâtralisation de leurs interventions et l'arrivée d'un nouveau membre de l'équipe, présenté comme l'« Agitateur », rendent le message anti-Wal-Mart beaucoup plus percutant. Du côté de la réalisation aussi, on sent une bien meilleure maîtrise. L'image bouge moins, le son est meilleur, le montage et la trame sonore également. Finis les étudiants qui ont peur de déranger. Désormais, on organise, à la sortie des magasins, des distributions de hot-dogs sur le concept *Food for thoughts*, et l'exhibition d'un affreux bonhomme Wal-Mart telle une bête de foire. Cela fonctionne, les consommateurs comme les téléspectateurs sont plus réceptifs au message.

Le documentaire *Wal-Town* connaît actuellement un certain succès – il a été diffusé sur les ondes de Radio-Canada et lors du Festival des films du monde – et il trouve une certaine résonance dans l'actualité. En effet, le gouvernement norvégien vient récemment de vider l'un de ses fonds de pension de ses actions Wal-Mart. Le ministère norvégien des Finances reproche au groupe américain *« des violations graves et systématiques aux Droits de l'Homme et des droits des employés »*.

Un jardinier, en train de tailler des fleurs à la sortie d'un Wal-Mart de Terre-Neuve, qui assiste aux gesticulations de l'équipe *Wal-Town*, a d'ailleurs ce bon mot qui résume tout à fait la nature du projet par rapport aux autres actions qui tentent de contrecarrer le géant commercial : *« It's good, it's different »*. Bref, ça ne change pas le monde, mais ça y contribue un peu.

Wal-Town, *disponible en DVD dès le 1er octobre.*

_QLvol14no3.qxd 9/26/06 7:23 PM Page 26

Les Convertibles aux Journées de la culture

ARTOBUS

L'exposition *Les Convertibles* – 10 autobus transformés en œuvre d'art – a eu lieu du 15 au 17 septembre derniers à Québec. La TOHU, la cité des arts du cirque de Montréal, participait à ce projet mis en place pour les 10 ans des Journées de la culture. Deux artistes indépendants, épaulés par une quinzaine d'enfants de la maison d'Haïti, sont désormais prêts à exposer leur « bus emballé » à Montréal.

Pauline ROSSIGNOL

Le symbole est fort : un transport en commun détourné de sa fonction initiale pour amener l'art au public d'une manière ludique, amusante et originale. La TOHU est donc à pied d'œuvre depuis le printemps pour que son autobus soit le plus réussi de toute l'exposition, face aux neuf autres bus des *Convertibles*, venant de toutes les régions. À coups de marteaux, de pinceaux et de perceuses, deux artistes indépendants s'attellent à donner une nouvelle âme au vieux véhicule. Gwénaël Bélanger, photographe de profession et Stéphane Baudet, qui oeuvre dans le milieu de la vidéo et de la robotique, travaillent tous deux d'arrache-pied pour mener à bien ce projet. Rien à voir avec du bricolage ou de la décoration artistique : *« c'est un défi de travailler sur ce projet »*, affirme Gwénaël Bélanger.

La contrainte exige d'intégrer dans le processus de création un groupe de citoyens. La TOHU oriente donc les deux artistes, qui souhaitaient collaborer avec des enfants, vers la maison d'Haïti. Une quinzaine d'apprentis artistes âgés de 9 à 13 ans, du camp de jour Kan Lacay basé dans le quartier Saint-Michel, se sont donc impliqués dans le projet avec plus ou moins d'entrain. *« Au début, on faisait plus de la discipline que de la création, mais une fois leur mini-projet entamé, ils ne voulaient plus arrêter »*, s'enthousiasme le photographe. Pendant six ateliers cet été, les enfants ont laissé libre cours à leur imagination pour décorer chacun un bus miniature – un jouet en métal – et l'intégrer dans une petite boîte, elle aussi aménagée. *« Le principe était de réaliser, à leur échelle, le même projet que les "grands". Nous avons intégré les créations des enfants, visibles par des petits judas de sorte à les magnifier, dans le "vrai" bus »*, explique Gwénaël Bélanger.

PHOTO : GWÉNAËL BÉLANGER

UNE QUINZAINE D'ENFANTS DE LA MAISON D'HAÏTI A PARTICIPÉ À LA CONSTRUCTION DU BUS DE LA TOHU.

ILLUSION, SUPERCHERIE ET TROMPE-L'ŒIL

En ce qui a trait au bus de la STM, Gwénaël et Stéphane ont pris le parti de jouer sur les notions d'illusion, de supercherie et de trompe-l'œil. Leur intention n'était pas de transformer l'autobus, mais seulement de l'emballer de manière à le détourner de sa fonction initiale, en utilisant des jeux de lumières et de miroirs. À l'aide de matériaux de récupération et de coups de main d'amis, les deux hommes sont venus à bout de la création. Et cela juste à temps, le mardi 12 septembre, pour tout démonter et l'installer de nouveau à Québec le lendemain. Après deux jours de montage facilité par des vis papillon et des caissons en bois, Stéphane et Gwénaël étaient prêts pour le vernissage le vendredi soir. De retour à Montréal, les deux apprentis bricoleurs espèrent attirer de nombreux visiteurs pour que *« les enfants soient fiers d'être exposés officiellement »*. Et aussi pour leur satisfaction personnelle du travail effectué sur ce drôle de bus…

Le bus sera présenté à la Cité des arts du cirque, 2345 rue Jarry Est à Montréal, les samedi 30 septembre et dimanche 1er octobre de 12h à 17h.

Art urbain

CRIME SUR BOÎTE AUX LETTRES

Julie DELPORTE

Dimanche, 17 septembre. Au coin des rues Saint-Laurent et Saint-Viateur, nous rencontrons le lapin des postes. Découpé et collé là, sur la boîte rouge qui avale le courrier. *« Ben qu'est-ce que tu fais tout seul ici ? »* Il est de l'art urbain, nous explique-t-il. Un truc qui ne sert à rien, mais qui décore nos villes. *« Enfin qui ne sert à rien, c'est les mauvaises langues qui disent ça ! »* On discute, on s'attarde : le lapin est bavard, heureux qu'on le remarque enfin. Il est coquet, retouche son maquillage et pose. On sort nos appareils photo.

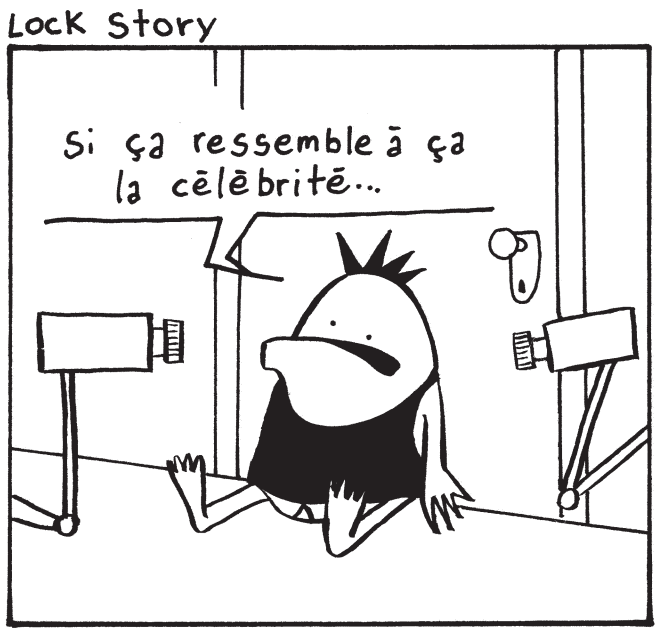
Une semaine plus tard, on repasse au même endroit, pour apporter des carottes à notre ami. C'est encore un dimanche et le Mile-end bouillonne, secoué par le vent. Il y a des casques à vélo, des bébés qui courent partout et des jupes qui s'envolent. On se penche doucement sur la boîte et… notre lapin des postes s'est envolé, lui aussi. En fait, pour être plus exact, il est mort. Écrasé sous une affiche d'un concert à la Sala Rossa : « No Means No ». Cela n'a pas de sens, en effet. On ne voit plus de lui que le bout de son pompon qui dépasse. L'affiche, en son centre, porte des marques de déchirures : notre ami s'est-il débattu ? Personne ne l'a entendu crier ? C'est impossible !

Une pensée angoissante nous vient plus tard… Peut-être le lapin a-t-il attiré son assassin d'un battement d'oreille. Il se serait laissé étouffer, calmement, ayant compris son dessein éphémère.
Voici une histoire de l'art urbain, généreux et fragile. Chassez-le, vous aussi, avant qu'il ne disparaisse…

Vous pouvez envoyer vos photos d'art urbain à culture@quartierlibre.ca

PHOTOS : JULIE DELPORTE

_QLvol14no3.qxd 9/26/06 7:23 PM Page 27



Blogueurs, artistes et conflit au Liban

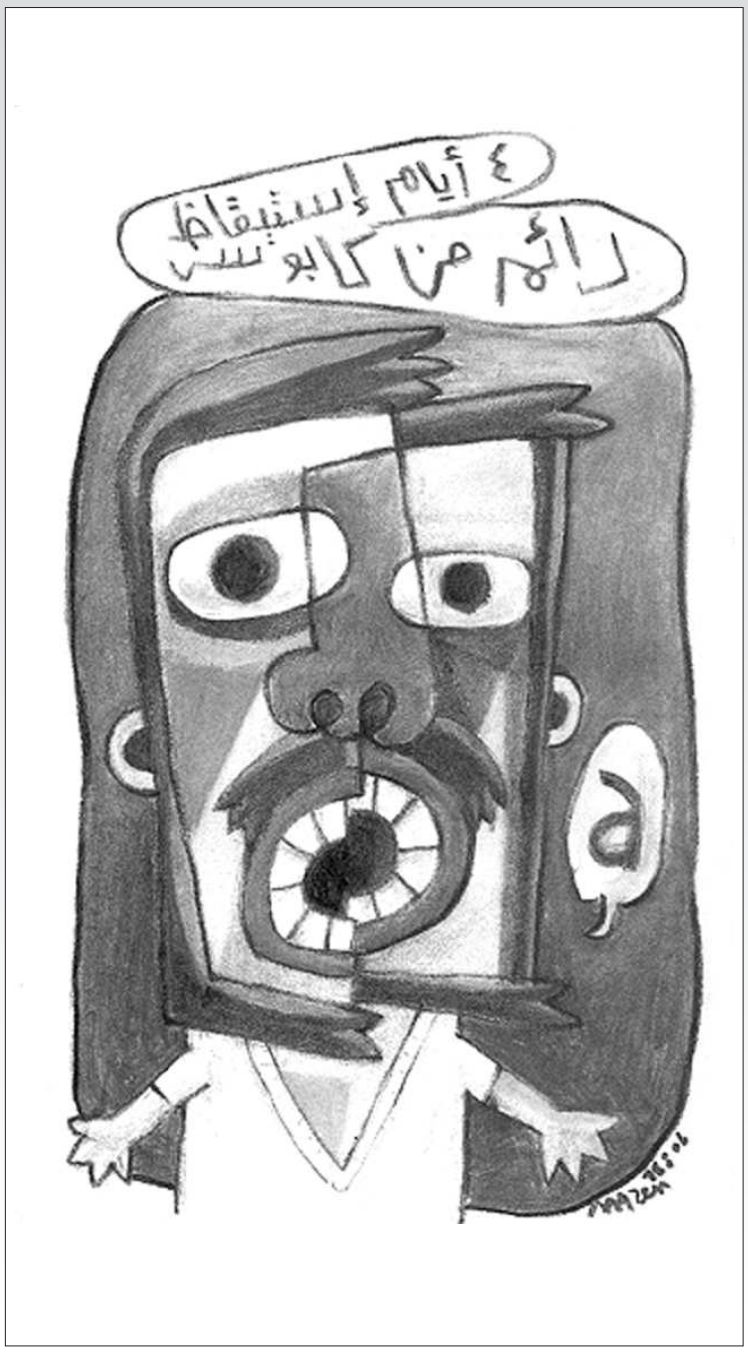
LES RÉSISTANTS

Un cauchemar en plein jour. **C'est le titre du dessin du Libanais Mazen Kerbaj's, affiché sur son blogue le 19 août 2006. Plus d'un mois après le début des hostilités, Israël tirait toujours sur Beyrouth. Un visage cubiste exprimant la peur. Image éclatée : il n'y a plus de point de repère pour l'artiste sous les bombardements. Que reste-t-il ? Le désespoir dessiné.**

Isabelle LANTAGNE

Mazen Kerbaj's est l'un des artistes qui a couvert la guerre au Liban. Par ses dessins. À tour de rôle, l'angoisse, la rage, le désespoir et le cynisme ont pris forme sous sa plume. Le périple d'images débute le 15 juillet 2006. *« Tant d'années de paresse avant de commencer ce blogue. Je vais bientôt remercier Israël. Plus de pont, plus d'aéroport ; en une nuit, j'ai été pris au piège. Après tout, une "bonne vieille guerre" était tout ce dont j'avais besoin pour commencer mon travail »*, écrit-il. Le blogueur suit les événements de la guerre avec une discipline et une lucidité profonde.

Ses dessins quotidiens exposent des faits de guerre : étagères vides d'épiceries, pannes de courant, chiens qui aboient après les bombes et insomnie. Son passeport, deux t-shirts, sa trompette, du tabac et une brosse à dents composent le sac à dos de Kerbaj's ; il l'emporte avec lui chaque fois qu'il quitte son appartement. Au cas où. L'art de Kerbaj's donne des frissons. Ses dessins sentent les corps carbonisés, émettent le son des bombes, transpirent de peur et rendent paranoïaque. Une expérience qui perturbe dans laquelle se mêlent haine et désespoir. De l'art plus qu'engagé.



Le site de Kerbaj's a eu une visibilité inattendue : plus de 11 000 visiteurs se sont rendus sur son site. Il publie plus d'une centaine de dessins au cours des mois de juillet et août. Devant les nombreuses lettres de partisans et d'opposants choqués, Kerbaj's s'est refusé à engager un débat politique. *« Mon site est dédié à l'art »*, clame-t-il. Les journalistes du monde entier se sont aussi pressés à sa porte. Le 29 juillet, il écrit : *« Ne me demandez plus de vous accorder une entrevue ! J'ai l'impression que mon travail reçoit une attention injustifiée. Je ressemble à une sorte de héros défendant les citoyens libanais par mon art. En réalité, je ne peux rien faire pour me protéger moi-même. »*

EFFET BOULE DE NEIGE

L'initiative de Mazen sert de modèle à d'autres. Le 22 juillet 2006, il crée un blogue pour Nabil Fawzi qui documente la guerre en images de bande dessinée. Avec cynisme, Nabil nous plonge tout droit dans le monde américain de *Marvel Entertainment*. Batman veille-t-il réellement sur Beyrouth ?

Quelques jours plus tard, la poète et peintre Laure Ghoyareb se joint au groupe. *« Plus et encore plus de résistants ! »* souligne Mazen. Née en 1931, Ghorayeb est critique d'art dans le journal An-Nahar. Elle a reçu un prix de distinction de la Biennale de Paris en 1967 et a gagné le premier prix, dans la catégorie dessin, de la Biennale d'Alexandrie en 1997. Durant les quinze années de guerre civile au Liban (1975 à 1990), elle n'a pas cessé de peindre. Une sélection de ses oeuvres a été publiée en 1985 dans un livre intitulé *Témoignage*. Vingt ans plus tard, elle couvre à nouveau conflit israélo-libanais. Toujours avec la même intensité.

Laure Ghoyareb :
www.laureghorayeb.blogspot.com

Mazen Kerbaj's :
mazenkerblog.blogspot.com

Nabil Fawzi :
raedyassin.blogspot.com

_QLvol14no3.qxd 9/26/06 7:23 PM Page 28

Un frais techno

un frais de trop

4,3 $ millions pris dans nos poches de manière **injustifiée**

une situation **injustifiable.**